



Le Monde des livres

# Le Monde

15, rue Falguière, 75581 Paris Cedex 15

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15535 - 7 F

VENDREDI 6 JANVIER 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## La paix malmenée au Proche-Orient

A force de répéter que le processus de paix au Proche-Orient est irréversible, on finit par oublier que les difficultés auxquelles il se heurte risquent de le mettre en péril. Depuis plusieurs mois, les négociations entre Israël et ses partenaires arabes sont bloquées, en particulier avec les Palestiniens. Pis, dans le territoire autonome de Gaza et en Cisjordanie occupée, le processus semble faire marche arrière.

En l'espace de trois jours, et pour la première fois depuis l'entrée en vigueur de l'autonomie palestinienne en mai, le police palestinienne et l'armée israélienne - c'est-à-dire ceux-là mêmes qui sont chargés de faire respecter la paix précaire - sont à couteaux tirés. Des échanges de coups de feu ont eu lieu à deux reprises, et trois policiers palestiniens ont été tués.

Ce grave dérapage fragilise une Autorité palestinienne dont le prestige dans les territoires autonomes et occupés est déjà sérieusement entamé, faute de progrès avec les Israéliens. En attendant les résultats de l'enquête, qui risque d'être longue, le mouvement de la résistance islamique Hamas a promis de venger la mort des trois policiers promus « martyrs ». Hamas a malheureusement toujours tenu parole. De nouveaux drames sont donc à craindre, qui ne feront que rajouter au désespoir la position du gouvernement israélien sur les questions de sécurité et compliquer les pourparlers à venir avec l'OLP.

Les dernières discussions, mardi au Caire, n'ont donné aucun résultat. Pour la première fois, le négociateur en chef palestinien Nabil Chaath, dont la « modération » légendaire a souvent été jugée excessive par les siens, a dit qu'il craignait de voir le processus « interrompu ». Il aurait même menacé de se retirer du comité de liaison, si, au moins, la question des prisonniers palestiniens n'était pas réglée.

ISRAËL et l'OLP tentent désespérément, en multipliant les réunions à haut niveau, de sortir de l'ornière. Ni l'un ni l'autre ne prendra la responsabilité de dénoncer une démarche historique qui a fait naître d'immenses espoirs. Yasser Arafat et Itzhak Rabin doivent en principe se rencontrer dans les prochains jours pour tenter de débloquent les négociations.

Mais, de toute évidence, la méfiance règne. L'Etat juif reproche à l'OLP de ne rien faire pour empêcher les actes terroristes. Les Palestiniens dénoncent la poursuite de la colonisation et soupçonnent Israël de retarder à l'infini le « redéploiement » de ses troupes en Cisjordanie, et donc l'organisation d'élections.

Plus de trois ans après le lancement du processus de paix à Madrid en octobre 1991, les perspectives de son achèvement paraissent s'éloigner, ce qui fait le jeu de ceux qui lui sont hostiles dans les deux camps. Les déclarations d'intention ne suffisent plus.

page 7

En recevant le vice-président Tarek Aziz

## Paris fait un geste en faveur de l'Irak

Pour la première fois depuis la fin de la guerre du Golfe, le vice-président irakien, Tarek Aziz, doit être reçu officiellement, vendredi 6 décembre, à Paris, par le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé. Attendu jeudi soir, M. Aziz devrait partir samedi pour New-York, en prévision d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU qui doit prochainement examiner la reconduction éventuelle des sanctions imposées à l'Irak - mesures dont la France, à l'encontre des Etats-Unis notamment, souhaite l'allègement.

La France fait un pas de plus en direction de l'Irak. Bieo que jamais annoncé officiellement, l'entretien qu'aura vendredi le vice-président irakien et M. Juppé avait été préparé en novembre, et devait avoir lieu au début de décembre. Son report à une date ultérieure, à la demande du gouvernement français - ou au moins d'une partie de ses membres - aurait été dicté par le souci de ménager l'Arabie saoudite, avec laquelle un contrat d'un montant de 19 milliards de francs, prévoyant notamment l'achat par Ryad de deux frégates lance-missiles, allait être signé (le Monde du 23 novembre).

M. Aziz s'était alors contenté de se rendre en visite à Moscou, dont les pressions « amicales »

avaient ameublé Bagdad à reconnaître, le 10 octobre, la souveraineté du Koweït et le tracé de la frontière qui l'en sépare, tel qu'il a été défini par une commission spéciale des Nations unies. Cette reconnaissance avait été saluée par la France, et aussi par les monarchies pétrolières du Golfe - dont le Koweït - comme un pas dans la bonne direction, même s'ils avaient jugé nécessaire que l'Irak se plie à toutes les résolutions des Nations unies.

Un autre satisfait - certes mitigé - a également été décerné récemment à Bagdad par le chef de la commission spéciale des Nations unies chargée du désarmement de l'Irak.

MOUNA NAÏM

Lire la suite page 7

Alors que se précise l'entrée en campagne de M. Balladur

## La candidature de M. Jospin divise les socialistes

La recherche d'un candidat socialiste à l'élection présidentielle s'est accélérée avec l'annonce par Lionel Jospin, mercredi 4 janvier, qu'il postule à la candidature. L'initiative de M. Jospin a été mal accueillie par la direction du Parti socialiste. Son premier secrétaire, Henri Emmanuelli, a estimé qu'elle « complique un peu les choses » en ne respectant pas le calendrier de désignation

établi par le PS. La candidature de l'ancien ministre de l'éducation nationale et ancien premier secrétaire du PS suscite également la méfiance des amis de Laurent Fabius. A droite, plusieurs membres du gouvernement ont pris officiellement position en faveur d'Edouard Balladur, laissant prévoir la prochaine entrée en lice du premier ministre.



Lire nos informations page 8

## L'improbable identité russe

Avec la guerre en Tchétchénie, le Kremlin cherche à défendre l'intégrité d'un Etat sans unité nationale, ethnique ou constitutionnelle

La nouvelle Russie est en train de sombrer dans son passé. Incapable de régler de manière « civilisée » la dissidence tchétchène, Boris Eltsine a remis ses pas dans les traces de la Russie tsariste et stalinienne ; mais en pensant ainsi donner un coup d'arrêt à la décomposition d'une fédération artificielle, il l'a sans doute accélérée.

Depuis 1991 et la dissolution de l'URSS, la Russie avait tant bien que mal maintenu son intégrité et évité les aventures sanglantes. Elle avait certes guerroyé contre l'islamisme au Tadjikistan, soutenu les Arméniens contre les musulmans azerbaïdjanais, suscité la rébellion des Abkhazes pour ramener la

Géorgie dans l'orbite traditionnelle de Moscou ou créé une poche russe en Moldavie (Transnistrie), mais dans l'ensemble elle avait subi sans broncher de douloureuses amputations.

Elle n'était pas sans mérite. Car la fin de l'Union soviétique ne signifiait pas simplement le retour à un *status quo ante*, la réapparition de la Russie pré-révolutionnaire. La Russie de Boris Eltsine est plus petite que l'empire tsariste. Par rapport à lui, elle a perdu non seulement des terres allogènes annexées de longue date (comme les pays baltes), mais également des régions slaves comme la Biélorussie et l'Ukraine où se trouve avec la Russie de Kiev au

IX<sup>e</sup> siècle, le berceau de l'Etat russe.

La guerre de 1914-1918 a détruit deux empires sur le continent européen, l'Empire ottoman et l'Empire austro-hongrois. L'empire tsariste, lui, a échappé au désastre. Plus exactement, après la défaite, il est réapparu sous la forme couronnée de l'URSS. La Russie post-soviétique, c'est le reste du démantèlement de l'empire communiste. Elle ne se caractérise pas autrement que de manière négative, comme un reliquat formé des Républiques « qui ne sont pas parties ».

DANIEL VERNET

Lire la suite page 3

et nos informations pages 3 et 4

## Furiani : l'ancien préfet parmi les prévenus

Le tribunal correctionnel de Bastia où s'est ouvert, mercredi, le procès de la catastrophe de Furiani a décidé que l'ancien préfet de Haute-Corse comparaitra aux côtés des douze autres prévenus. Le haut fonctionnaire devra s'expliquer sur son rôle et celui de l'administration dans l'édification de la tribuna, qui, en s'effondrant le 5 mai 1992, avait fait 17 morts et plus de 2 000 blessés.

page 10

## Mexique : réserves sur le « plan Zedillo »

Au lendemain de la publication du « plan Zedillo » visant à rétablir la confiance dans le peso et dans l'économie mexicaine, les milieux financiers se montrent réservés sur la capacité du gouvernement à mettre en œuvre les mesures d'austérité annoncées. Toutes deux en baisse, les Bourses de Mexico et de Sao-Paulo reflètent ce sentiment de suspicion.

page 23

## Prochaine privatisation de la SEITA et des AGF

Le décret de privatisation de la SEITA est publié au Journal officiel jeudi 5 janvier. Le gouvernement, qui escompte 55 milliards de recettes en 1995, souhaite procéder à la dénationalisation du fabricant de cigarettes et à celle des Assurances générales de France (AGF) avant l'élection présidentielle.

page 24

## Le théâtre en éclats

Le dramaturge Edward Bond raconte à sa manière violente, agressive, des « histoires de notre temps »

« A travers les murs de mon ventre, il avait senti la froyeur du monde », dit la Mère, et : « Bientôt nous mettrons le feu aux camions de pain, devant des rangées d'enfants affamés. » C'était le vent brûlant, les nuits pleines d'étoiles, juillet 1994, à Avignon. Les *Pièces de guerre* d'Edward Bond sautaient du Festival comme Satan saute de sa boîte : le théâtre faisait voler le théâtre en éclats. « Histoires de notre temps », annonçait l'auteur. Vue en perspective de nos vies de famille, au lendemain d'une guerre nucléaire. Un demain qui copie aujourd'hui. Edward Bond prend les choses en ordre. Chapitre I : Manger. Parents et enfants réunis pour le repas. « Apprendre à se mettre à table, quand les meurtriers marchent dans la rue. » Mais les meurtriers, à présent, marchent carrément sur la nappe, si le Journal télévisé de

20 heures est allumé pendant le potage. Histoire de notre temps : cet été 1994, le théâtre n'arrivait pas à balayer devant sa porte. Les têtes n'étaient pas libres : enfants du Rwanda, marché de Sarajevo, pas de second tour en Algérie, blocus après la guerre du Golfe. Edward Bond donne un titre actuel à la première des *Pièces de guerre* : *Rouge, noir, et ignorant* (« Sous l'autorité de ceux qui ont le rouge sur les mains, le noir dans le cœur, et l'ignorance dans l'esprit »). La guerre a changé les campagnes en un glacis de mica, il n'y a plus de quoi se nourrir, ordre est donné à chaque soldat du contingent de rejoindre son domicile et d'abattre près de chez lui un civil de son choix.

MICHEL COURCENOT

Lire la suite page 13

et nos informations page 14

UN JOUR, UNE AFFICHE

Que vont  
gagner les entreprises  
en 1995 ?

(Réponse page 14)

M 0147-0106-7.00 F



A L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 700 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 55 p. ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,30 £ ; Italie, 2400 L ; Liban, 1,20 US\$ ; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 5 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 700 F CFA ; Suède, 15 KR ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 050 m ; USA, 2,50 \$ (N.Y. 2 \$).

## هكذا من الأعمال



INTERNATIONAL

L'intervention militaire russe en Tchétchénie

# Moscou envoie des renforts et annonce la chute imminente de Grozny

Près d'un mois après le début de l'intervention militaire en Tchétchénie, le président Boris Eltsine a ordonné, mercredi 4 janvier, l'arrêt des bombardements sur Grozny. Parallèlement, il a annoncé l'envoi de troupes d'élites pour prendre le relais d'une armée enlisée. Nikolai Egorov, le représentant du président Eltsine en Tchétchénie, a assuré que Grozny allait tomber, jadis, aux mains des forces russes.

**■ RÉACTIONS.** Les méthodes employées par Moscou en Tchétchénie suscitent des critiques de plus en plus vives. L'Union européenne souhaite l'envoi sur place d'une mission d'enquête internationale (lire page 4).

## L'agence Itar-Tass confirme les bombardements sur Chali

Le ministère de la défense a démenti, mercredi 4 janvier, le bombardement, la veille, par des avions russes, de la petite ville de Chali, au sud de Grozny, où des dizaines de civils ont été tués, selon de nombreux témoignages (le Monde du 5 janvier). Signe que même les journalistes de la presse d'Etat se révoltent contre l'« information » officielle, on rapporte de l'agence Itar-Tass, Nikolai Zagladov, a lui, confirmé ces bombardements dans la dépêche suivante, qui a été diffusée :

« Les premières bombes ont été lancées vers midi. Elles sont tombées sur les stands d'un marché qui s'étend le long de la route. Quand les avions se sont éloignés, les gens se sont précipités pour sauver les blessés, étendre les blessés sur le sol, les transporter vers les hôpitaux, en direction de la ville. »

Grozny, à une trentaine de kilomètres, de plus en plus de voitures ont afflué. A mes côtés se trouvait le technicien du théâtre national de Grozny, Sergueï Ismailov. Mais un nouveau bombardement sur la route et sur le marché nous a séparés. Je ne sais pas si Ismailov est encore en vie. Cela s'est reproduit encore dix fois ou moins. Et je n'ai pas vu d'armes dans les mains des personnes qui m'entouraient.

Après, on m'a raconté qu'une des bombes était tombée sur l'hôpital. Des gens sont morts, d'autres ont été blessés. Je suis revenu de Chali en compagnie de deux correspondants étrangers. Je témoigne : il s'agit bien d'une attaque préméditée contre les véhicules circulant sur la route. Nous avons contourné les carcasses de voitures coincées, plusieurs fois par des avions, attaqués par l'aviation.

participer aux opérations de « rétablissement de l'ordre ». Le lendemain matin, une bombe tombait sur un orphelinat, et trois jours plus tard, après d'intenses bombardements, des centaines de tanks se lançaient à l'assaut.

Par ailleurs, l'ordre de Boris Eltsine ne concerne apparemment que la capitale elle-même, et non la campagne et les autres villes et villages, où les avions russes avaient fait, mardi 3 et mercredi 4 janvier, un grand nombre de victimes civiles. Cependant, les services officiels d'information affirment que « la situation est en train de changer radicalement » à Grozny et que les Tchétchènes n'ont presque plus de munitions.

Le vice-premier ministre Nikolai Egorov, qui est le représentant personnel de Boris Eltsine pour la Tchétchénie, a même annoncé que les « troupes russes occuperaient Grozny sans combat, jeudi 5 janvier », et que le « gouvernement légal tchétchène », créé par les autorités russes, serait introduit dans la ville le même jour, « ou, au plus tard, le lendemain ».

Il est en tous cas beaucoup question, côté russe, de l'acheminement de renforts frais et agueris, en particulier de parachutistes, et d'un changement de tactique : au lieu de s'appuyer quasi exclusivement sur les tanks, qui ont subi la déroute que l'on sait, les généraux auraient décidé d'envoyer « des petits groupes mobiles » pour procéder au nettoyage. Le problème est que l'essentiel de ces informations vient du « service de presse » du gouvernement, lui-même nourri par le « contre-espionnage fédéral », qui pratique la désinformation à des masses. On a ainsi



annoncé, entre autres, que le chef des services de sécurité tchétchènes, Sulttan Gueichanov, avait offert aux Russes de se retirer contre les forces du général Doudaev, information que l'intéressé a immédiatement qualifié d'« idiotie ».

### « Un tissu de mensonges »

Le député Sergueï Kovalev, chef de la commission des droits de l'homme du Parlement, a d'ailleurs décrit comme « un tissu de mensonges » les informations officielles données jusqu'à présent sur la situation à Grozny, que les médias russes eux-mêmes, pourtant supposés les rapporter, n'arrivent plus à prendre au sérieux. L'ancien dissident, dont le témoignage a joué un rôle essentiel dans la prise de conscience d'une partie, au moins, de l'opinion russe, a qualifié Grozny

avec l'intention d'exiger une audience de Boris Eltsine, avant de retourner dans la capitale tchétchène.

Pendant ce temps, son homonyme homologue, Valentin Kovalev, nommé par le président à la tête d'une nouvelle « commission de surveillance des droits constitutionnels », a donné un aperçu de ses talents au cours d'une très remarquable conférence de presse. On y a appris qu'il ne servait à rien de donner de quelconques indications sur les pertes russes, puisqu'elles « se caractérisaient par une importante dynamique ».

Valentin Kovalev s'est, en revanche, beaucoup étendu sur les méfaits supposés des Tchétchènes, et sur la magnanimité de l'aviation russe, qui se serait abstenue de bombarder par mauvais temps pour éviter toute victime civile. Tout cela, écrit-il, étonne que certains journalistes n'aient pu

s'empêcher d'éclater de rire. Les quotidiens russes, qui ont reparu jeudi, affiche, eux, des titres sinistres ou grinçants. « La Russie est au bord de la catastrophe », écrit le quotidien *Sevodaya*, avec la photo d'une tête calcinée qui pend de la tourelle d'un char, et un sous-titre : « Boucherie ». La *Pravda* affirme qu'« il n'est pas trop tard pour arrêter la guerre ». La *Komsomolskaïa Pravda*, journal populaire assez libéral, produit un titre ravageur : « Il n'y a pas de poudre, pas de vérité, pas de président », au-dessus de la photographie d'un Boris Eltsine réjoui, levant son verre de champagne au-dessus d'un alignement de cadavres. Le photomontage rappelle celui paru la veille dans un autre journal populaire, mais l'évolution est significative : ce n'est plus le général Gratchev, ministre de la défense, qui est visé, mais bien le responsable suprême.

Sur le plan politique, pourtant, rien ne bouge vraiment. L'économiste libéral Grigori Iavlinski, opposant démocrate de longue date, réclame la démission de Boris Eltsine, mais ce n'est pas la première fois. La Douma et la Chambre haute ne sont toujours pas convoquées, alors qu'un rapproche d'une nouvelle longue parenthèse dans la vie publique : les fêtes du Noël orthodoxe. Après Egor Gaidar, au nom du Chnouk démocratique de la Russie, Guennadi Ziouganov, au nom des communistes, a réclamé la convocation des députés. Mais le parti de Vladimir Jirinovski a voté une fois de plus au secours de Boris Eltsine, en exigeant qu'on « laisse le président et le gouvernement travailler en paix ».

Ce qui semble précisément le cas. Selon Viatcheslav Kostikov, le porte-parole de Boris Eltsine, le président a vécu mercredi « une de ses journées de travail les plus tranquilles ».

JAN KRAUZE

## Improbable identité

Suite de la première page

Elle n'a de frontières ni naturelles ni historiques ; aussi ne se définit-elle ni par le sol ni par le sang, puisqu'elle est un ensemble pluri-ethnique et que 25 millions de Russes vivent dans « l'étranger proche ».

La Russie n'a jamais été un Etat-nation, ce qui taraboulaient parfois quelques intellectuels mûris des idées de la Révolution française, mais ne la gênait pas outre mesure. Son être, elle l'avait forgé autrement, dans un messianisme orthodoxe et dans une expansion géographique, dans une gigantesque entreprise de colonisation commencée au XV<sup>e</sup> siècle, et qui était aussi une sorte de revanche sur la soumission à la Horde d'or mongole. Pendant deux cents ans, à partir du règne de Pierre le Grand jusqu'en 1991, la Russie a existé comme empire.

### Ni l'ethnie, ni la langue

Avec deux conséquences fondamentales dans ses rapports avec l'Europe. D'abord, les terres à coloniser et à peupler s'étendaient essentiellement vers l'est et le sud, la Russie conquérante a accentué son caractère asiatique. « Pour l'Europe nous étions des Tatars », écrit Dostoïevski dans son *Journal*, en Asie nous serons Européens. Notre mission civilisatrice en Asie nous transportera d'enthousiasme : le tout est de commencer. Construisez deux voies ferrées, l'une en Sibérie et l'autre en Asie centrale, et vous verrez ».

Ensuite, pour maintenir la cohésion d'un si vaste ensemble comptant plus de cent peuples parlant plus de cent langues, il fallait un Etat central puissant auquel les

sujets devaient faire allégeance, soit en la personne du « tsar de toutes les Russies », soit dans la révérence à l'idéologie marxiste-léniniste. Il ne pouvait y avoir de Russie (puis d'URSS) sans empire, et il ne pouvait y avoir d'empire sans pouvoir autocratique. Dès 1760, l'ambassadeur anglais à Moscou, Sir George Macartney, remarquait : « Au despotisme, la Russie doit sa grandeur et ses dominions, de sorte que si les pouvoirs du monarque sont un jour limités, elle perdra sa puissance et sa force proportionnellement aux progrès qu'elle fera dans la voie de la vertu et du bien civique ». C'est à ce théorème que la Russie post-soviétique est encore confrontée. Il y a une contradiction fondamentale entre la démocratie et l'empire, non seulement pour les peuples périphériques, mais pour la Russie elle-même ; contradiction qui s'annonce aussi sous la forme renversée : il ne peut y avoir de Russie démocratique que débarrassée de son empire.

En Tchétchénie, la Russie eltsinienne est à la recherche de son identité. La chute de l'URSS l'a laissée avec des frontières rétrécies – bien qu'avec 170 millions d'habitants et une superficie double de celle des Etats-Unis, « il n'y ait pas lieu de faire dans la claustrophobie », selon l'expression d'Henry Kissinger – et sans conscience nationale. En effet, si l'URSS a prolongé pendant soixante-dix ans l'empire russe, elle a « dénationalisé » la Russie, en fondant l'identité russe dans l'identité soviétique (1). Les Russes – en tout cas les Slaves en général – dominaient l'appareil d'Etat, mais en même temps le peuple russe disparaissait, fut-ce en tant que peuple dominateur, dans l'utopie du peuple soviétique. Parce que Staline s'en méfiait, la Russie a perdu son parti communiste « national » dans les

années 20, pour le retrouver seulement sous le règne de Gorbatchev, alors que les autres républiques ont toujours été leur. Faut-il dire, qui se trouvait avec ses colonies dans un rapport impérialiste inversé, les Russes étant convaincus que la péripétie profitait plus de l'empire que la « métropole ».

Cette identité russe ne peut se trouver dans l'ethnie puisque les Russes étaient répartis sur l'ensemble du territoire, la Russie ressemblerait alors à une monstrueuse peau de léopard dont le centre serait à Moscou. Elle ne peut se trouver non plus dans la langue, puisque le russe est devenu le moyen de communication de tous les peuples de l'empire, que celui-ci soit tsariste ou communiste. Staline ayant la encore apporté sa contribution à la soviétisation en introduisant partout (sauf dans le Caucase) l'alphabet cyrillique.

### La théorie des dominos

Après la chute du communisme, certains intellectuels russes ont pensé que la Russie pouvait forger une identité nouvelle dans l'adoption des valeurs politiques occidentales, en rupture radicale avec la tentation asiatique. Un peu comme certains intellectuels allemands définissent leur adhésion à la République fédérale par un « patriotisme de la Constitution ». Du point de vue de la difficile quête d'une identité nationale, la comparaison entre la Russie et l'Allemagne est loin d'être déplacée. A l'instar de la Russie, l'Allemagne n'a pas de frontières historiques, et les Allemands de souche ne sont pas tous en Allemagne. Le territoire sur lequel elle exerce sa souveraineté est le résidu d'un empire effondré. Mais comment susciter un « patriotisme de la Constitution » dans un pays qui n'a jamais connu l'Etat de droit ? Où la Loi fondamentale, quand elle existe, est bâtonnée ou modifiée au gré des humeurs du despotisme ? Où l'Etat n'est plus en mesure d'assurer à ses citoyens la sécurité et le bien-être ?

Reste donc la tentation d'ins-

crire la recherche de la nation russe dans l'histoire de la Russie impériale. Boris Eltsine et les généraux qui l'entourent y ont cédé à Grozny. Ils ont craint « l'effet dominos » de l'indépendance tchétchène, mais surtout, instruits par la tradition russe, ils ont espéré qu'une démonstration de force sur les marches de la Russie renforcerait à Moscou un pouvoir largement discrédité, tout en imprimant un Occident auquel ils avaient le sentiment d'avoir, depuis trois ans, trop cédé.

La démonstration est en passe d'échouer sur tous les points. Les dirigeants du Kremlin ont sous-

estimé la force de la résistance des Tchétchènes qui pourtant avaient bravé le tsar pendant plus d'un siècle et demi, la déliquescence de leur pouvoir, l'influence aussi d'une société civile urbaine, encore embryonnaire certes, mais confortée par quelques médias réfractaires à l'autoritarisme. La brutalité de l'intervention armée a été telle que même les pays occidentaux ont été obligés d'exprimer leur étonnement, malgré toute la crainte que leur inspire une Russie forte et l'angoisse que leur procure une Russie faible.

Quatre ans après que Mikhaïl Gorbatchev a signé la fin de l'Union soviétique, la révolution

démocratique russe reste encore à venir. L'aventure tchétchène le montre à ceux qui auraient cru pouvoir l'oublier. Elle montre également que si l'« être-empire » n'est pas une fatalité pour la Russie, il constitue une pesanteur historique dont il lui est très difficile de se débarrasser. C'est en tout cas un paramètre que les architectes du nouvel ordre européen de sécurité ne peuvent plus occulter.

DANIEL VERNET

(1) Voir à ce sujet la contribution de l'historien Victor Sarda dans *Un Etat pour la Russie*, ouvrage collectif sous la direction de Marie-Monique, éditions Complexe, 1993, 160 pages, 56 F.

## L'HISTOIRE

PUBLIE UN NUMÉRO SPÉCIAL

# LES FRANÇAIS ET LE ROI

### Nostalgies royales

A l'heure des élections présidentielles, la question des institutions est posée : la V<sup>e</sup> République est-elle une monarchie ?

**L'avènement du monarque absolu**  
Comment, de Clovis, le premier souverain chrétien, jusqu'à Louis XIV, le roi-soleil, l'absolutisme s'est imposé à la France.

**Le roi est mort, vive la république !**  
Des guerres de religion à la Révolution, c'est le meurtre du roi qui a fait des Français des citoyens.



UN NUMÉRO À NE PAS MANQUER

N° 184 • JANVIER 1995 • EN KIOSQUE • 40 F



## EUROPE

L'intervention militaire russe en Tchétchénie

## Les Quinze veulent envoyer une mission d'enquête dans la République indépendantiste

Près d'un mois après le début de l'intervention militaire russe en Tchétchénie, le 11 décembre, la plupart des capitales occidentales, initialement prudentes, se montrent de plus en plus critiques envers les méthodes employées par Moscou dans cette petite République indépendante du Caucase.

Ainsi, l'Union européenne (UE), dont la France assure la présidence pour six mois, devrait officiellement demander, jeudi 5 janvier, l'envoi d'une mission d'enquête internationale en Tchétchénie. Une démarche en ce sens devrait être menée, jeudi, auprès des autorités russes à Moscou par les ambassadeurs des pays membres de la troïka européenne (Allemagne, France et Espagne).

La France a saisi, mercredi, ses quatorze partenaires de l'UE pour « demander des explications » à Moscou sur ses opérations militaires en Tchétchénie, a indiqué Alain Juppé, le ministre des affaires étrangères. M. Juppé a également adressé une mise en garde voilée à la Russie : « Nous avons donné beaucoup d'argent à la Russie, et nous nous sommes engagés à soutenir sa candidature au Conseil de l'Europe. Quand on veut être un véritable partenaire, il faut être transparent, discuter et prouver la concertation, et non la violence et la force », a déclaré le chef de la diplomatie française.

Jean-François Deniau, le rapporteur de la commission de la défense au Parlement, s'est indigné, mercredi, du « silence gêné » des organisations internationales. « On ne peut pas inviter la Russie dans la famille européenne », et « admettre qu'une minorité soit, jour après jour, écrasée sous les obus », M. Deniau estime que les gouvernements occidentaux doivent « ex-

iger un cesse-le-feu immédiat, faciliter la reprise du dialogue par une mission sur place et veiller au passage et à la distribution de l'aide humanitaire ».

En Allemagne, les premières dissensions au sein du gouvernement sont apparues, mercredi, lorsque le ministre de la coopération, Carl-Dieter Spranger (CSU), a estimé que « la guerre en Tchétchénie ne devrait pas être réduite à une affaire de politique intérieure russe », contrairement à ce qu'avait affirmé, la veille, Klaus Kinkel (FDP), le ministre des affaires étrangères. Au Danemark, plusieurs partis ont pressé le gouvernement de suspendre son aide économique à la Russie et d'adopter un ton plus ferme vis-à-vis de Moscou.

Les pays d'Europe de l'Est sont sortis de leur réserve, mercredi, avec des appels des présidents

polonais et tchèque, Lech Walesa et Vaclav Havel, qui demandent l'arrêt des combats et l'ouverture de négociations.

Plusieurs pays voisins de la Tchétchénie, notamment la Turquie et l'Iran, ont exprimé leur préoccupation. Ankara, a souligné le ministre turc des affaires étrangères, Ferhat Ataman, « s'inquiète sérieusement des conséquences plus graves et imprévisibles » du conflit dans la région. Et en Iran, le président Ali Akbar Hachémi-Rasfandjani, a estimé que l'intervention russe en Tchétchénie porte préjudice aux relations de la Russie avec les pays islamiques et « allume le feu de la vengeance ». L'ensemble de ces réactions ont été formulées avant l'annonce par le président Boris Eltsine de l'arrêt des bombardements sur Grozny. Une mesure jugée « positive » par les États-Unis. — (AFP)

Un journaliste de l'AFP blessé à Grozny. — Stéphane Orjollet, un journaliste de l'AFP âgé de trente et un ans, a été blessé, mercredi 4 janvier, d'une balle dans la cuisse alors qu'il effectuait un reportage sur les combats à Grozny, la capitale tchétchène. L'état du journaliste, transporté immédiatement dans un hôpital de la banlieue de la ville, n'inspire pas d'inquiétude. Deux journalistes ont trouvé la mort en Tchétchénie depuis le début de l'intervention russe, le 11 décembre : une journaliste indépendante américaine, Cynthia Elbaum, et un colonel russe, Vladimir Jitrenko, envoyé spécial du quotidien de l'armée, Krasnaia Zvezda. — (AFP, Reuters)

Le PCF condamne l'attitude de M. Eltsine. — Dans une déclaration en date du 4 janvier, le secrétaire

national du Parti communiste français, Robert Hue, condamne en termes particulièrement sévères l'attitude de Boris Eltsine, qui « bafoue avec brutalité les droits des peuples reconnus par la communauté internationale ». « On prend dans certains milieux qu'il s'agit d'une affaire intérieure et qu'il conviendrait de ne rien dire, ajoute M. Hue. Je n'admets pas ce cynisme. Les chars dans les rues pour faire régner l'ordre voulu par ceux qui décident au Kremlin, ce n'est pas plus acceptable aujourd'hui qu'hier ».

Manifestation prévue le 6 janvier devant l'ambassade de Russie à Paris. — Les Verts organisent un rassemblement contre l'intervention russe en Tchétchénie, vendredi 6 janvier à 18 heures, devant l'ambassade de Russie à Paris, 40, boulevard Lannes.

## ITALIE

## M. Scalfaro, grippé, suspend ses consultations visant à résoudre la crise gouvernementale

ROME

de notre correspondante

A peine commencé, le second tour de consultations du président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, destiné à trouver un nouveau gouvernement après la démission du président du conseil, Silvio Berlusconi, a été interrompu, de manière inattendue, mercredi 4 janvier. M. Scalfaro, âgé de soixante-seize ans, souffrant d'une mauvaise grippe avec fièvre et complications pulmonaires, qui n'a rien de « diplomatique », ses médecins lui ont conseillé de suspendre ses activités.

Le dénouement de la crise gouvernementale italienne est donc reporté. Mardi 3 janvier, se sont tenues des consultations à l'intérieur de Forza Italia, le parti du président

du conseil, et la ligne la plus dure a prévalu. Rejetant tout compromis, les supporters de M. Berlusconi ont réitéré leur position de principe : élections anticipées en mars ou gouvernement Berlusconi-bis.

La voie devient donc de plus en plus étroite pour M. Scalfaro. S'il veut « ne pas provoquer d'élections immédiates », il devra sans doute explorer l'idée d'un « gouvernement institutionnel », guidé par une personnalité au-dessus des partis pour faire certaines réformes avant de nouvelles élections. Mais il n'est pas certain qu'un tel gouvernement soit confirmé au Parlement, le jour venu.

Un autre sujet de préoccupation agite la classe politique : lundi 9 janvier, les autorités compétentes devront se prononcer sur la validité de treize projets de référendums

déposés par diverses forces politiques, dont l'un vise à modifier la loi électorale en supprimant toute trace de proportionnelle. Ce qui reviendrait à instituer un système majoritaire « sec » à un tour, ainsi que le voudrait Forza Italia, l'alliance nationale (extrême droite) et certains de leurs alliés.

L'opposition progressiste, la Ligue du Nord et le Parti populaire (ex-Démocratie chrétienne), préfèrent un système majoritaire à deux tours, voire d'un mauvais œil la possibilité d'un tel scrutin. Déclaré recevable, il se déroulerait au printemps, à moins qu'entre-temps, le Parlement n'ait le temps de modifier lui-même la loi électorale, « désamorçant » ainsi le référendum, mais suscitant de nouveaux affrontements.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

## BOSNIE-HERZÉGOVINE

## Le sénateur américain Robert Dole redemande la levée de l'embargo sur les armes

Le chef de la nouvelle majorité républicaine au Sénat américain, Robert Dole, n'aura pas attendu pour passer à l'offensive sur le dossier bosniaque. Dès l'entrée en fonction du Congrès, mercredi 4 janvier, le sénateur du Kansas a déposé un projet de loi prévoyant la levée unilatérale par les États-Unis de l'embargo sur les livraisons d'armes à la Bosnie, instauré en 1991 par les Nations unies.

Cette initiative, qui vise à contourner le Conseil de sécurité de l'ONU, a été accompagnée d'un autre projet de loi anti-Nations unies préconisant la limitation de l'utilisation de fonds et de troupes des États-Unis pour des opérations de maintien de la paix. Tout en reconnaissant que l'embargo sur les armes a effectivement joué au détriment des Bosniaques face aux Serbes surarmés, l'administration Clinton a réaffirmé son opposition à une

levée de l'embargo. En Bosnie, les combats se sont poursuivis, mercredi, dans la poche de Bihać (nord-ouest), alors que la trêve de quatre mois, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier, était respectée dans le reste du pays. Sur le mont Igman qui surplombe Sarajevo, les troupes bosniaques se sont retirées, dans les délais prévus, de la zone démilitarisée qui avait été créée en août 1993 pour séparer les combattants qui se « partagent » le contrôle de cette montagne où passe l'unique voie de ravitaillement vers la capitale. Le retrait de ces forces, infiltrées dans la zone depuis l'automne 1994, constitue la première application concrète de l'accord de cessez-le-feu des hostilités. En échange, les Bosniaques devraient obtenir prochainement la réouverture de cette piste vitale que les « casques bleus » se sont engagés à protéger contre les tirs serbes. — (AFP, Reuters)

## POLOGNE

## Lech Walesa appelle ses concitoyens à ne pas payer leur impôt sur le revenu

VARSOVIE

correspondance

Lech Walesa et la majorité post-communiste au pouvoir lèvent de nouveau à court terme, au début de 1995, année de l'élection présidentielle, à laquelle se représente le président de la République, alors que les sondages donnent largement l'avantage au dirigeant de la gauche, Aleksander Kwasniewski. Ainsi, mardi 3 janvier, Lech Walesa, à la grande satisfaction des contribuables, a annoncé qu'il ne paierait pas son impôt sur le revenu selon les taux fixés, abusivement selon lui, par le gouvernement, et a appelé les Polonais à suivre son exemple.

Utilisant un jeu subtil de procédures, le chef de l'Etat a en effet bloqué deux lois accompagnant le budget de 1995, relatives aux impôts et aux salaires dans la fonction publique. Il a laissé entendre qu'il pourrait aussi oppo-

ser son veto à la loi de finances tout entière, que le Parlement vient d'adopter. Le Tribunal constitutionnel, saisi par le président, doit se prononcer le 12 janvier.

En toile de fond de ce conflit, il y a une lutte d'influence permanente entre Lech Walesa et le gouvernement, qui cherche à limiter le contrôle du chef de l'Etat sur les ministères « présidentiels » (défense, intérieur et affaires étrangères). Initialement feutrés lors de l'arrivée au pouvoir de la coalition post-communiste en octobre 1993, ce conflit s'envenime au fur et à mesure que s'approche l'échéance électorale de la fin 1995. Le premier ministre Waldemar Pawlak et Lech Walesa ne font d'ailleurs même plus semblant de s'entendre.

Lundi 2 janvier, le président a encore haussé le ton, en exigeant du premier ministre la nomination du candidat présiden-

Entrés le 1<sup>er</sup> janvier dans l'Union européenne

## Suédois et Finlandais, des nouveaux membres de l'UE plus sérieux qu'enthousiastes

STOCKHOLM

de notre correspondant en Europe du Nord

Le drapeau bleu orné des quinze étoiles jaunes flotte depuis le 1<sup>er</sup> janvier devant les ministères des affaires étrangères à Stockholm et à Helsinki. Mais, en Suède, personne n'a allumé des feux de Bengale pour l'entrée officielle dans l'Union européenne. Les débats sur l'adhésion qui avaient précédé les référendums — en octobre 1994 en Finlande et le mois suivant en Suède — ont fini par laisser l'impression. Les adversaires les plus acharnés de l'UE sont rentrés dans le rang, pour le moment du moins, et certains siègent désormais au Parlement de Strasbourg, où ils cherchent des alliés anti-Maastricht plus fréquents que les amis de MM. de Villiers et La Pen.

Leurs dirigeants ont beau parler de « dette historique », les Nordiques s'intéressent surtout aux petits détails qu'entraîne l'appartenance au club de Bruxelles. Certaines denrées alimentaires comme le viande de porc deviennent meilleur marché, tandis que les prix du riz et des bananes vont augmenter. Dorénavant, les touristes pourront importer hors taxe jusqu'à 15 litres de bière, en dehors de l'alcool et du vin, et emprunter à la douane le couloir réservé aux « ressortissants des pays de l'Union européenne ».

Membres de l'Espace économique européen (EEE) qui fait liait les Douze aux pays de l'Association européenne de libre-échange (AELÉ) candidats à l'Union, le Suède et la Finlande avaient déjà

largement adapté leurs législations à celle de l'UE. L'adhésion proprement dite n'a donc pas bouleversé les esprits. « Pas de panique », écrivait par exemple *Aftonbladet*, un quotidien du soir de Stockholm, le drapeau européen ne flottera pas sur le palais royal et l'enseignement du français ne sera pas obligatoire dans les écoles ! »

## Des droits et des devoirs

Un autre journal *Dagens Nyheter* titrait à la une « le 2 janvier : « Bonjour, citoyens européens ! » et offrait un cahier spécial « Nouvelle Suède » fort pédagogique sur l'Union européenne et son fonctionnement. Plus souriant, *Sydsvenska Dagbladet*, le grand quotidien de Malmö et du sud du pays, où le « oui » l'a largement emporté lors du référendum de novembre 1994, écrivait : « Bravo l'Europe, nous arrivons ! » et publiait, lui aussi, des pages spéciales sur le fonctionnement de la machine bruxelloise. Sur un ton plus grave, *Svenska Dagbladet* expliquait que l'adhésion « donne des droits mais implique des devoirs ».

Suédois et Finlandais ont préparé soigneusement leur entrée dans l'Union. Les dossiers économiques, le chômage, l'intégration de l'Europe de l'Est, la protection de l'environnement, la défense du consommateur, la « démocratisation » de l'UE sont les sujets sur lesquels ils comptent faire entendre leur voix. Pour Helsinki, la « dimension nordique » et les problèmes d'environnement comme le désastre écologique de la presqu'île de Kola, où les Russes ont entreposé des

déchets nucléaires, sont également importants.

Qui représentera ces pays nordiques dans les Conseils européens ? Si, en Suède, monarchie constitutionnelle, il est évident que ce rôle revient au chef de gouvernement, en Finlande, la question n'est pas tranchée, et le président de la République, dont les pouvoirs ont été rognés ces dix dernières années au profit du Parlement, mène la vie dure aux députés qui souhaitent voir le premier ministre participer eux-mêmes. L'actuel chef de l'Etat, Martti Ahtisaari, ne veut pas se contenter d'assister uniquement, avec son chef de gouvernement, aux sessions des Conseils ayant trait à la politique étrangère et de sécurité.

ALAIN DEBOVE

M. de Silguy confirme l'objectif de la monnaie unique. — Le Parlement européen a commencé, mercredi 4 janvier à Bruxelles, ses auditions des membres de la nouvelle Commission européenne, présidée par le Luxembourgeois Jacques Santer. Ces auditions entrent dans le cadre de la nouvelle procédure d'investiture prévue par le traité de Maastricht. A cette occasion, le Français Yves-Thibault de Silguy, commissaire chargé des affaires économiques, financières et monétaires, a défendu les objectifs de l'Union économique et monétaire. « Notre objectif est la réalisation la plus rapide possible de la monnaie unique pour le plus grand nombre d'Etats possible. Cette hypothèse de travail est réaliste, et il n'y a pas de raison d'écarter a priori l'échéance de 1997 », a-t-il déclaré. — (AFP)

## ESPAGNE

## Un ancien ministre de l'intérieur met en cause le magistrat chargé d'enquêter sur les terroristes du GAL

MADRID

de notre correspondant

L'affaire des GAL (Groupes antiterroristes de libération), relancée par l'incarcération fin décembre de trois hauts fonctionnaires de police (le Monde du 22 décembre 1994), prend un tour de plus en plus scabreux. José Barriónuevo, ministre de l'Intérieur à l'époque où opérait cette organisation qui a commis 24 assassinats dans sa lutte clandestine contre le terrorisme basque, a directement et durement mis en cause, mardi 3 janvier, le juge Baltasar Garçon, chargé d'enquêter sur ces groupes. Il accuse le magistrat de ne pas agir pour « des motifs propres et clairs » mais d'être animé par une

« inimitié personnelle » à son encontre ainsi qu'envers le chef du gouvernement Felipe Gonzalez et le ministre de la justice et de l'Intérieur Juan Alberto Belloch.

En clair, José Barriónuevo reproche à ce magistrat, qui a flirté avec les socialistes avant de cliquer la porte de ce parti en accusant le président du gouvernement de l'avoir utilisé comme « une marionnette », de se venger parce que « ses ambitions et ses passions » ont été contrariées, allant même jusqu'à suggérer qu'il se rend coupable de prévarication. L'ancien ministre, aujourd'hui député socialiste, a demandé à être entendu par Baltasar Garçon afin que soient précisées les accusations portées

contre lui par les anciens policiers José Amedo et Miguel Dominguez, tous deux impliqués et condamnés pour leur appartenance aux GAL et qui viennent de décider de lâcher le morceau.

## Violente attaque frontale

La requête, en forme de défi, de José Barriónuevo n'a pas été acceptée, mais il a décidé d'initier une action contre Amedo et Dominguez, et continue de défendre ses anciens collaborateurs qui sont aujourd'hui sous les verrous en assurant qu'ils ont toujours agi « dans les limites du droit ». Pourtant, les expertises graphologiques attestent que Julian Sancristobal, ancien responsable de la sécurité au ministère de l'Intérieur, est bien l'auteur du document de revendication de la première action des GAL.

Cette attaque frontale de celui qui, entre décembre 1982 et juillet 1988, fut l'un des plus importants ministres du premier cabinet de Felipe Gonzalez a surpris par sa violence. Les plus hautes instances judiciaires se sont émues de ces déclarations qualifiées de « lamentables » contre un magistrat, compagnon de route des socialistes éphémère, certes, mais non mineur puisqu'il était numéro deux sur la liste du PSOE aux élections législatives, derrière Felipe Gonzalez.

Le Conseil général du pouvoir judiciaire (l'équivalent du Conseil supérieur de la magistrature en France) examinera mercredi 11 janvier ce que certains magistrats estiment être une atteinte à l'indépendance de la justice, voire un délit d'outrage à magistrat. Fidèle à son tempérament de battant, José Barriónuevo a d'ores et déjà déclaré, ce paraphrasant Churchill : « Nous nous battons partout. Nous ne nous rendrons jamais. »

MICHEL BOLE-RICHARD



INTERNATIONAL

AFRIQUE

ANGOLA

# Le président Dos Santos rencontrera Jonas Savimbi

Le représentant spécial des Nations unies pour l'Angola, Alioune Blondin Beye, a affirmé que la rencontre entre le président José Eduardo Dos Santos et le chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), Jonas Savimbi, « aura lieu ». « Il faut que la population angolaise voie les deux hommes ensemble », a déclaré M. Beye, mercredi 4 janvier, à Lisbonne, après s'être entretenu avec le ministre portugais des affaires étrangères, José Manuel Durão Barroso. Dos Santos incarne la légitimité. Savimbi incarne l'UNITA, qui est une force incontournable. Certains symboles sont importants. »

cette rencontre. Le représentant de l'ONU a estimé que la situation n'était pas bloquée, soulignant que l'échange récent de messages entre le président Dos Santos et M. Savimbi donnait un « élan promoteur » au processus de paix. Le chef d'état-major des forces armées angolaises, le général João Baptista de Matos, doit rencontrer samedi à Chipiipa, près de Huambo, le chef d'état-major de l'UNITA, Artindo Chenda Pena, « Ben-Ben », pour discuter des modalités d'application du cessez-le-feu proclamé le 22 novembre 1994. « Cette rencontre des deux chefs d'état-major va permettre de régler définitivement les dernières difficultés sur le plan militaire », a ajouté Alioune Blondin Beye avant de confirmer qu'il se rendra à Paris le 10 janvier. — (AFP, Reuters)

AFRIQUE DU SUD

# Grève et manifestations traduisent le malaise de la fonction publique

A l'appel du syndicat de la santé, plusieurs milliers de fonctionnaires se sont mis en grève mardi 3 janvier. A Pretoria, une centaine de manifestants ont été interpellés après des heurts avec la police. Ce mouvement, qui pourrait s'étendre, est un symptôme de la crise que traverse la fonction publique, forte de près de 1,5 million de travailleurs.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le mouvement qui a débuté mardi menaçait depuis la rupture des négociations entre le Syndicat des travailleurs de la santé et des services publics (SAHPSWU) et le gouvernement fin 1994. Le syndicat, qui demande 15 % d'augmentation pour tous et un salaire minimum de 1 500 rands (environ 2 250 francs), a annoncé qu'il manifesterait devant les bâtiments publics jusqu'à satisfaction de ses revendications. Mardi, de violents incidents ont éclaté dans le centre de Pretoria, où la police a interpellé plus d'une centaine de manifestants, qui ont été relâchés dans la soirée.

Fort, selon ses dires, de quelque 68 000 membres — ce que contestent les syndicats concurrents —, le SAHPSWU ne représente qu'une faible partie des effectifs de la fonction publique. Mais il n'est son importance de son implantation dans un secteur sensible — celui de la santé —, où, sous l'impulsion des travailleurs parmi les plus mal payés de toute la fonction publique, les grèves dures et mal contrôlées par les syndicats se sont multipliées au

cours des derniers mois. En fait, c'est l'ensemble de la fonction publique qui est aujourd'hui en crise, alors que le gouvernement tente de rationaliser un système quasi ingérable, hérité de l'apartheid. A la suite des accords conclus avant les élections, le nouveau pouvoir a dû intégrer au sein d'une administration inefficace et déjà pléthorique des dizaines de milliers de fonctionnaires provenant des anciens homelands; il a également garanti aux fonctionnaires blancs les mêmes emplois et leurs privilèges d'antan. Si cette dernière décision a été fort utile pour perpétuer l'équilibre politique qui prévaut aujourd'hui, elle a suscité des frustrations parmi les fonctionnaires noirs.

La multiplicité des statuts et les différences sensibles de salaires avec le secteur privé n'ont fait qu'ajouter au désordre dans un domaine devenu un véritable casse-tête, sensible à la moindre perturbation sociale. La vive réaction du ministre de la fonction publique Zola Skweyiya, accusant mardi la direction du SAHPSWU d'« irresponsabilité » et de « mauvaise foi », et mettant en garde les autres organisations de fonctionnaires contre « des grèves incapables de donner l'argent que le gouvernement ne possède pas », montre assez bien la crainte qu'éprouvent les autorités de voir le mouvement en cours se propager. La menace est d'autant plus sérieuse que dix-sept syndicats de fonctionnaires sont en train de consulter leurs membres sur la possibilité de se lancer, à leur tour, dans la grève.

GEORGES MARION

SOMALIE

# Un cessez-le-feu a été conclu à Mogadiscio

Les clans Abgal et Murusadé, qui s'affrontaient depuis la mi-décembre 1994 dans les quartiers sud de la capitale somalienne, ont conclu un cessez-le-feu qui devait entrer en vigueur jeudi 5 janvier. Les combats ont fait près de 200 morts et 700 blessés.

Dans la soirée du 4 janvier, le calme était revenu à Mogadiscio, dans les quartiers de Bermuda et de Médina, proches du port et de l'aéroport. Les combats avaient été provoqués par la défection du chef des Murusadés, Mohamed Qanyere Afrah, qui avait rejoint le camp du général Mohamed Farah Aidid, alors qu'il était jusqu'ici l'allié du « président » Ali Mahdi. Les quartiers sud de Mogadiscio abritent le siège fortifié des Nations unies, que l'organisation internationale doit quitter le 15 janvier, pour se replier sur l'aéroport, en attendant l'évacuation des derniers « casques bleus » prévue au plus tard le 15 mars. Le complexe contient des équipements et des véhicules dont les milices somaliennes ont empêché l'évacuation. — (AFP, Reuters)

# Allan Boesak serait contraint de renoncer à son poste d'ambassadeur

Le président Nelson Mandela aurait demandé, le 31 décembre, à Allan Boesak de renoncer au poste d'ambassadeur de la République sud-africaine auprès des Nations unies à Genève, selon l'agence de presse sud-africaine SAPA. M. Boesak, qui a mené la liste de l'ANC dans la province du Cap-Occidental lors des dernières élections, est accusé d'avoir détourné des fonds destinés à sa Fondation pour la paix et la justice. Le détournement porterait sur 2,9 millions de rands (4 350 000 francs) en provenance d'organisations caritatives scandinaves (le Monde du 30 décembre).

M. Boesak devait rencontrer le vice-président sud-africain Thabo Mbeki jeudi 5 janvier. Evincé de la direction de l'ANC pour les élections face au Parti national, M. Boesak, un mépris, était de plus en plus contesté à l'intérieur de son parti.

Le 3 janvier, la présidence a fait savoir que M. Mandela rendrait bientôt sa décision dans cette affaire. — (AFP, Reuters)

ALGÉRIE

# Après les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne la France est sommée par les islamistes de fermer son ambassade à Alger

L'ambassade de France en Suisse a finalement reconnu, mercredi 4 janvier, avoir reçu, comme les ambassades d'Allemagne, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, une lettre de menaces signée du Groupe islamiste armé (GIA), exigeant la fermeture, d'ici samedi, de l'ambassade de France à Alger, faute de quoi « les impler seront tués froidement ». Le message, rédigé dans un allemand approximatif, avait été posté de Bâle, le 27 décembre — le jour même où étaient assassinés, en Algérie, quatre Pères blancs (dont trois Français), victimes d'une opération de représailles du GIA, décidé à « venger » la mort des quatre preneurs d'otages de l'Airbus d'Alger France.

Selon le département fédéral de justice et de police à Bâle, deux autres représentations diplomatiques — qui n'ont pas été nommément citées — ont reçu des menaces analogues. Il pourrait s'agir, estime l'AFP, citant des sources diplomatiques, du Canada et de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie-Monténégro). L'ensemble des pays visés entendent se concerter, afin d'examiner une réponse commune ou une action commune.

a fait savoir, mercredi, un porte-parole du ministère allemand des affaires étrangères. Depuis un an, toutes les ambassades en Algérie ont réduit leurs effectifs, de manière souvent très importante, et enjoint leurs ressortissants de quitter le pays. Certaines représentations ont même, tout bonnement, fermé leurs portes. Cela a été le cas, en août, des Pays-Bas et de l'Autriche; en septembre, de la Suisse; en novembre, après l'assassinat du directeur du groupe Daewoo, de la Corée du Sud.

On voit mal, cependant, les principaux pays occidentaux représentés en Algérie, et en particulier la France, en arriver à de telles extrémités — difficiles, voire impossibles, à assumer politiquement. Le sentiment d'isolement des Algériens a déjà été aggravé par les restrictions sévères dans l'octroi des visas. Cette impression de « lâchage » vient d'être encore vivifiée par la suspension, même limitée aux compagnies françaises, des liaisons maritimes et aériennes avec l'Algérie. Prisonnière de son histoire, la France, où vivent plus de 800 000 Algériens, ne peut guère, à priori, se permettre d'aller plus loin et de couper les ponts.

De leur côté, les Etats-Unis ont

assuré prendre « au sérieux toutes les menaces contre les étrangers » en Algérie, même si, comme l'a rappelé le porte-parole du département d'Etat, Michael McCurry, des doutes subsistent quant à « l'authenticité » de la lettre de menaces, reçue par l'ambassade américaine à Bâle.

A Paris, le premier ministre, Edouard Balladur, a fait savoir, mercredi, à l'issue d'une réunion interministérielle, que la France, qui « soutient le peuple algérien, et lui seul », maintiendrait sa position de « non-ingérence ». Le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, a annoncé que des « mesures supplémentaires » seraient prises « dans les prochains jours », afin de renforcer « la sécurité du dispositif diplomatique et consulaire en Algérie » et celle des liaisons aériennes et maritimes.

Evoquant la situation politique algérienne, le chef de la diplomatie française a déploré « l'immobilité » qui prévaut aujourd'hui. « Si l'on reste face à face entre le camp répressif de l'armée et, de l'autre côté, le camp terroriste du FIS, la violence va durer pendant des années et des années », a-t-il estimé. « Il faut donc en sortir par un processus démocratique conduisant à

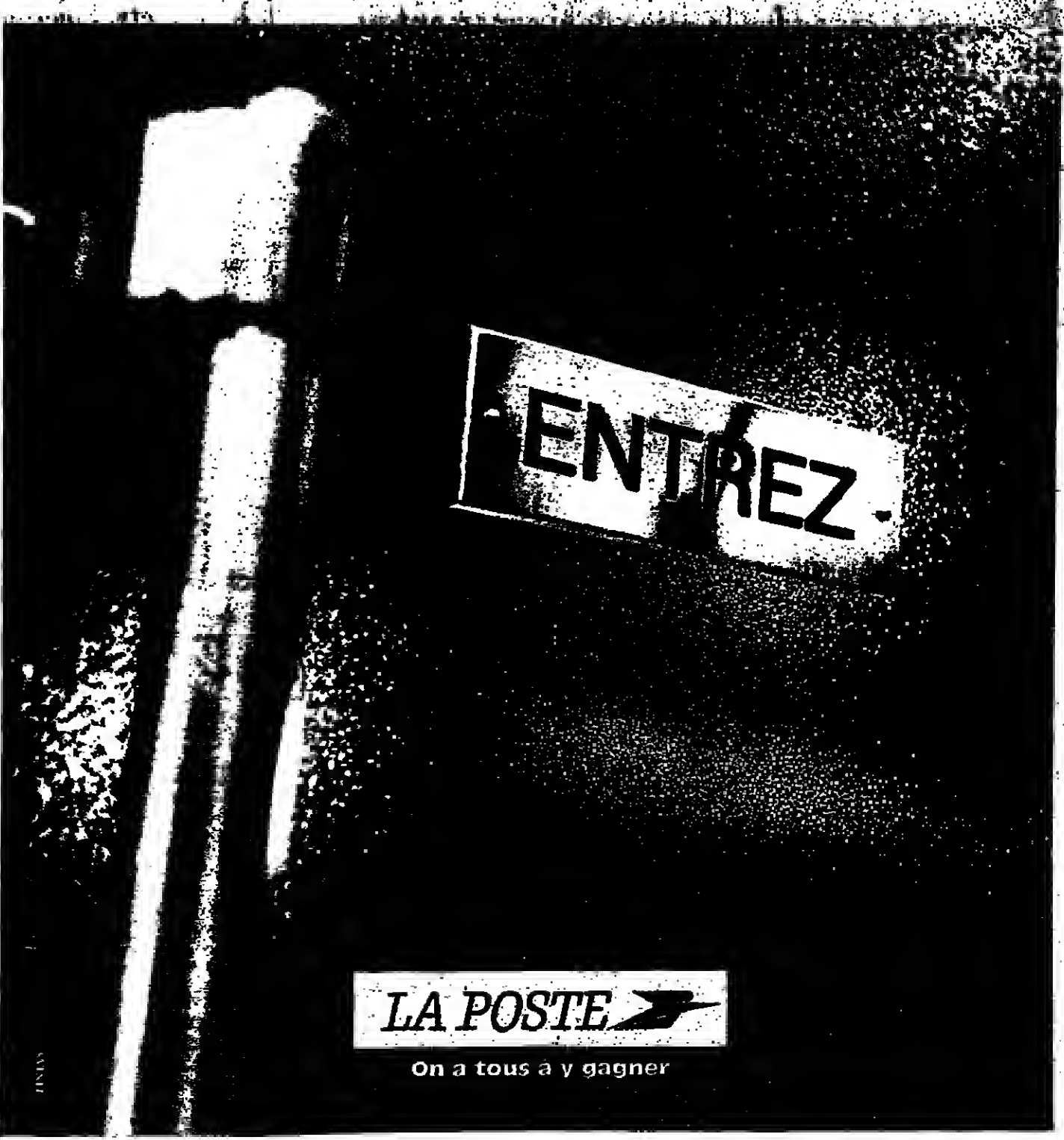
des élections — mais à de vraies élections », a souligné M. Juppé.

C'est en des termes beaucoup plus crus, que s'est exprimé, mercredi, à Bruxelles, le commissaire chargé des relations extérieures avec les pays de la Méditerranée, Manuel Marín. S'adressant au Parlement européen, M. Marín a ouvertement prôné la nécessité de « négocier pour que l'alle modérée du FIS arrive éventuellement au pouvoir ». Une option que le FLN (ancien parti unique) tente, depuis longtemps, de mettre en œuvre.

C'est ainsi qu'il faut interpréter la rencontre entre une délégation du bureau politique de ce parti avec les deux principaux dirigeants de l'ex-FIS, Abassi Madani et Ali Benhadj. Ces entretiens, premiers du genre depuis mars 1992, visent à étudier « les possibilités de conjuguer les efforts, en vue de trouver une issue globale à la crise ». S'est borné à indiquer le FLN, sans préciser la date de cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre de la préparation d'un « Congrès national de réconciliation et de concorde », auquel d'autres partis de l'opposition devraient être associés.

C. S.

Pour ouvrir un compte à La Poste  
c'est simple  
les conditions sont affichées sur la porte.



LA POSTE  
On a tous à y gagner

## ASIE

## BANGLADESH

## L'opposition a déclenché une campagne de manifestations contre le premier ministre

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Depuis une semaine, grèves générales et manifestations ont paralysé à plusieurs reprises toute activité dans Dacca, la capitale. Trente personnes ont été blessées, mercredi 4 janvier, lors d'affrontements entre protestataires et forces de l'ordre. Depuis la démission collective des 147 députés de l'opposition, le 28 décembre, les Bangladais assistent, impuissants, au dangereux bras de fer engagé entre le premier ministre Khaleda Zia et les trois grandes formations de l'opposition parlementaire.

Ces dernières boycottent en fait l'Assemblée nationale depuis mars. Leurs chefs accusent le gouvernement de mauvaise gestion et de corruption, tout en exigeant — et c'est là leur principale revendication — que le cabinet se retire un mois avant les prochaines élections générales prévues au début de 1996 pour laisser la place à un cabinet neutre, seul capable selon eux, d'assurer un « scrutin libre et honnête ». La ligue Awami, la plus importante formation de l'opposition, les fondamentalistes

musulmans du Jamaat Islami et le Jatiyo, partisans de l'ancien président Ershad, ont ainsi formé la plus surprenante des alliances pour forcer la bégum Zia à se plier à leurs exigences.

Au lendemain de l'« ultimatum » du 28 décembre, le premier ministre avait fini par accepter le principe de son retrait, un mois avant les prochaines élections. Mais, selon ses adversaires, les déclarations de M<sup>me</sup> Zia, lors d'une émission télévisée, auraient été trop vagues pour être vraiment prises au sérieux. Sur-tout, elle avait assorti ses promesses d'une série de conditions jugées aussitôt inacceptables par ses adversaires, telle l'interdiction de tout mouvement de masse et de toute manifestation antigouvernementale jusqu'à l'organisation du prochain scrutin.

Les leaders de l'Awami, du Jamaat et du Jatiyo ont immédiatement rejeté en bloc ces propositions et ont appelé à plusieurs grèves générales en janvier. Leur objectif semble désormais de paralyser l'activité économique du pays en organisant manifestations. Ce mouvement d'agitation

devrait culminer, le 19 janvier, avec une opération d'ampleur nationale qui vise à bloquer routes et voies ferrées.

« Un bras de fer entre deux femmes qui se haïssent. » Le commentaire de ce journaliste bangladais, peut-être un peu réducteur, résume assez bien l'un des enjeux de ce qui n'est finalement qu'une bataille de pouvoir dans un pays à l'instabilité politique récurrente : le premier ministre Zia, chef du Parti national bangladais (BNP), est la veuve de l'ancien président Ziaur Rahman, assassiné en 1980 lors d'un coup d'Etat militaire.

### « La veuve et l'orpheline »

Elle a été élue, en 1991, après la démission forcée du général-président Mohammed Ershad. Sheikh Hassina, chef de la Ligue Awami, est la fille du « père de la nation » Mujibur Rahman, celui qui arracha l'indépendance du Bangladesh au Pakistan en 1971 et qui, lui aussi, fut tué par des officiers rebelles, quatre ans plus tard. Depuis lors, « la veuve et l'orpheline », qui se détestent cordialement, n'ont cessé de se disputer le

pouvoir. Au nom de l'« héritage » de leurs défunts mari et père.

Pour la première fois depuis longtemps, les deux femmes se sont rencontrées, mercredi, lors du mariage de la fille de M<sup>me</sup> Hassina où le premier ministre était invité. « Tu es ma fille et ta mère est comme une sœur pour moi », a glissé la bégum Zia à l'oreille de la jeune mariée. Mais ces échanges de politesses orientales ne font que préfigurer le combat qui s'annonce.

Deux options s'offrent au chef du gouvernement : soit organiser des élections partielles pour remplacer les députés démissionnaires, soit appeler à des élections générales que l'opposition boycottera si un gouvernement neutre n'est pas nommé un mois auparavant. A moins que, sous la pression des circonstances, elle ne soit finalement obligée de démissionner immédiatement et prendre le risque d'attendre un nouveau verdict des urnes. Tout dépendra de la détermination de l'opposition qui s'est montrée, jusqu'à maintenant, prête à tout pour se débarrasser de Khaleda Zia.

BRUNO PHILIP



# UN NOUVEAU DROIT

pour les étudiants

Le Parlement vient d'adopter, sur proposition du gouvernement, un article de loi permettant aux étudiants d'accéder dès 18 ans, sans coût supplémentaire, à leur propre régime de Sécurité Sociale, géré par les mutuelles étudiantes.

Dorénavant, dès 18 ans, chaque étudiant sera titulaire de sa carte d'assuré social et pourra ainsi se faire soigner et rembourser à titre personnel.

Un droit fondamental vient d'être reconnu. C'est une avancée importante vers plus d'autonomie et de responsabilité des jeunes.



## BIRMANIE

## L'insurrection des Karens est affaiblie par des dissensions religieuses

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

L'une des plus vieilles insurrections de Birmanie, celle des Karens, est la proie d'un conflit interne dont le principal bénéficiaire pourrait être la jeune armée nationale karene (UNK), qui se bat depuis quarante-six ans pour l'autonomie de cette ethnique de l'est du pays, ne réussit pas, en effet, à briser une rébellion de bouddhistes au sein d'une organisation dont la direction est à majorité chrétienne. Des combats sporadiques entre les deux factions ont encore été signalés, en début de semaine, à proximité de la Salween, à la hauteur où ce fleuve forme la frontière avec la Thaïlande.

En l'espace de dix-huit mois, les généraux, qui ont repris le pouvoir à Rangoun en 1988, ont réussi à négocier des cessez-le-feu séparés et provisoires avec une douzaine de mouvements insurgés. Mais ils demeurent en guerre, dans le Nord-Est, avec la petite armée bien équipée de Khun Sa, le seigneur shan de la drogue, et n'ont pas pu s'entendre, dans l'Est, avec l'UNK, dont les effectifs sont estimés à quelque cinq mille hommes équipés d'armes légères. Sur le territoire qu'elle contrôle, l'UNK offre aussi l'hospitalité à des étudiants et à des hommes politiques birmanis qui ont fui, en 1988, la répression militaire à Rangoun et dans le centre du pays.

Début décembre, environ trois cents partisans bouddhistes de l'UNK se sont réunis, estimant que leurs intérêts étaient lésés par un refus de la direction de l'Union d'autoriser la construction de pagodes dans un secteur que cette dernière considère comme une zone d'insécurité, donc propice aux

infiltrations d'agents de Rangoun. L'UNK, dont les rangs font une large place aux adeptes du septième jour, dément qu'il s'agisse d'une discrimination à l'égard des bouddhistes karens. Version que contestent les milieux.

Toujours est-il que l'armée birmane a profité de cette querelle pour avancer ses pions, harcelant notamment le camp où sont groupés les anciens étudiants birmanis. Depuis de longs mois, l'armée birmane avait renoncé à lancer des offensives contre l'UNK, avec laquelle des pourparlers, qui n'ont pas encore abouti, avaient été engagés.

### Matériel chinois

Selon des experts, le matériel militaire chinois récemment acquis par Rangoun, notamment des hélicoptères, devrait plutôt servir à tenter de réduire les troupes de Khun Sa, avec lequel aucun compromis ne semble concevable. L'affaiblissement de l'UNK pourrait cependant conduire l'armée birmane à revoir au moins en partie ce choix, d'autant que la saison sèche, qui s'étale jusqu'en mai, facilite ses opérations dans les montagnes couvertes de forêts de l'est du pays.

L'UNK avait négocié, le 15 décembre, un compromis avec ses propres dissidents bouddhistes. Mais, la méfiance aidant, cet accord a fait long feu puisque des combats sporadiques sont rapportés, depuis le 28 décembre, entre les deux factions. Les experts notent qu'un cas où ce conflit ne se résorberait pas rapidement, la long combat des Karens en faveur de leur autonomie risquerait de sérieusement en pâtir.

JEAN-CLAUDE POMONTI

**AFGHANISTAN :** Radio-Kaboul fait état de bombardements russes dans le nord du pays. — La radio gouvernementale s'affirme, mercredi 4 janvier, que des avions russes et d'autres pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI) avaient récemment bombardé deux des provinces du nord de l'Afghanistan, les provinces du Takharistan, tant une dizaine de civils et détruisant des bâtiments. Le gouvernement tadjik avait demandé, le 3 janvier, à la Russie et à d'autres Etats de la CEI, d'envoyer des renforts sur sa frontière avec l'Afghanistan après la mort de six gardes-frontières russes, tués dans des combats contre des rebelles islamiques tadjiks basés en Afghanistan. — (Reuters.)

**INDONÉSIE :** le gouvernement juge « très provocatrice » l'attitude du Portugal sur le Timor-Orient. — Le ministre des affaires étrangères, Ali Alatas, s'accuse, mercredi 4 janvier, Lisbonne d'avoir adopté un « comportement très agressif et particulièrement provocateur » à l'égard de Jakarta

sur la question du Timor-Orient, ancienne colonie portugaise annexée en 1976 par l'Indonésie. Le président portugais Mario Soares s'était prononcé, le 1<sup>er</sup> janvier, en faveur de l'autodétermination du Timor-Orient après que de violents affrontements eurent éclaté entre forces de l'ordre et manifestants à Baucau, une ville située à l'est du Timor-Orient. Des pourparlers entre le Portugal et l'Indonésie doivent débuter, le 9 janvier, à Genève, en présence du secrétaire général de l'ONU. — (Reuters.)

**THAÏLANDE :** le Parlement a approuvé la Constitution issue du coup d'Etat militaire de 1991. — Le Parlement a adopté, mercredi 4 janvier, une série d'amendements constitutionnels destinés à favoriser la démocratisation du pays. Les textes abroient de vingt ans à dix-huit ans l'âge minimum pour voter et réduisent à deux tiers la proportion de militaires dans la Chambre basse. Ces amendements approuvent la Constitution rédigée par une jeune milice qui s'était emparée du pouvoir en février 1991. — (Reuters.)

Dans « le Monde diplomatique » de janvier

### « Fin de règne au Vatican ? »

Directement ou indirectement, le Vatican, sa diplomatie et ses réseaux sont impliqués dans quelques-uns des plus graves conflits actuels — Bosnie, Croatie-Orient, Irlande du Nord, Rwanda, Haïti —, et leur action dans les pays de l'Est, avant et après la chute du mur de Berlin, reste considérable. A l'origine d'un tel activisme, le pape Jean-Paul II, qui a réclaté une « seconde évangélisation » pour ralentir la déchristianisation des sociétés occidentales et combattre la « libéralisation des mœurs ». En « homme de l'année 1994 » par le magazine américain Time, Jean-Paul II est fortement critiqué par beaucoup de chrétiens qui blâment son attitude à l'égard de la contraception et qui désapprouvent les relations privilégiées qu'il entretient avec l'organisation ultracatholique Opus Dei.

Dans le Monde diplomatique de janvier, Adrien Willemijn

publie les conclusions de sa grande enquête dans une Rome qui bruit de rumeurs sur le meurtre du pape et sur son éventuelle succession. Quelle orientation pourrait prendre, eussent-ils bien en politique qu'en matière de doctrine, une Eglise dont l'influence sur les 850 millions de catholiques du monde reste grande ?

On lira, d'autre part, un passionnant reportage de José Donnet sur la renaissance berbère au Maroc. En décidant, le 20 août 1994, que la langue des Berbères, le tamazight, sera désormais enseignée « au moins au niveau du primaire », le roi Hassan II a ouvert la voie, dans l'ensemble du Maghreb, à une réparation historique à l'égard de la communauté berbère dont la culture, l'identité et les droits ont été longtemps méprisés.

En vente chez tous les marchands de journaux — 20 F.

## AMÉRIQUES

Newt Gingrich  
de la première...

## SUD-EST

Le conflit entre les deux factions de l'UNK... (Text continues with details of the conflict and political situation in Myanmar.)

Le conflit entre les deux factions de l'UNK... (Text continues with details of the conflict and political situation in Myanmar.)

## MOOC-ORIENT

### Pas de reste en Irak

Le conflit entre les deux factions de l'UNK... (Text continues with details of the conflict and political situation in Myanmar.)

Le conflit entre les deux factions de l'UNK... (Text continues with details of the conflict and political situation in Myanmar.)

Le conflit entre les deux factions de l'UNK... (Text continues with details of the conflict and political situation in Myanmar.)



INTERNATIONAL

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

# Newt Gingrich, héros controversé de la première séance du nouveau Congrès

WASHINGTON  
de notre correspondant

« Historique » fut le mot le plus souvent prononcé, mercredi 4 janvier, au cours des innombrables reportages que les chaînes de télévision ont consacrés à la première séance publique du nouveau Congrès à majorité républicaine. Et le nouveau speaker, Newt Gingrich, fut, bien sûr, l'homme du jour.

Ce fut un véritable « one-man-show ». L'homme qui voyait son rêve d'enfant se réaliser et dont le prénom, « Newt », orné désormais des badges et des t-shirts vendus aux touristes qui visitent la capitale fédérale, a espié le marteau qui lui tendait la démocratie Richard Gephardt, devenant ainsi officiellement le nouveau speaker de la Chambre des représentants, et la troisième personnalité de l'Etat américain : « J'ai l'impression d'être un acteur de l'Histoire et d'être associé au mythe romantique de ce pays », a-t-il commenté.

« Je clos quarante ans de règne démocrate sur cette Chambre... Vous êtes maintenant

mon président, que le grand débat commence. » En réponse à cette adresse du speaker sortant, l'« homme de Georgie » a fait preuve, une fois n'est pas coutume, d'écumenisme, et a souligné que républicains et démocrates créent un « partenariat » et se mettent « à la portée des Américains », notamment pour lutter contre la « crise morale » qui secoue l'Amérique. Pour preuve de son éclectisme politique, M. Gingrich s'est aussi bien réclaté du démocrate Franklin Roosevelt que du républicain Ronald Reagan. Il faut que nous fassions preuve d'un sens de l'« ouverture » et du « dialogue » auxquels les Américains n'ont pas, jusqu'à présent, été habitués, a-t-il souligné.

## Hillary Clinton : « Une garce ! »

Mais, alors que le colline du Capitole était sous l'empire de la fièvre politique de cette rentrée parlementaire, un « scoop » de CBS commençait à être repris sur toutes les chaînes de télévision. Répondant à une question (piège), M<sup>me</sup> Gingrich (mère)

faisait part des commentaires de son fils sur... la first lady Hillary Clinton : « une garce ! ». L'affaire a provoqué quelque émoi, et le nouveau speaker, sans pouvoir démentir, a mis en cause le déontologue de CBS. « Ma mère est une femme simple qui aime son fils. Il est honteux de la part d'un journaliste de porter atteinte à l'honneur de sa mère », a-t-il dit. « Je ne veux pas que l'on dise que je suis un homme qui ne peut pas contrôler ses émotions. C'est mal ! » La Maison Blanche,

de son côté, a condamné mollement les propos « attribués » à M. Gingrich : propos qui ne peuvent que renforcer l'image d'extrémiste que les démocrates s'efforcent de donner de lui.

La speaker a cependant tenu son rôle, et ses promesses : la Chambre basera du Congrès devant poursuivre ses travaux jusqu'à une heure avancée de la nuit pour venir à bout d'une première fournée de textes législatifs, notamment liés au mode de fonctionnement du Congrès, destinés à montrer que la « révolution conservatrice » est effectivement en marche.

LAURENT ZECCHINI

Le programme législatif républicain laisse les Américains sceptiques. — Un sondage publié par le magazine *Newsweek*, cette semaine, montre que seulement 25 % des Américains pensent que le programme républicain pour les deux ans qui viennent constitue une « promesse sérieuse », tandis que 24 % le considèrent comme une simple « promesse électorale ». Et 47 % des personnes interrogées en ignorent tout.

PROCHE-ORIENT

## Paris fait un geste en faveur de l'Irak

Suite de la première page

Dans son dernier rapport, Rolf Ekens déplorait des lacunes dans les renseignements fournis par l'Irak à propos de ses armes biologiques. Il n'en considère pas moins que les autorités irakiennes ont coopéré avec la Commission des Nations unies et qu'elles ont fait « beaucoup de progrès » ces six derniers mois pour se conformer aux demandes de l'ONU.

Il constate aussi que le système de surveillance à long terme du désarmement irakien est désormais « provisoirement » opérationnel — le mot « provisoirement », selon des sources diplomatiques, ayant été soufflé à M. Ekens par les Etats-Unis qui veulent diffuser autant que possible la fixation d'une période probatoire, en terme de laquelle l'embargo pétrolier imposé à l'Irak serait partiellement levé.

Pour la France — comme pour Moscou et Pékin —, l'Irak a donc fait des pas dans la bonne direction. Or le gouvernement français a toujours affirmé que dès lors que Bagdad se conformerait, même partiellement, aux exigences du Conseil de sécurité, il convenait que celui-ci en prenne acte et l'encourage à aller de l'avant.

M. Juppé l'avait répété à tous ses interlocuteurs, lors d'une tournée qu'il avait effectuée à la mi-octobre dans quatre pays du Golfe : le Qatar, les Emirats arabes unis, le Sultanat d'Oman et le Koweït. Ses hôtes ont paru plus enclins à reconnaître d'éventuels « progrès » irakiens. A condition toutefois que le président irakien s'abstienne de ces déclarations provocantes dont il a la spécialité. Or, mercredi encore, Saddam Hussein n'a pas pu s'empêcher de dire que son pays était « vital » pour assurer la sécurité des Arabes — ce qui n'est pas nécessairement faux — mais il a ajouté que « les régimes arabes sont psychologiquement effondrés à cause de leur faiblesse et de leur fragilité ».

## Le mérite de la clarté

En recevant Tarek Aziz à Paris aujourd'hui, la France est donc conséquente avec elle-même. Sur tout si M. Juppé rappelle à son interlocuteur, que Bagdad doit encore respecter toutes les résolutions des Nations unies, pour voir lever les diverses sanctions que le Conseil de sécurité lui a imposées après la guerre du Golfe.

A ce stade néanmoins, le principal souci du régime irakien est le levé au moins partiel de l'embargo pétrolier qui le frappe, dans la mesure où il estime avoir rempli la condition sine qua non en acceptant la surveillance à long terme de son désarmement. Il est

donc vraisemblable que ce sera la principale demande que Tarek Aziz formulera devant M. Juppé, avec lequel il s'était déjà entretenu à New-York au mois de septembre, en marge des travaux de l'Assemblée générale des Nations unies.

Le gouvernement français n'est certes pas un pays à la seule considération de droit international. Il a aussi le souci de favoriser les entreprises françaises, dans la perspective d'une levée à plus ou moins long terme de l'embargo imposé à Bagdad. Mais il a au moins le mérite de la clarté, au risque, du reste, d'irriter les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, qui continuent de tenir un langage très dur envers le régime irakien — ce qui, par parenthèse, empêche pas leurs propres entreprises de souder l'avenir du marché irakien.

On est loin des incohérences qui avaient marqué le séjour, en octobre 1993 à Paris du même Tarek Aziz (*Le Monde* du 21 octobre 1993). Officiellement, il avait été accueilli en France pour « des raisons humanitaires », ce qui ne l'avait pas empêché de se rendre dans certains des meilleurs restaurants libanais de Paris, ni de s'entretenir avec Charles Pasqua.

Le ministre de l'intérieur s'était employé à préciser que ce n'était pas de qualité que le ministre d'Etat l'avait rencontré. Mais l'argument était un peu court et dissimulait mal les maladroites et les dysfonctionnements au sein du gouvernement à propos de l'Irak. Il est vrai néanmoins que le régime irakien n'avait pas encore fait le minimum nécessaire pour être quelque peu considéré comme « fréquentable ».

MOUSTA NARR

## IRAN

### Téhéran pourrait disposer bientôt de l'arme nucléaire

A la croire des officiels américains et israéliens, cités par le *New York Times* dans son édition du jeudi 5 janvier, l'Iran serait prêt beaucoup plus tôt que prévu à acquiescer l'arme nucléaire : dans cinq ans ou peu de temps. Le pays dispose d'un centre de recherches et de production à Bushehr, à 750 kilomètres au sud de Téhéran, où deux réacteurs de 1 300 mégawatts sont en cours de construction. Des responsables israéliens ont indiqué au quotidien américain que l'Irak pourrait être contraint de détruire ce site si ce programme n'était pas arrêté, comme il l'avait fait, en 1981, en Irak.

A Gaza

## Un nouvel accrochage a opposé des soldats israéliens et des policiers palestiniens

Aggravant le tension entre Israël et les Palestiniens, un nouvel accrochage armé a opposé, mercredi 4 janvier, à Gaza, des soldats israéliens et des policiers palestiniens.

Selon Israël, c'est un policier palestinien qui a tiré en direction d'un point de passage emprunté par les voyageurs entre l'Etat juif et Gaza, et les soldats en poste sur ce site ont riposté. Selon le chef adjoint des services de renseignements palestiniens, Rachid Abou Chabak, ce sont les soldats israéliens qui ont tiré les premiers, blessant légèrement deux passants. Cet échange de tirs est intervenu trois jours après que trois policiers palestiniens eurent été tués par des soldats israéliens, au point de passage d'Erez entre la bande de Gaza et l'Etat juif (*Le Monde* du 4 janvier) dans des circonstances que l'enquête n'a pas encore élucidées.

En Cisjordanie occupée, près de la ville de Ramallah, quatre Palestiniens du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), ont été tués par une unité spéciale de l'armée israélienne. Selon la version israélienne, les quatre Palestiniens, qui circulaient à bord d'une voiture, ont tiré en direction de l'unité israélienne, laquelle a alors ouvert le feu. Le FPLP appartient à l'opposition hostile au processus de paix, mais l'incident de mercredi ne fait qu'accroître la tension entre les deux « partenaires » de ce processus.

Le ministère français des affaires étrangères a démenti des déclarations de Moumni Maqadha, un responsable palestinien au Liban, selon lesquelles l'OLP a demandé à la France d'organiser le départ de combattants palestiniens du Liban vers les territoires autonomes palestiniens. « Ces informations sont dénuées de fondement. Aucune demande de cette nature n'a été sollicitée à la France », a-t-on affirmé au Quai d'Orsay. — (AFP)

## EN BREF

**ÉTATS-UNIS** : un député propose des coups de trique en guise de sentence. — Tom Cameron, représentant de l'Etat du Mississippi (sud des Etats-Unis), a déposé, mercredi 4 janvier, une proposition de loi visant à permettre aux magistrats de son Etat d'inscrire les coups de trique au menu des sentences qu'ils prononcent. Inspiré par le châtiment infligé l'an dernier à l'adolescent américain Michael Fay à Singapour, M. Cameron souhaite que la perspective de la trique dissuade les délinquants. — (Reuters)

Des anciens combattants de la guerre du Golfe portent plainte contre des entreprises allemandes. — Quelque 2 000 anciens combattants américains de la guerre du Golfe ont porté plainte contre une vingtaine de firmes, dont des sociétés allemandes, accusées d'avoir illégalement permis à l'Irak de s'équiper en gaz de combat, a affirmé mercredi, 4 janvier, l'hebdomadaire *Stern*. Ils réclament un total d'un milliard de dollars en dommages et intérêts à ces sociétés, dont les firmes allemandes Degussa, Thyssen, Preussag, Sigma et Heberger Bau, pour les séquestrer qu'ils ont gardées. — (AFP)

**MALAWI** : Arrestation d'un proche de l'ex-président Banda. — John Tembo, conseiller influent de l'ancien président Kamuzu Banda, a été arrêté par la police, mercredi

4 janvier, au domicile de ce dernier, qui a été de facto placé en résidence surveillée. Cette arrestation intervient au lendemain de la publication du rapport de la commission d'enquête formée pour établir les circonstances de la mort de quatre ministres du président Banda, en 1983. Selon ce rapport, ces quatre hommes avaient été assassinés à coups de marteau puis placés dans une voiture afin de faire croire à un accident, thèse officielle présentée par le gouvernement à l'époque. — (AFP, Reuters)

**PRÉCISION** : Affaire et l'issue au gouvernement djiboutien. — Après la signature d'un accord de paix entre le gouvernement djiboutien et une fraction de l'opposition (*Le Monde* du 28 décembre 1994), l'ambassadeur de Djibouti à Paris, Omar Farah, tient à préciser que « la président de la République a toujours tenu à voir toutes les communautés nationales représentées » au gouvernement. Il souligne que les postes de premier ministre et six portefeuilles ministériels « ont été confiés à des représentants de la communauté afar [et] sept à la communauté issa », ajoutant que « trois autres postes ministériels sont occupés par des représentants des communautés arabe, issak et gadabourcie, membres à part entière de la nation djiboutienne, qui ne se résument pas à la trop simple équation afar/issa ».



Bernard-Henri Lévy

## LA PURETÉ DANGEREUSE

« Et si ce philosophe était parvenu à identifier les vrais périls qui menacent nos démocraties endormies ? »

Jacques Julliard, *Le Nouvel Observateur*

« Une carte de l'air du temps, comme si le chaos appelait son vulcanologue. »

Marc Lambron, *Le Point*

« La Pureté dangereuse prouve qu'il y a encore des intellectuels pour se coltiner le monde comme il va. »

Antoine de Gaudemar, *Libération*

« Un ouvrage courageux. Un constat qui emporte l'adhésion. Une thèse qui mérite discussion. »

Edwy Plenel, *Le Monde*

« Un essai lyrique, prophétique. »

Alain Minc, *Le Figaro*

« Un livre fort, convaincant. »

Françoise Giroud, *Journal du Dimanche*

Grasset

## La candidature de M. Jospin suscite la méfiance des amis de M. Fabius

Lionel Jospin, ancien premier secrétaire du Parti socialiste et ancien ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, a annoncé, mercredi 4 janvier, par une brève déclaration devant le bureau national du PS, qu'il est « disponible » pour « être candidat à l'élection présidentielle » et « à mener campagne au nom (des socialistes) ».

CALENDRIER. La direction du Parti socialiste a mal réagi à cette annonce, qui contrevient, selon elle, au calendrier fixé par le premier secrétaire Henri Emmanuelli, prévoyant l'ouverture de la période de dépôt des candidatures à compter du 18 janvier. Cette annonce a provoqué, aussi, de vives réactions chez les fabiusiens, qui réfléchissent à l'hypothèse d'une autre candidature. Sur RTL, jeudi matin, Jean Poparen a contesté cette candidature, « qui complique les choses » et qui risque, selon lui, « d'ouvrir un sous-congrès de Rennes ».

Par une brève déclaration devant le bureau national du Parti socialiste relayée dans le même temps par l'AFP, Lionel Jospin s'est mis le premier, mercredi 4 janvier, sur les rangs des candidats à la candidature présidentielle. Cette annonce-surprise contrevient au calendrier de sélection interne imposé par Henri Emmanuelli mais, d'un point de vue strictement tactique, elle ne manque pas d'astuce. Pas un à fait imprévue, elle a été minutieusement préparée et, quoi qu'en dise aujourd'hui une direction du parti mauvaise joueuse, concertée.

Cinq jours après la défection de Jacques Delors, l'hypothèse d'une candidature de M. Jospin était déjà envisagée par ceux qui entendaient, notamment, tuer dans l'œuf les ambitions de Jack Lang (le Monde du 16 décembre). C'est juste avant Noël, cependant, que l'ancien premier secrétaire du PS a pris personnellement la résolution, comme il le dit aujourd'hui, « d'occuper le vide ».

Pierre Mauroy et Michel Rocard ont été rapidement mis

dans la confidence. Le 20 décembre, Lionel Jospin s'en est ouvert à François Mitterrand ; le lendemain, à Henri Emmanuelli. Le fait que celui-ci ne lui ait plus donné signe de vie ensuite semble avoir décidé M. Jospin, flairant un piège, à sortir dès le début de cette année du bnis socialiste. Ne voulant pas compromettre ses propres intérêts, M. Emmanuelli entendait imposer sa propre cadence et imposer son propre système. Or, ce piège peut se refermer sur lui. Le choix final du candidat devant, le 3 février, revenir à chacun des militants, M. Jospin n'est pas, sur ce terrain de la démocratie interne, le moins bien armé.

Il a, de toute façon, de vrais arguments à faire valoir. Il symbolise un socialisme authentique, ainsi que l'a reconnu dès mercredi soir Daniel Percheron, responsable de l'importante fédération du Pas-de-Calais, qui juge que « cette candidature honore le PS ». C'est là un soutien de taille. Premier secrétaire du premier septennat, M. Jospin a su, également, incarner la phase héraïque du mitterrandisme sans en partager ensuite les dérives. Critique aussi bien sur le dossier africain que sur le passé du chef de l'Etat, saurcilieux, en bon protestant, sur les questions d'éthique, M. Jospin a toujours réussi cependant à garder le contact avec le chef de l'Etat.

### Hésitation des « deloristes »

Sa loyauté n'a pu être mise en cause tant vis-à-vis de la candidature virtuelle de M. Rocard que de celle, espérée, de M. Delors. Au sein du parti, M. Jospin s'est encore scrupuleusement évertué à demeurer dans une attitude de synthèse entre l'axe majoritaire défini par M. Emmanuelli et le pôle rénovateur fixé autour de M. Mauroy et Martine Aubry. Enfin, M. Jospin peut se prévaloir d'avoir beaucoup fait pour un nouveau rassemblement de la gauche, en étant l'un des principaux gestionnaires des assises de la transformation sociale.

Tous ces atouts ne dissimulent pas certains handicaps. Une faillite électorale dans sa région de parachutage de Midi-Pyrénées. Un style, comme en convient un de ses proches, « horriblement sérieux », qui risque de gêner une campagne électorale. Depuis huit mois, M. Jospin a donné le sentiment de vouloir prendre de la hauteur par rapport à toutes les contingences internes et compliquées du PS.

Cette prise de distance n'a pas toujours été bien perçue, mais elle n'a pas été suffisante pour désarmer les vieilles haines des fabiusiens. Si menace il doit y avoir pour cette candidature de M. Jospin, elles viendront de ce côté. Pris de court mercredi, ceux-ci ne devraient pas tarder à réagir : d'une façon externe, en « sollicitant » la colère du partenaire Radical, qui n'admettrait

pas la candidature d'un homme qui n'a jamais ménagé Bernard Tapie (en revanche, Georges Sarre, l'un des dirigeants du Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevènement, se félicite de la candidature de M. Jospin, qui pourrait, selon lui, rassembler la gauche) ; d'une façon interne, en opposant une autre candidature, mais le choix s'est restreint. Pierre Joxe semblait avoir repoussé toutes les offres, il ne resterait que M. Lang.

M. Jospin n'est pas le meilleur candidat pour rassembler. Je ne pense pas qu'on en restera à un seul candidat », craint Claude Bartolone, bras armé de Laurent Fabius. Cette première réaction faisait craindre une réédition du congrès de Rennes, le retour, comme le dit Ségolène Royal, « du grand bazar ». Chez les deloristes orphelins, on en était jeudi matin à envisager dans ce cas une candidature de M<sup>me</sup> Aubry. « Si elle veut y aller, on la soutient », assurait M<sup>me</sup> Royal, présidente du conseil national du PS. M. Jospin aurait-il apaisé tout le monde ? La consistance de sa candidature se jugera naturellement à cette aune.

DANIEL CARTON

### L'heure de la synthèse

Revoilà Lionel Jospin ! L'ancien premier secrétaire est devenu, depuis bientôt deux ans, un dirigeant socialiste à l'éclipsée. Absent lors de la prise de contrôle du PS par Michel Rocard en avril 1993 - il avait annoncé, alors, son intention de prendre du champ par rapport à la politique -, distrait lors du renversement du même Michel Rocard, en juin 1994, après les élections européennes, évincé pendant le congrès de Liévin, en novembre, pour lequel il avait déposé une hauteaine contribution personnelle, M. Jospin semble chercher sa gauche à côté de la gauche.

Il n'est pas le seul. Beaucoup de Français, comme l'avait montré l'adhésion d'une moitié de l'entre eux, selon les sondages, à la candidature éventuelle de Jacques Delors, aimeraient qu'à l'occasion de l'élection présidentielle, un parti de la « remise de la société en mouvement » se forme face au maintien dans les lieux de la droite au pouvoir depuis vingt et un mois. Comme le relève modestement M. Jospin, après le refus du président de la Commission européenne, personne ne s'est imposé « de lui-même ». Faute de s'imposer, il est temps de proposer.

A cinquante-sept ans, celui qui avait dirigé le Parti socialiste pendant toute la durée du premier septennat de François Mitterrand, avant de se lancer à lui-même, en 1988, un surprenant « au revoir, monsieur le premier secrétaire ! », tente une synthèse autrement délicate que celles auxquelles il devait s'atteler lors des congrès du PS. Il s'agit pour lui de tirer de son parcours de dirigeant de parti,

Voici le texte intégral de la déclaration faite par Lionel Jospin devant le bureau national du Parti socialiste, mercredi 4 janvier :

« Nous voici en 1995. Il nous faut donc revenir sur la question de la désignation de notre candidat à l'élection présidentielle. Le premier secrétaire a procédé à des consultations. J'ai moi-même, comme vous, beaucoup réfléchi et écouté pendant cette période. Il me semble que nous devons maintenant sortir des non-dits, des suppositions ou des non-candidatures, pour amorcer ensemble un processus de réflexion à partir d'éléments réels.

C'est pourquoi je crois souhaitable de vous informer de ce que j'ai dit à notre premier secrétaire et à François Mitterrand : je suis prêt à être candidat à l'élection présidentielle et à mener campagne en notre nom, si notre parti le décide.

Sans doute, après Jacques Delors, aucune candidature ne s'est imposée d'elle-même, mais il faut un candidat socialiste dans cette élection difficile, un candidat qui puisse rassembler la gauche et les écologistes. Je suis disponible pour cela et je pense avoir la capacité de le faire, dans le respect de nos orientations communes.

C'est à la fin janvier ou au début février que, selon le calendrier qui nous a été proposé, le processus de désignation doit s'achever avec le vote de nos militants et la réunion de l'instance

nationale qui précèdera l'investiture ; nous avons donc encore un peu de temps pour mener à bien notre réflexion collective ; mais celui ou celle qui sera notre candidat aura besoin rapidement de se préparer psychologiquement, intellectuellement, politiquement à la tâche et à la responsabilité qui seront les siennes, notre parti devant également se préparer et se mobiliser. C'est pourquoi j'ai voulu, dès aujourd'hui, vous faire part de ma conviction et de mon engagement. »

### Le calendrier de désignation

Le bureau national du Parti socialiste a adopté, mercredi 4 janvier, le calendrier de désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle :

- 18 janvier : ouverture de la période de dépôt des candidatures, présentation de l'avant-projet de plate-forme présidentielle ;
- 25 janvier : clôture des candidatures ;
- 3 février : vote de tous les militants dans les sections de 18 heures à 22 heures ;
- 4 février : réunion des commissions exécutives fédérales ;
- 5 février : convention nationale extraordinaire, qui désignera le candidat et adoptera la plate-forme présidentielle.

Les cérémonies de vœux à l'Élysée

### M. Mitterrand regrette la suppression de l'autorisation administrative de licenciement

Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat, a présenté les vœux des corps constitués au président de la République, mercredi 4 janvier, au palais de l'Élysée. Il a rappelé que c'était, pour lui, la dernière occasion de le faire, parce qu'il doit quitter ses fonctions à la veille de l'élection présidentielle. M. Mitterrand l'a chaleureusement remercié, pour les services qu'il a rendus. Le président de la République a défendu l'indépendance de la justice, sans toutefois mentionner les « affaires » liées au financement des partis politiques. « Rien n'est au-dessus de la loi, spécialement dans le domaine de la justice », a-t-il insisté, après avoir déploré, dans le domaine de la magistrature, « des dérives » qu'il « faut corriger ».

Le chef de l'Etat s'est étonné que certaines décisions concernant le logement social et le chômage aient été prises « à chaud », alors que la législation aurait, selon lui, permis d'y faire face. Sans mentionner l'affaire des réquisitions dans la capitale, il a déclaré : « Comment se fait-il qu'il ait fallu un commencement d'agitation pour qu'on se souvienne qu'un livre entier du code de l'urbanisme traite des mesures tendant à remédier aux difficultés exceptionnelles du logement ? Quant au chômage, je sais bien que l'autorisation administrative de licenciement a été supprimée - et je vous confie que je crois qu'il y a lieu de le regretter -, mais pourquoi faut-il toujours attendre que le mal soit fait pour intervenir, quand se profilent quel que part des suppressions d'emploi ? »

P.J.

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni au palais de l'Élysée, mercredi 4 janvier, sous la présidence de François Mitterrand. A l'issue de la réunion, le service de presse du premier ministre a diffusé un communiqué, dont voici les principaux extraits.

Conventions internationales : le ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1993 sur le cacao et un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et les Pays-Bas concernant le contrôle de personnes sur les aéroports de Saint-Martin.

Plans départementaux de

sécurité : le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, a présenté une communication sur les plans départementaux de sécurité. La décision d'élaborer dans chaque département un plan départemental de sécurité avait été annoncée à l'occasion d'une communication (...) au conseil des ministres du 30 juin 1993 (...). Depuis cette date, les plans départementaux de sécurité ont été arrêtés par les préfets et les procureurs de la République dans la totalité des départements.

Visant à rendre plus efficace la lutte contre la délinquance, les plans sont fondés sur un diagnostic précis de cette dernière au niveau local. Ils définissent les priorités à mettre en œuvre dans

l'action des services de police, de gendarmerie et des douanes. Les collectivités locales, d'autres services publics, en particulier ceux de l'éducation nationale et les services gérant des transports publics, et divers organismes professionnels ont été associés à l'élaboration des plans départementaux de sécurité.

La mise en œuvre des plans permet de développer les opérations coordonnées et les échanges d'information entre les services. Elle a contribué largement à l'amorce du recul de la délinquance aujourd'hui constaté. Elle a préparé dans de bonnes conditions l'application de la loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité récemment adoptée par le Parlement.

### le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

### FRAGMENTS DE CULTURE

Envoyer 80 F à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 220 F pour l'abonnement annuel (60% d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

**VENTES PAR ADJUDICATION**  
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS  
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01

Vente d'appt imm. PAL. JUST. PARIS le JEUDI 19 JANVIER 1995 à 14 heures  
**UN APPARTEMENT à PARIS-13<sup>e</sup>**  
32 à 38, 42 à 44, 62 à 74, avenue d'Ivry - 47 à 51, rue Boudicourt  
et 95 à 109, rue de Tolbiac - (75, rue du Javelot, TOUR D 12)  
ou 30<sup>e</sup> étage - 3 Pcs Pcs - CAVES - EMPL. VOITURE  
**MISE A PRIX : 284 000 F**  
S'adr. M<sup>re</sup> BOISSEL, avocat à PARIS-9, 8, bd Saint-Germain. Tél. : 43-23-48-58

Vu s'adresse imm. PAL. JUST. PARIS le JEUDI 19 JANVIER 1995 à 14 h 30  
**UN APPARTEMENT à PARIS-17<sup>e</sup>**  
7, rue de Thann - au 1<sup>er</sup> étage - 5 pièces pccales  
CHAMBRE DE SERVICE au 6<sup>e</sup> étage - CAVES au sous-sol  
**MISE A PRIX : 500 000 F**  
S'adresser : à M<sup>re</sup> BIDOT, avocat à PARIS-12<sup>e</sup>, 77, av. Ledru-Rollin  
Tél. : 43-45-99-89 de 10 h à 18 h - Vis. s'adresse : lundi 10 janvier de 11 h à 12 h 15

Vente d'appt imm. PAL. JUST. NANTERRE le JEUDI 19 JANVIER 1995 à 14 heures  
**UN APPART. à CHATENAY-MALABRY (92)**  
354, av. de la Division-Leclerc - BBL A 3<sup>e</sup> étage - 3 Pccales - CAVES  
**MISE A PRIX : 180 000 F**  
S'adresser : à M<sup>re</sup> POUCHARD, avocat, à ASNIERES/SEINE (92), 9, rue Robert-Levergne  
M<sup>re</sup> A. BOISSEL, avocat à PARIS-9, 8, bd Saint-Germain. Tél. : 43-23-48-58

Vente au Palais de Justice de NANTERRE sur s'adresse immobilière  
le jeudi 19 janvier 1995 à 14 heures, en UN SEUL LOT  
**A NEUILLY-SUR-SEINE (92)**  
**105, AVENUE DU GENERAL-DE-GAULLE**  
**UN APPARTEMENT DE 5 P. PALES**  
4 CAVES, UN BUANDERIE ET CHAUFFERIE  
**MISE A PRIX : 3 000 000 F**  
M<sup>re</sup> Catherine JAUNEAU, avocat, à BOURGNEUILLES (92), 14, rue de la Seine  
42, rue de la Porte-de-Trivaux, 92 CLAMART. Tél. : 48-30-60-44  
M<sup>re</sup> Bernard de SARAC, avocat au barreau de Paris, membre du SCP Bernard de SARAC - Alain JAUNEAU, 42, avenue George-V à PARIS (9<sup>e</sup>)  
uniquement de 10 heures à 12 heures. Tél. : 47-20-82-58  
3018 AVOCAT VENTES et sur les lieux pour visiter  
le lundi 19 janvier 1995 de 10 h 30 à 11 h 30

VENTE au Palais de Justice de BOURGNEUILLES, 173, avenue R-A-Couturier  
le MARDI 10 janvier 1995 à 13 h 30  
**APPARTEMENT A BAGNOLET (93)**  
142, avenue Raspail  
de 5 P.P. en duplex : Niveau bas : ent., w.-c., buanderie, living, séjour, cuis.  
1<sup>er</sup> étage : salle de bains, w.-c., 3 chambres - Terrasse - Jardin - Garage  
**M. & P. 420 000 F** S'adr. : M<sup>re</sup> B. BERTIN, avocat à BOISGNY (93)  
2, avenue Paul-Euclide  
Tél. : 43-25-82-98 de 9 h à 12 h et à partir 14 h 30, 2017 Code VAE  
SCP BOTTET/COUSSAU, MALANGEAU et associés, avocats  
à PARIS 10<sup>e</sup>, 2, rue de l'Odéon

Vente d'appt PAL. JUST. CRETEIL (94) JEUDI 19 JANVIER 1995 à 9 h 30  
**PROPRIÉTÉ à FONTENAY-SOUS-BOIS (94)**  
14 bis, av. de la Belle-Gabrielle - Comp. VILLA élevée sur cave  
Rd : Hall, grand salon, salle à manger, vestiaire, sanitaires, cuisine et cuisine  
1<sup>er</sup> ét. : Hall, dressing 3 chambres, 3 salles de bains W.-C.  
2<sup>e</sup> ét. : Appart. 2 Pcs, cuis., salle de bains et appart. 3 Pcs, cuis., salle de bains  
PISCINE chauffée - JARDIN et GARAGE - Sup. terrain : 826 m<sup>2</sup>  
**MISE A PRIX : 1 500 000 F**  
S'adr. : M<sup>re</sup> F. RAJMON, avocat associé, 14, rue Lefrançois VINCENTS (94300)  
Tél. : 43-74-74-04 MINTEL - 3618 JAVEN  
Sur place pour visiter, le 10/01/95 de 11 h à 12 h et le 18/01/95 de 10 h 45 à 11 h 45

مكتبة الأمل



de l'élection présidentielle

## Les balladuriens préparent l'annonce officielle de la candidature du premier ministre

De déjeuners en conclaves, l'état-major de la campagne présidentielle de M. Balladur se met en place. Les ministres, les uns après les autres, prennent position en faveur du chef du gouvernement. Lui-même, dans un entretien à Paris Match, explique que son programme de réforme sera plus facile à mettre en œuvre « après l'élection présidentielle ». Les dernières inconnues est la date et la forme que prendra l'annonce officielle de sa candidature.

« S'il est candidat, qui le soutiendra ? Edouard Balladur ». C'est l'aveu de Nicolas Sarkozy, dans l'entretien qu'il accorde au Figaro du jeudi 5 janvier, ne peut que faire sourire. D'abord cela fait longtemps que nul ne doute du choix du porte-parole du gouvernement. Ensuite, il est bien le dernier à tenter de laisser planer le doute sur les intentions du premier ministre. En fait tout se passe comme si les appels à la candidature de l'hôte de Matignon étaient soigneusement programmés par une main « invisible » que M. Sarkozy doit bien connaître. A peine officiellement relevés, lors d'un déjeuner du gouvernement mardi 3 janvier, de la consigne de silence présidentielle qui leur avait été donnée en avril 1993, les ministres, les uns après les autres, disent publiquement ce qu'ils expliquaient en privé depuis longtemps : Edouard Balladur est le plus apte à conduire la majorité à la victoire car lui seul peut la rassembler. Les uns profitent des traditionnelles cérémonies des vœux, les autres d'un micro qui se tend. C'est donc déjà le cas d'André Rossé, de Dominique Perben, d'André Rossé, de Bernard Debré, d'Alain Lamassoure. Les autres, du moins presque tous, devraient suivre.

La programmation de ces prises de position a pratiquement été établie au cours d'un déjeuner, mercredi 4 janvier à l'hôtel Matignon, qui rassemblait ce qui pourrait bien être l'état-major de campagne d'Edouard Balladur. Autour du premier ministre, il y avait là : les « deux Nicolas », Sarkozy et Bazire, qui depuis longtemps sont ses deux lieutenants ; François Léotard, président d'honneur du Parti républicain ; François Bayrou, président du Centre des démocrates sociaux ; et, surtout, Charles Pasqua qui, s'il n'a plus de fonction au RPR est l'homme qui peut encore défendre le premier ministre devant les militants néogaullistes, tant le ministre de l'Intérieur en fut longtemps le « chouchou ». Pour le moins cela rassemblait fait à un rassemblement des « patrons » d'une nouvelle majorité.

### « Les préoccupations morales » de l'action politique

Tous ces dirigeants de la droite ont donc parlé tactique, stratégie, calendrier. Un seul vrai point reste vraiment en discussion : quand et comment Edouard Balladur avouera aux Français ce qu'ils savent depuis longtemps, « oui », il est candidat à l'élection présidentielle. En tout état de cause cela ne devrait pas être après le 20 janvier, afin de profiter de la vague des sondages qui lui promettent une victoire facile.

En attendant, le premier ministre continue, mine de rien, à peaufiner son image d'homme d'Etat. Jeudi, il reçoit, paraît-il pour une « visite amicale » Helmut Kohl, dans son chalet de Chamoni, histoire de montrer qu'il peut, lui aussi, avoir des rapports de confiance avec le chancelier de la puissante Allemagne, comme en ont eu tous les présidents de la République française depuis Charles de Gaulle.

Un chef de l'Etat, en France, devant être capable de s'exprimer sur tous les sujets, M. Balladur a profité d'un entretien publié dans le numéro de Paris Match, daté du 12 janvier, pour parler de la morale, mais avec modération (lire également en page 27 la chronique de Daniel Schneidermann). Comme on lui demandait comment on pouvait « remettre à

la mode des notions telles que l'amour, la fidélité, la tolérance, la charité au sens évangélique du terme », il a répondu : « J'ai toujours pensé qu'il n'appartenait pas au pouvoir politique d'intervenir dans la sphère de la vie privée et des comportements intimes. »

Grâce au ciel, si je puis dire, ce n'est pas au pouvoir à prêcher l'amour ou la fidélité. En revanche, ce qui est de la responsabilité du pouvoir, c'est de favoriser les comportements permettant un fonctionnement juste de la société. »



Revenant à plusieurs reprises sur ce thème, le premier ministre explique qu'il « éprouve une méfiance instinctive envers tout pouvoir qui se transforme en précheur », que « la vertu, c'est l'usage responsable de la liberté, envers les autres comme envers soi-même », qu'il attache « une importance extrême au rôle que peut et que doit jouer la famille dans la cohésion morale et sociale de la société », « on ne doit pas séparer l'action politique des préoccupations morales », « je n'aime pas la sensiblerie, surtout lorsqu'elle est intéressée, comme dans les périodes électorales ».

Dévoilant clairement ses ambitions, M. Balladur remarque enfin : « La cohabitation est vécue comme une transition entre le passé et l'avenir, entre ce qui est possible immédiatement et tout ce qui serait souhaitable. Beaucoup plus sera possible après l'élection présidentielle. Alors le pouvoir retrouvera son unité. Je l'espère, et l'échéance électorale cessera de peser sur les esprits et les comportements ».

THIERRY BRÉHIER

## Selon la SOFRES, M. Balladur l'emporterait dans tous les cas

Selon une enquête effectuée par la SOFRES du 26 au 28 décembre auprès de mille personnes et publiée dans le Nouvel Observateur (daté 5-11 janvier), Edouard Balladur l'emporterait au second tour de l'élection présidentielle dans tous les cas de figure. Face à « un candidat socialiste » - la SOFRES propose, entre parenthèses, les noms de Pierre Joxe, Henri Emmanuelli, Lionel Jospin et Jack Lang -, M. Balladur l'emporterait avec 58 % des intentions de vote contre 42 %. Face à Raymond Barre, il obtiendrait 60 % contre 40 %. Enfin, face à Jacques Chirac, son score serait de 64 % contre 36 %. Opposé à « un candidat socialiste », M. Chirac ne l'emporterait que de 51 % contre 49 %.

Au premier tour, si M. Balladur et M. Chirac étaient candidats simultanément, le premier ministre devancerait nettement le président du RPR (25 % contre 14 % si M. Barre est candidat, 29 % contre 16 % si l'est pas) ce dernier ne l'est pas) qui serait donc éliminé, le « candidat socialiste » obtenant dans tous les cas plus de 20 % des suffrages exprimés.

## M. Juppé prévoit « un deuxième candidat au sein du RPR »

« Nous avons déjà, au RPR, un candidat déclaré, Jacques Chirac, auquel j'ai apporté et j'apporte mon soutien. Il y aura vraisemblablement, d'ici quelques jours, un deuxième candidat au sein du RPR en la personne d'Edouard Balladur. » A la veille de la fête du premier ministre - saint Edouard est célébré le 5 janvier -, Alain Juppé, secrétaire général du RPR, dont il est président par intérim, a, en quelque sorte, officialisé, mercredi 4 janvier, en présentant ses vœux à la presse, la candidature du chef du gouvernement à l'élection présidentielle. Le ministre des affaires étran-

gères a défendu la nécessité d'une « règle du jeu claire » et d'un « code de bonne conduite » entre les candidats de la majorité, affirmant qu'il plaçait « au-dessus de tout le maintien de la cohésion et de l'unité du RPR ». « Le RPR a des idées à défendre, qui dépassent les personnes, et il faut faire en sorte que le message du gaullisme, quoi qu'il arrive, s'affirme et se maintienne », a déclaré M. Juppé, ajoutant : « Il y aura en 1995, en toute hypothèse, des événements heureux pour les idées que nous représentons. »

O. B.

Recevant les vœux du Conseil de Paris

## M. Mitterrand raconte à M. Chirac ses expériences présidentielles

La dernière rencontre rituelle réunissant François Mitterrand et Jacques Chirac - le maire de Paris venant présenter les vœux de la municipalité au président de la République -, s'est achevée, mercredi 4 janvier, par une « conversation à bâtons rompus » de caractère privé qui a suivi la cérémonie officielle. Selon le porte-parole de l'Elysée, Jean Mustieff, le chef de l'Etat a « récapitulé » pour M. Chirac, « toutes ses expériences de candidat aux élections présidentielles ».

M. Mitterrand a ainsi rappelé qu'il effectuait son service militaire, en 1939, dans un régiment qui assurait la protection des parlementaires réunis en congrès à Versailles pour l'élection d'Albert Lebrun, dernier président de la III<sup>e</sup> République. Après l'intermède de l'Etat français, M. Mitterrand a indiqué qu'il avait participé à la désignation des présidents de la République, en qualité de parlementaire, sous la IV<sup>e</sup> République. Il avait été un acteur direct de la première élection présidentielle au suffrage universel de la V<sup>e</sup> Répu-

blique, en 1965, mais il n'avait pas participé à la suivante, en 1969. Rappelant qu'il avait échoué en 1974, le président a évoqué sa victoire de 1981, la troisième tentative, et sa réélection de 1988 face à son interlocuteur.

M. Chirac ayant utilisé l'expression de « pacte républicain » à l'occasion de ses vœux au président, M. Mitterrand a déclaré, en privé, qu'il s'agit d'une « belle formule ». Au cours de cet « échange très chaleureux », dans un salon, « autour d'un verre », le maire de la capitale a révélé que nombre d'interventions du « SAMU social » de Paris sont effectuées après des appels d'écouteurs ou d'employés des parcs et jardins.

Cette cérémonie informelle s'est déroulée en présence, notamment, de plusieurs ministres (Alain Juppé, Charles Pasqua et Daniel Hoeffel), du premier adjoint au maire, Jean Tiberi, ainsi que du préfet de police et du préfet de région. La rencontre a duré une quarantaine de minutes.

O. B.

# Une triple garantie

- Capital
- Revenus trimestriels
- Disponibilité totale

vous imaginez !

# Trialto

6,43%\* garantis

Vous voulez donner plus à votre épargne en toute sécurité.

Alors profitez, avant le 31 janvier 1995, de la nouvelle opportunité du Crédit Agricole.

La notice d'information de ce F.C.P. visée par la C.O.B. est disponible dans votre agence du Crédit Agricole. Fin de la période de souscription le 31 janvier 1995 (12 heures), ou plus tôt, dans la limite du montant défini par la société de gestion. \* Taux actuariel.



L'Imagination dans le Bon Sens

## JUSTICE

La catastrophe de Furiani devant le tribunal correctionnel de Bastia

## La colère silencieuse

A l'issue de la première journée de débats, qui s'est déroulée dans le calme, le tribunal correctionnel de Bastia a décidé, mercredi 4 janvier, que l'ancien préfet de Haute-Corse, Henri Hurand, comparaitra aux côtés des douze autres prévenus. Le haut fonctionnaire, qui n'avait pas fait l'objet de poursuites pénales, est cité directement devant le tribunal par plusieurs parties civiles pour « homicide involontaire ». Il devra donc expliquer son rôle et celui de l'administration dans l'édification de la tribune du stade de Furiani qui s'est effondrée le 5 mai 1992, provoquant une catastrophe dont le bilan est aujourd'hui fixé à 17 morts et 237 blessés.

## BASTIA

de notre envoyé spécial  
Tous les prévenus sont là. Bernard Rossi, directeur départemental de la SOCOPEC, s'est efforcé de la protection qui lui était offerte pour arriver à l'audience à pied comme le ferait n'importe quel prévenu libre dans n'importe quel tribunal. Depuis dix jours, n'avait-on pas parlé abondamment ici et là de tensions, de peur et d'absences scandaleuses ? A ces discours, qui s'ajoutent parfois des formes excessives, les victimes et leur famille ont répondu par le calme, le silence et la dignité.

Certes, il faudra attendre la fin du procès pour parler de sérénité, et les craintes suscitées par la colère d'une population meur-

rie sont toujours présentes. Pour entrer dans le palais de justice, rendu presque neutre par d'importants travaux, les victimes, leurs familles, les avocats, la presse et même les magistrats doivent subir un sévère contrôle parmi les sifflements des portiques de sécurité. Dans la salle d'audience totalement rasée, les épaisses vitres blindées du box des prévenus rappellent qu'il y a dix jours Jean-François Filippi, ancien président du Sporting Club de Bastia, a été assassiné, même si les raisons de ce crime sont toujours confuses. Debout, face à face, un avocat et son client s'entretenaient par téléphone. Bras croisés, silencieuses, les victimes les plus gravement atteintes, accompagnées d'un membre de leur famille attendent en silence. Deux d'entre elles, les jambes paralysées, sont assises sur des fauteuils roulants. A l'instant où les juges entrent, Carine avance rapidement son fauteuil dans la prétoire, se fige quelques secondes face au box et rejoint sa place sans un mot.

L'audience est ouverte. Elle durera au moins trois semaines mais, d'emblée, le président Pierre Gouzenon estime nécessaire de lire une longue déclaration dans laquelle il insiste sur la nécessité d'un procès « exemplaire de dignité, de sérénité, d'impartialité ». Le magistrat explique ensuite que tout s'est fait pour éviter que l'audience ait lieu sur le toit du stade, afin notamment « de ne pas priver la Corse et les Corses de ce procès, de

leur procès ». Et il précise : « Les autorités judiciaires sont en effet persuadées que les victimes et les Corses sauront maîtriser la douloureuse émotion qui les streindra au rappel des faits. » Mais, à cette conviction, le président ajoute ce qui ressemble à une réserve : « C'est donc un pari audacieux, mais aussi un pari d'honneur et de justice. »

## Une lancinante litanie

Il fallait aussi sans doute expliquer aux victimes pourquoi elles ne seraient pas toutes réunies dans la même salle. « Ce prétoire, comme tous les prétoires, est relativement exigü », observe le président. Deux salles du palais sont équipées d'un écran géant où les débats sont retransmis en vidéo, et la même procédure permet à cinq cents personnes d'assister au procès depuis une salle du théâtre municipal tout proche. Au regard du nombre de victimes, la capacité totale des salles est insuffisante, mais le magistrat prévient que les conditions de sécurité seront strictement respectées. « Quelle que soit la violence du refus qui sera ainsi opposé à certaines victimes, à certains publics désireux d'assister directement aux débats, le souvenir de Furiani doit nous rendre intransigeants, et, sur ce point, faisant fi des sirènes de la démagogie, le tribunal le sera. » Et le président termine son propos sur ce second sursis : « Soucieux que ce procès per-

mette un vrai débat, que toutes les paroles, même les plus dérangeantes, s'y expriment librement (...), le tribunal n'acceptera pas les excès et les dérives. »

Après ces explications et ces mises en garde exceptionnelles, le rituel judiciaire reprend ses droits. C'est l'appel des prévenus, celui des témoins et celui des parties civiles. Deux greffières se relaient pour l'interminable lecture des noms et prénoms de plus de deux mille blessés. La lumière s'éteint, se rallume, s'éteint à nouveau. Sur les écrans vidéo, l'image saute et se déchire, puis se stabilise sur un film muet. L'audience est suspendue le temps de résoudre l'incident technique. Puis la lecture reprend d'une lancinante litanie où chacun reconnaît les noms de ceux de son village.

Vient enfin l'instant où le débat s'installe. Mais il ne s'agit pas encore des faits. Pour l'heure, il s'agit de savoir si la citation directe pour homicides involontaires délivrée à l'ancien préfet de Haute-Corse, Henri Hurand, est recevable. Son avocat, M. François Handréux, plaide l'irrecevabilité comme un professeur de droit. Mais, derrière ses arguments souvent pertinents, perce une certaine résignation. Il annonce d'ailleurs qu'il n'en fera « pas une maladie » si le tribunal joint les nullités qu'il soulève au fond du dossier. D'ailleurs, si ses adversaires lui répondent en

droit, ils insistent surtout sur des éléments plus inspirés par la logique morale que par le code de procédure pénale. « Il ne serait pas sain que le préfet ne soit pas parmi ceux dont on examinera la possible responsabilité. Il s'agit d'avoir le procès le plus clair possible », soutient M. Jean-Pierre Eon. M. Handréux rétorque sur le même ton en évoquant l'efficacité du préfet, qui a fait « son devoir » dans l'organisation des secours. Mais les victimes protestent. Quelques cris s'élèvent. Le président s'insurge et demande si les victimes veulent que l'on « bâillonne les avocats des prévenus ». Et, brusquement, il prend la décision de se prononcer immédiatement, alors que le calendrier des débats prévoyait un délibéré jusqu'au lendemain. Après une demi-heure de suspension, le tribunal annonce que la recevabilité de la citation directe sera examinée à l'issue du procès dans le jugement final et que le cas de M. Hurand est donc joint au dossier principal. Le préfet est désormais si sa situation juridique est très discutable, il appartient à l'évidence qu'il soit au moins provisoirement, il accepte ce rôle qui lui est imposé dans un but de clarté sinon d'apaisement. Sur les marches du palais, un avocat, visiblement partagé entre le droit et une certaine conception de la paix publique, lâche : « C'est une décision d'opportunité... »

MAURICE PEYROT

Une dizaine d'interpellations après la fusillade du quartier de l'Ariane

## Le meurtrier présumé du policier niçois a été mis en examen

Joseph Espinas, vingt-cinq ans, membre de la communauté gitane de Nice, a été mis en examen jeudi matin pour tentative d'homicide, homicide volontaire et association de malfaiteurs par le juge d'instruction Martine Aurio. Comme une dizaine de personnes, il avait été interpellé deux jours plus tôt dans le quartier de l'Ariane, juste après une fusillade entre habitants au cours de laquelle un policier avait été tué et un autre gravement blessé en tentant d'intervenir (le Monde du 5 janvier).

Les enquêteurs ont découvert, dissimulés dans un des appartements de la Cité, un fusil de chasse, qui semble être celui qui a tiré la chevrotine mortelle. Des expertises devraient être lancées dans les prochains jours.

En revanche, la dizaine de jeunes gens interpellés se cantonnent pour le moment dans un

mutisme prudent sur le déroulé précis de la fusillade, craignant visiblement des représailles. Une vingtaine de membres de leur famille ont manifesté silencieusement mercredi au palais de justice de Nice, pour protester contre l'attitude de la justice et de la police envers la communauté gitane. « Depuis toujours, on se fait contrôler gratis dès qu'on sort de chez nous, dit le frère de l'un d'eux. Et quand il arrive quelque chose, c'est forcément nous les coupables. »

Le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua devait assister jeudi à Nice à la cérémonie civile des obsèques du policier Georges Janvier, mort à trente-deux ans, puis se rendre au chevet de son collègue Guy Deshayes, trente-six ans, toujours hospitalisé après une opération.

Le soir de la fusillade, prévenus par l'appel d'un riverain, quatre

hommes en civil de la Brigade anti-criminalité de Nice sont arrivés dans la Cité Saint-Pierre vers minuit, en R19 banalisée. Laisant la voiture à l'entrée de la cour, Georges Janvier s'est avancé le premier, son arme à la main, suivi par Guy Deshayes. Leurs collègues affirment que tous deux portaient leur brassard et ont lancé les sommations d'usage, mais ils semblent avoir été pris pour de nouveaux participants à la rixe. « Une bavure à l'envers », commentait un jeune de l'Ariane. « Même si je rentrais en cause les témoignages de policiers, ce que je n'ai de toute façon aucune raison de faire, a déclaré de son côté le substitut du procureur de Nice, Paul-Louis Aumers, l'explication me semble un peu courte. » D'autres mises en examen pourraient être prononcées.

F. A.

En marge de l'affaire des fausses factures de la région parisienne

## Les gendarmes ont consulté des documents à la permanence de Didier Schuller

Cinq gendarmes de la section de recherche de Paris se sont rendus, mercredi 4 janvier, dans les locaux de la permanence de Didier Schuller, conseiller général (RPR) de Clichy (Hauts-de-Seine). Ils agissaient en vertu d'une commission rogatoire des juges d'instruction parisiens David Peyron et Jean-Pierre Zanotto, chargés de l'enquête sur la tentative d'extorsion de fonds attribuée au docteur Jean-Pierre Maréchal, beau-père du juge Halphen.

Une semaine après s'être vu confier l'enquête dans laquelle le psychiatre Jean-Pierre Maréchal a été mis en examen pour « extorsion de fonds et trafic d'influence » (le Monde du 23 décembre), la section de recherche de Paris de la gendarmerie nationale s'est rendue, mercredi 4 janvier, dans les locaux de la permanence du conseiller général de Clichy, qui brigue également la mairie de cette ville. Les gendarmes y ont consulté des documents leur permettant de reconstituer l'emploi du temps de Didier Schuller dans les jours qui ont précédé la remise d'un million de francs au beau-père du juge Halphen, le 20 décembre au matin, à l'aéroport de Roissy. Les enquêteurs ont notamment examiné les registres d'appels téléphoniques du conseiller général, afin de s'assurer de leur similitude avec ceux déjà saisis par la PJ et aujourd'hui versés au dossier d'instruction, ainsi que nous l'avons confirmé, jeudi 5 janvier, M. François Gibault, défenseur de M. Schuller.

C'est dans ce même local électoral, situé rue de la Villeneuve, en plein centre de Clichy, qu'une perquisition avait déjà été effectuée le 13 décembre. Mais il s'agissait alors, dans le cadre de l'enquête sur les fausses factures des HLM de Paris et des Hauts-de-Seine, conduite par le juge d'instruction Eric Halphen, d'étudier la comptabilité et les factures de Clichy, le journal électoral de Didier Schuller. A en croire le conseiller général, c'est même à la suite de cette perquisition qu'il aurait commencé à prendre au

sérieux les propositions de M. Maréchal, au point de s'en entretenir, deux jours plus tard, avec Charles Pasqua, dont il est un proche. Cette entrevue avec le ministre de l'Intérieur - président, en outre, du conseil général des Hauts-de-Seine - avait été le véritable point de départ de l'affaire Maréchal. Elle avait été immédiatement suivie d'une plainte de M. Schuller et d'une enquête préliminaire de la direction centrale de la police judiciaire, qui devait finalement aboutir à surprendre le beau-père du juge Halphen, le 20 mars, à l'aéroport de Roissy, lors de la remise du fameux million.

Outre les déclarations de M. Schuller et celles, contradictoires, de M. Maréchal, ainsi que les témoignages de deux avocats, M. Francis Szpiner et Jean-Yves Cavallini, qui attestent des contacts entre l'élus et le docteur Maréchal, une série de conversations téléphoniques entre les deux hommes, enregistrées par les policiers, donne à l'accusation son fondement. Mais la légalité de ces écoutes, effectuées par la police avant même la désignation d'un juge d'instruction, est désormais sujette à caution. Le parquet de Paris s'est ainsi demandé à la chambre d'accusation de se prononcer sur la validité de ces transcriptions d'écoutes (le Monde du 31 décembre). Dans cette attente, il est probable que les gendarmes s'efforcent d'établir l'existence de ces conversations, au cas où la justice, en définitive, n'aurait plus le droit d'en connaître le contenu.

JEAN-CLAUDE PIERRETTE

JUSTICE : mandat d'amener contre un ancien député socialiste des Pyrénées-Atlantiques. - Jean-Pierre Destrad, conseiller général, ancien député socialiste des Pyrénées-Atlantiques et ancien porte-parole du PS, s'est rendu, jeudi 5 janvier, au tribunal de Pau à la suite d'un mandat d'amener délivré par le substitut du procureur, Franck Allary. Ce mandat d'amener a été délivré dans le cadre d'une enquête de la police judiciaire de Bordeaux.

A Villeneuve d'Ascq

## Un animateur municipal marocain est menacé de reconduite à la frontière

Halim El Hazzoui, un Marocain de 28 ans installé à Villeneuve d'Ascq (Nord) depuis dix ans pour y suivre des études d'expertise comptable, a fait l'objet, le 8 décembre, d'une « invitation » à quitter la France de la part de la préfecture du Nord. Le jeune homme possède une carte de séjour d'étudiant et un emploi : depuis des années, il occupe, à temps partiel, les fonctions d'animateur municipal dans le quartier de la Résidence. Le maire (PS) de Villeneuve d'Ascq, Gérard Caudron, lui ayant proposé de travailler à temps complet, M. El Hazzoui a demandé à bénéficier du statut de salarié étranger. Mais la préfecture lui a refusé à la fois le renouvellement de sa carte de séjour, au motif qu'il « ne justifie pas de sérieux de ses études » et le passage au statut de salarié, en lui opposant la situation de l'emploi en France. L'administration lui a donné jusqu'au 8 janvier pour faire ses bagages.

## Vaine

## intervention

La mairie de Villeneuve d'Ascq, qui estime que le jeune homme « a apporté beaucoup à la ville », est intervenue auprès du préfet, de même qu'un comité de soutien. En vain. Halim El Hazzoui, qui souhaite ne pas se mettre dans l'illégalité, assure qu'il partirait dimanche prochain, si aucune décision contraire n'a été prise d'ici-là. Comme de nombreux étudiants étrangers, le jeune Marocain se heurte à la loi Pasqua d'août 1993 sur l'immigration qui supprime les passerelles entre le statut d'étudiant et celui de salarié. Auparavant, un étudiant étranger ayant résidé en France pendant dix ans obtenait de plein droit une carte de résident de dix ans qui lui permettait de travailler.

## EDUCATION

En grève le jour de la rentrée

## Les instituteurs parisiens protestent contre la « déréglementation » du temps scolaire

Le mot d'ordre de grève lancé à l'initiative du Syndicat national unifié des instituteurs Force ouvrière (SNUI-FO) dans les écoles primaires parisiennes pour le jour de la rentrée, mercredi 4 janvier, s'est suivi par environ un quart des enseignants concernés selon l'académie de Paris, 30 à 35 % selon le syndicat. Le SNUI-FO entendait ainsi protester contre le fait que la rentrée avait été avancée d'une journée dans la capitale. Depuis la rentrée 1993, les élèves n'ont cours qu'un samedi sur deux à Paris, d'où la nécessité de « rattraper » sur les petites vacances les heures de cours perdues.

« Le mercredi doit garder sa fonction traditionnelle de repos et loisir, et non servir d'outil pour déréglementer le temps scolaire et remettre en cause son caractère national », estime le syndicat, qui dénonce aussi « la multiplication des journées à statut variable et l'introduction d'une flexibilité des horaires » pour les enseignants. Les horaires des instituteurs parisiens constituent déjà une exception à la règle nationale puisque leurs élèves sont pris en charge, trois heures par semaine, par des professeurs de dessin, d'éducation physique et de musique payés par la Ville.

Interrogés par le Syndicat des enseignants (SE-FEN) en mai 1994, les instituteurs parisiens s'étaient prononcés à 86 % pour la semaine de quatre jours, avec samedi et mercredi libres. En revanche, l'idée défendue par l'académie d'étaler l'enseignement sur cinq jours, du lundi au samedi matin inclus, avec un allègement des rythmes journaliers des écoliers, avait rencontré une très vive hostilité.

## CET HIVER, DES MILLIERS D'ENFANTS VONT SOUFFRIR DU FROID ET DE LA FAIM

Sur les routes de l'exode...

Dans les camps de réfugiés...

Dans les villes en guerre...

Dans les pays oubliés...

AU COEUR DE L'HIVER, FAITES UN GESTE POUR CET ENFANT QUI VOUS REGARDE MISSION ENFANCE LUI APPORTERA VOTRE AIDE.

Je fais un don de : ☐ 200 F ☐ 300 F ☐ 500 F ☐ autre montant ..... F

(Ces dons seront affectés au chauffage des orphelins d'Arménie et à des colts d'urgence pour les enfants réfugiés de Bosnie-Herzégovine et de Croatie.)

Je règle par chèque bancaire, à l'ordre de Mission Enfance.

☐ Je désire un reçu fiscal ouvrant droit à une réduction d'impôts.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Code Postal .....

Ville .....

Les équipes de

MISSION enfance

portent secours aux enfants en détresse.

MISSION enfance 33 rue Gallée 75116 Paris

مكتبة الطفل



SOCIÉTÉ

SCIENCES

Arrêté depuis quatre ans à Grenoble

# Le réacteur de recherche de l'Institut Laue-Langevin est prêt à redémarrer

LYON

de notre bureau régional

Trois mois après l'inauguration de l'installation européenne de rayonnement synchrotron (ESRF), le monument scientifique de Grenoble se prépare à fêter le redémarrage d'un autre « grand instrument » d'étude de la structure de la matière : le réacteur à haut flux (RHF) de l'Institut Max von Laue-Paul Langevin (ILL), associé à la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

Cette source de neutrons de 58,3 mégawatts, qui reste la plus performante au monde, avait été mise en service en 1971. Mais, au printemps 1991, une inspection de ses structures internes avait révélé de graves fissures sur une grille de « tranquillisation » de l'eau de refroidissement. Le comité de direction de l'ILL avait alors

décidé de remplacer la totalité du bloc réacteur, une opération délicate entraînant un arrêt prolongé de presque quatre ans (le Monde du 10 mars 1993).

Techniquement prête depuis plusieurs mois, l'installation n'attendait plus que le feu vert des autorités : le décret d'autorisation, signé le 5 décembre par le premier ministre, le ministre de l'Industrie et celui de l'Environnement, puis l'aval, daté du 30 décembre mais, reçu mardi 3 janvier, de la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN).

## Des moyens financiers limités

Selon les responsables de l'ILL, le réacteur, alimenté par une charge de 10 kilos d'uranium très enrichi, pourrait « diverger » dans la journée du vendredi 6 janvier. Il

devrait ensuite fonctionner, pendant dix ans au moins, des neutrons à la communauté scientifique internationale. La renaissance de l'ILL est toutefois assortie d'un certain nombre de restrictions : diminution des effectifs d'une centaine de postes ; réduction du budget (280 millions de francs en 1995) en raison notamment des difficultés financières de la Grande-Bretagne, qui exploite une source de neutrons nationale (ISIS), près d'Oxford. Alors que dans le passé trente et une expériences pouvaient être menées de front, ce nombre devra être limité à l'avenir à vingt-cinq. Malgré les contributions déjà apportées par l'Espagne, la Suisse et l'Autriche, des ressources complémentaires devront donc être recherchées auprès de nouveaux pays.

PIERRE LE HIR

Prix Nobel 1963 et pionnier du nucléaire américain

# Le physicien Eugene Paul Wigner est mort

Le physicien Eugene Paul Wigner, quatre-vingt-deux ans, est mort d'une pneumonie, samedi 31 décembre, à Princeton (New Jersey) a-t-on appris mercredi 4 janvier.

Prix Nobel de physique 1963 (avec Maria Goeppert-Mayer et Hans Jensen) pour ses travaux sur la théorie des noyaux atomiques et des particules atomiques, Eugene Paul Wigner est surtout l'un des pionniers du nucléaire américain. Avec Leo Szilard et Edward Teller, deux autres émigrés hongrois, il a joué un rôle décisif, par la montée du « bombe atomique », la fameuse lettre, signée par Albert Einstein, qui conduira le président Franklin Roosevelt à lancer le programme Manhattan destiné à réaliser la première bombe atomique américaine. En 1942, il dirige la section de physique théorique du fameux MetLab de Chicago où Enrico Fermi supervise la

construction de la première pile atomique. Après la guerre, il est, pendant un an, co-directeur du centre d'études nucléaires d'Oak Ridge (Tennessee), avant de retourner à l'université de Princeton pour reprendre son enseignement et ses travaux de recherche.

Homme courtois et modeste, Eugene Wigner était unanimement apprécié de ses collègues. Au contraire de Leo Szilard, d'Albert Einstein ou de Robert Oppenheimer, devenus d'ardents militants pacifistes, il demeurait, comme Edward Teller, un partisan

de la force de frappe américaine. (Né le 17 novembre 1902 à Budapest (Hongrie), Eugene Paul Wigner émigre aux États-Unis à l'âge de vingt-huit ans après des études à Berlin. Il enseigne la physique et les mathématiques dans de nombreuses universités américaines dont celles du Wisconsin et de Princeton (New Jersey), à partir de 1930. Naturalisé américain en 1937, il dirige la section de physique théorique du MetLab de Chicago de 1942 à 1945. Plus tard, il devient membre du comité de direction des laboratoires de recherches nucléaires d'Oak Ridge, puis conseiller de la commission américaine de l'énergie atomique. En 1963, il reçoit le prix Nobel de physique pour ses travaux sur la structure du noyau atomique.)

NOUVEAU : Arrivé d'un réacteur russe, le réacteur nucléaire d'Oak Ridge, dans la région de Saint-Petersbourg, a été arrêté, mercredi 4 janvier, à la suite d'un court-circuit dans un transformateur électrique extérieur à la centrale. Aucun changement dans le niveau de radioactivité n'a été enregistré, selon les

autorités russes, qui affirment que le réacteur pourrait redémarrer dans les prochains jours. Par ailleurs, la centrale nucléaire britannique AGR (Advanced gas cooled reactor) d'Heysham-1 (2 x 660 MW), dans le Lancashire (ouest de l'Angleterre) devrait rester fermée pendant un mois pour contrôler l'état des fissures détectées sur l'un de ses réacteurs. (AFP, Eur-Tass, AP)

Dans la collection « Savoirs » du « Monde diplomatique »

# Les conquêtes de l'espace

par Hubert Curien

Le Monde diplomatique édite une collection, nommée Savoirs, dans le numéro 3, « Les conquêtes de l'espace » (1), qui vient de paraître, a été élaboré en partenariat avec le Centre national d'études spatiales (CNES). La première livraison, réalisée avec l'IREMER, s'intitulait « Les mers, avenir de l'Europe », et la deuxième, « Une Terre en renouveau », fruit d'une coopération avec l'ORSTOM, traitait du développement durable.

Pour parler d'espace, une cinquantaine d'auteurs exprimant leur point de vue en deux ou trois pages élégamment illustrées. Éclairages rapides, mais dansants et pertinents. Les uns parlent de science, d'autres de technique, d'économie ou de politique. Le maître d'œuvre a fait en sorte que la juxtaposition ne nuise pas à l'homogénéité. Les lecteurs trouveront dans la liste des auteurs, bon nombre de noms familiers, mais quelques plumes nouvelles se glissent parmi les classiques. Et c'est heureux, car tel, é qui rien ne manque pour dire l'histoire, n'est pas impérativement le mieux armé pour la prédire.

Première question, toute naturelle, à propos de la conquête de l'espace : qu'y avons-nous gagné ? La troisième dimension, répondant sans hésiter les géographes : l'homme a prouvé qu'il pouvait s'échapper de son monde de surface. Il est peu d'exploits aussi marquants que la marche sur la Lune. Mais cette conquête nous a surtout apporté de nouveaux outils pour explo-

rer l'univers et gérer notre planète. Des outils pour tout le monde, d'usage maintenant quotidien : les télécommunications et l'observation de la Terre, des mers et de l'atmosphère en sont d'évidentes démonstrations. Ne sommes-nous pas prêts d'avoir fait le plein en satellites de télécommunications ? La question est discutée. Les systèmes d'observation, eux aussi, se multiplient : civils et militaires en sont, à juste raison, fiers, et ils les aiment toujours plus précis et généraux en informations.

Mais s'est-on assuré que le déluge de données qui nous tombent ainsi du ciel ait une véritable manne, nourricière de notre savoir ? Car, si la part la plus visible d'un « système spatial » est la satellite, les installations au sol pour la réception, le traitement et la distribution des données sont, elles aussi, cruciales, ardues. L'espace, ce n'est pas seulement ce qui se voit, c'est aussi ce qu'on peut en faire ! Les auteurs qui s'expriment dans cet ouvrage ont été confrontés aux réalités techniques et financières : ils jugent en praticiens avertis. La confrontation avec la sévérité des faits n'a cependant pas érodé leurs enthousiasmes d'innovateurs.

Enthousiaste, le Monde l'était aussi dans son édition du 11 avril 1981, tirant sur six colonnes la « Une » : « Le premier vol d'un homme dans l'espace a duré 1 heure 48 minutes ». Le premier homme (soviétique) dans l'espace, puis le premier homme (américain) sur la Lune ont posé deux jalons spectaculaires de l'histoire de

notre siècle. Ce sont aussi deux étapes essentielles de la confrontation américano-soviétique. Mais, en 1989, le mur s'effondre à Berlin : la politique de l'espace est fondamentalement remise en cause. Va-t-on passer de la compétition exacerbée à la coopération cordiale ? La convivialité ne naît pas si simplement de l'affondrement politique de l'un des participants.

Et l'Europe, que dit-elle, que fait-elle ? Elle avait eu habilement construit son nid entre les aires des deux aigles. Sa place sur le marché des lanceurs est enviable, et enviable. Saura-t-elle se placer dans la nouvelle donne ? Elle le peut, et la France est au centre du jeu. Il y a de la fermeté, de la cohésion et de la souplesse. Et de l'argent, aussi, pensez-vous. Mais, plus encore que de l'argent, des idées, de la persévérance, de l'écoute et des propositions. Les Français sont érudits dans l'espace, scientifiquement, techniquement, commercialement. De la crédibilité à l'efficacité, la pas n'est pas si difficile à franchir. Les quelques recettes proposées par Savoirs mériteraient d'être lues.

Hubert Curien est membre de l'Académie des sciences et ancien ministre de la recherche et de l'espace.

(1) Savoirs 3, « Les conquêtes de l'espace », édité par le Monde diplomatique, novembre 1994. 128 pages, couleur, 48 F. En vente en Europe ou, comme les deux numéros précédents, au service de la vente au numéro, le Monde, 15, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15 (48 F port compris).

RELIGIONS

# Mgr Eyt, nouveau cardinal, tend la main à « l'Humanité »

L'Eglise catholique et le Parti communiste ont l'un et l'autre bien changé. Mais l'histoire tumultueuse de leurs rapports rendra que l'un des premiers entretiens accordés par le nouveau cardinal français, Mgr Pierre Eyt, l'aura été pour le quotidien du PCF, l'Humanité, dans son édition du 5 janvier.

Qui plus est, l'archevêque de Bordeaux y tient des propos inspirés par la tradition sociale de l'Eglise de France plus que par la soude diplomatique des milieux romains, où l'on classe habituellement cet ancien recteur de l'Institut catholique de Paris, devenu l'un des théologiens préférés du pape, possible successeur, en printemps, du cardinal Ratzinger, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi.

Aussi découvre-t-on, dans cet entretien à l'Humanité, un cardi-

nel qui se dit « proche des analyses de Proudhon sur l'argent et la société », « de certaines analyses de Marx sur le travail et l'argent, l'aliénation des personnes et de la société ». Il estime qu'« une société où la souveraineté de l'argent et de l'audimat est la principale source de légitimité est une société qui ne peut pas durer ». Il lèvera surtout un appel à une réévaluation de la fonction politique : « La crise actuelle déstabilise tous les systèmes de représentation, en particulier la représentation des salariés. (...) Il est temps que l'on puisse déconnecter, de façon durable, la politique elle-même et la participation critique, voire délictueuse à la vie publique. Il est important, pour tous les citoyens, que les responsables politiques puissent retrouver du crédit ».

SPORTS

VOIE : après le sauvetage d'Isabelle Autissier

# Le président des comités olympiques européens s'élève contre « la folie » des courses en solitaire

Après la récente mésaventure survenue à la navigatrice française Isabelle Autissier lors du BOC Challenge, le docteur Jacques Rogge, président des comités nationaux olympiques européens, a dénoncé, mardi 3 janvier à Bruxelles, « la folie des courses transocéaniques en solitaire ». Membre de la commission médicale de la Fédération internationale de voile (FIV) et vice-président de la commission médicale du Comité international olympique (CIO), cet ancien régatier international belge estime que, si les secours portés à toute personne en détresse sont une obligation, il se pourrait que « les pouvoirs publics soient amenés à présenter la facture aux organisateurs de telles courses ». Pour lui, il y a « antinomie entre la course au large en solitaire et la sécurité », et il déplore que la voile, en raison de ce type de course, cause « plus de morts que la boxe et l'automobilisme réunis ». — (AFP)

BASKET-BALL : Pau-Orthez qualifié en Coupe Korac. Pau-Orthez s'est qualifié pour les quarts de finale de la coupe Korac en battant les Espagnols d'Esquadrantes, mercredi 4 janvier à Madrid (80-79). En revanche, Cholet est éliminé de la compétition après sa défaite à Bologne (72-80).

DAKAR : Ari Vatanen et Heinz Krieger confortent leur avance. Le Finlandais Ari Vatanen (Citroën ZX), arrivé deuxième de l'étape Ouarzazate-Goulmine (646 km dont 380 km de spéciale), mercredi 4 janvier, derrière le Français Fontenay (Mitsubishi Pajero), a doublé son avance au classement général sur le deuxième, son compatriote et coéquipier Timo Salonen (désormais à 14 min 5 s). Dans la catégorie motos, l'Autrichien Heinz Krieger (KTM) a accru son avance grâce à un troisième succès en quatre jours. Les miniers espagnols Carlos Mas (Cagiva) et François David Castéra (Yamaha), victimes de chutes, ont été rapatriés.

FOOTBALL : Paris SG qualifié en Coupe de la Ligue. Grâce à une courte victoire (1-0) sur l'AJ Auxerre, mercredi 4 janvier au Parc des Princes, Paris Saint-Germain s'est qualifié pour les huitièmes de finale de la Coupe de la Ligue, qui auront lieu le 24 janvier.

**réussir**  
ADMISSIONS PARALLÈLES  
dans les GRANDES ÉCOLES  
HEC-ESCP • SCIENCES-PO  
(bac+3 ou équivalent)  
ESSEC • CREPA  
(bac+4 ou équivalent)  
**ipesup**  
18 rue du Cloître Notre-Dame 75004  
3615 IPESUP 43.25.63.30  
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

NOMINATION

# Nicolas Theis, délégué général à la lutte contre la drogue et la toxicomanie

Nicolas Theis, cinquante-sept ans, directeur général adjoint du groupe français d'ingénierie Seretec, a été nommé délégué général à la lutte contre la drogue et la toxicomanie par décret publié au Journal officiel du 28 décembre. M. Theis remplace à ce poste Jean-Louis Laoglaix, qui avait demandé à réintégrer l'inspection générale de l'administration en octobre (le Monde du 20 octobre).

(Né le 4 décembre 1937 à Paris, Nicolas Theis est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, docteur en droit public et ancien élève de l'École nationale d'administration. Il a été administrateur civil à la direction générale des collectivités locales de 1966 à 1968, secrétaire général de la Haute-Loire puis sous-préfet de Lure (Haute-Saône) de 1968 à 1973, chef de cabinet d'Alain Peyrefitte, ministre des affaires culturelles et de l'environnement, de 1973 à 1974, directeur de cabinet de Jacques Barrot, secrétaire d'État au logement, de 1974 à 1977, puis secrétaire général de la Circonscription de 1978 à 1983. M. Theis était directeur technique en 1983 comme directeur de la communication et, en 1985, il a été nommé directeur des affaires administratives et régionales du groupe. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1989, M. Theis était directeur général adjoint chargé des affaires européennes et administratives du groupe d'ingénierie française Seretec.)

ENVIRONNEMENT : le tracé du TGV est remis en question dans le Drôme. — La « coordination Drôme-Vaucluse », qui regroupe des opposants au tracé du TGV Méditerranée, a révélé, mercredi 4 janvier, que la nouvelle enquête publique demandée par le Conseil d'État s'enclenche sur un avis défavorable. Lors de la première enquête, en 1993, la commission avait émis un avis défavorable au tracé du TGV aux abords des sites nucléaires de Pierrelatte et du Tricastin, dans la Drôme, car elle les jugerait trop proches de la ligne projetée. Aussi le ministre des transports, Bernard Bosson, avait fait modifier le tracé en déplaçant la voie de 500 mètres pour sortir du périmètre sensible. Saisi le 9 mars 1994, le Conseil d'État avait approuvé cette modification, sous réserve d'une nouvelle enquête publique dans le secteur concerné, entre La Garde-Adhémar et Lamotte-du-Rhône.

Le 9 janvier,  
vous découvrirez  
les pages « Culture »  
du nouveau Monde.

« Donner toute sa place à la culture, c'est proposer chaque jour un guide, des enquêtes et des reportages en France et à l'étranger. C'est aussi l'affirmation et le renforcement du rôle de la critique. Et chaque jeudi le rendez-vous habituel avec Le Monde des Livres. »

Josyane Savigneau  
responsable de la séquence  
« Culture »

**Le Monde**







## CULTURE

La reprise de la trilogie des « Pièces de guerre », d'Edward Bond, au Théâtre national de l'Odéon

Créée les 15 et 16 juillet 1994 lors du 48<sup>e</sup> Festival d'Avignon, l'intégrale de la trilogie des « Pièces de guerre », de l'auteur anglais Edward Bond, dans une traduction de Michel Vittoz et une mise en scène d'Alain Françon, marque pour longtemps la création théâtrale en France. (Lire l'entretien avec Alain Françon page 14).

■ **TRILOGIE.** Présentée en deux soirées ou en intégrale, la trilogie formée par « Rouge, noir et ignorant », « La Furie des nantis » et « Grande paix » est reprise jusqu'au 29 janvier au Théâtre national de l'Odéon. Elle permettra au public français de mieux connaître un auteur vivant parmi les plus considérables, et aussi parmi les plus dérangeants de la scène théâtrale internationale.

■ **CONTROVERSE.** L'obsession d'Edward Bond à dire, pour mieux les combattre, la violence et l'iniquité de nos sociétés suscite presque autant de prévention, principalement en Grande-Bretagne, où il vit et où il travaille, que d'adhésion, essentiellement en France et en Allemagne, où il est servi par les meilleurs interprètes.

## Le théâtre en éclats

Suite de la première page

Le Fils revient chez ses parents, qui lui conseillent d'aller tuer un mourant, vieux voisin malade, à bout de forces. Le Fils choisit d'abattre plutôt son père, d'un coup de fusil. Le père, mort, approuve son fils : « Aucune loi naturelle, aucun code civil, ne sera là pour nous guider. »

Plus tard, chaque engagé va être renvoyé chez lui avec ordre d'abattre cette fois un nouveau-né, toujours au motif de bouches excédentaires. La Mère incite son Fils à aller tuer un bébé qui vient de naître pas loin, la rue à côté. Le Fils fait le tour des hôpitaux, des morgues, des poubelles : tous les mort-nés sont déjà pris. Il tue son propre petit frère, dans son berceau. « Ils grandissent dans un ventre pendant trois saisons, et dans ce temps le monde peut vieillir de dix mille ans », Edward Bond montre ici du doigt les enfants qui furent conçus dans les mois qui précèdent la première bombe nucléaire. Il dit : « L'enfance du genre humain a pris fin le jour des armes nouvelles. »

La Mère dit : « Les douleurs pour avoir l'enfant sont peut-être les douleurs les plus faibles qu'il donne... A quoi ça sert, les enfants ? A soulager la souffrance qu'ils vous causent ?... Ils ne savent pas s'ils marchent sur de la soie ou sur de la cendre humaine. »

Comme par un fait exprès, les « Pièces de guerre », à Avignon, furent jouées dans l'une des cours de récréation du collège Saint-Joseph. Un agglomérat de bâtiments sombres, architecture typique des grands lycées de la République autrefois, pierre grise, façades froides, arbres maigres les pieds dans l'asphalte, longs couloirs dans l'ombre. Aucun lieu loué par le Festival n'est aussi insensible, aussi peu provincial. Et tous les enfants à qui Edward Bond voue sa pièce se retrouvent là comme chez eux tout au long des années de classe.

Dans la cour de ce collège, un écho de la première phrase d'un livre archétype qu'Edward Bond a lu : « Nous étions à l'étude quand la proviseur entra », et l'un des mystères de ce livre, c'est que Flaubert confie ainsi à un enfant le soin d'ouvrir, de sa petite voix claire d'écolier, l'histoire d'Emma Bovary, et cet

enfant, mission accomplie, disparaît, jamais nous ne saurons qui fut ce narrateur inconnu, c'est un tour de passe-passe de Flaubert, et nous rejoignons Edward Bond à la dernière page du roman : la petite Berthe, l'enfant d'Emma, n'ira jamais, elle, à l'école, elle est « envoyée dans une filature de coton », pour gagner son pain. « Prends le fils du riche et ne le renvoie pas à son père avant que le fils du pauvre ne soit nourri tous les jours », écrit Bond dans la deuxième des « Pièces de guerre » : la *Furie des nantis*.



Clovis Cornille, dans « Rouge, noir et ignorant », première partie de la trilogie des « Pièces de guerre » créée en intégrale les 15 et 16 juillet 1994 au Festival d'Avignon.

Grand écrivain, Edward Bond prête aux figures de son théâtre des voix de postes habiles : « Le ciel est resté rouge longtemps - et des nuages blancs ont flotté dessus, c'était une blessure qui se fabriquait des pensées. » Trop grand écrivain, presque, pour le théâtre, parce que la densité de trop de paroles oblige la conscience de l'auditeur à prendre un temps pour les « recevoir », mais, sur le temps de ce temps, d'autres paroles surgissent, qui sont alors perdues, et cela d'autant plus que le texte de la traduction française de Michel Vittoz est d'une beauté égale,

c'est de la vraie grande écriture, pas du « traduit ».

Fils et Mères du genre humain, avant et après les armes nouvelles, avant et après les camps. « Nous ne pouvons que vous dire : vous devez créer la Justice », nous dit Bond en nous quittant. Le Fils, qui choisit de tuer son frère plutôt qu'un innocent d'autrui, s'ôte par là toute raison de vivre : il décide à la même seconde de rejoindre son corps pour s'y faire fusiller, c'est facile, il commet un acte de désobéissance. La Mère ne le devine pas. Quand le Fils ouvre la porte de la maison, pour s'en aller mourir, elle voit son œil de mère voit - que l'un des boutons

du blouson du Fils commence un peu de pancher, de travers. Elle dit : « Il faudra le recoudre, quand tu reviendras. »

MICHEL COURNOT

► Odéon-Théâtre de l'Europe, 1, place de l'Odéon, 75006 Paris. Métro : Odéon. Partie 1 : Rouge, noir et ignorant et la Furie des nantis, les mardis et jeudis à 19 h 30. Partie 2 : Grande paix, les mercredis et vendredis à 19 h 30. En intégrale, les samedis et dimanches à 15 heures. Durée de l'intégrale : sept heures. Tél. : 44-41-36-36. De 100 F à 200 F pour l'intégrale, de 90 F à 170 F pour chaque partie.

## Prévenir la catastrophe

Reconnu chaque jour un peu plus comme l'un des auteurs dramatiques vivants les plus provocants et les plus considérables, Edward Bond s'est presque totalement soustrait à la scène anglaise, préférant que ses pièces soient mises en scène en France ou en Allemagne. Le Centre dramatique de Savoie a créé la *Compagnie des hommes*, une pièce qui, comme la production actuelle des *Pièces de guerre* à l'Odéon, fut mise en scène par Alain Françon ; en Allemagne, plus de vingt productions de Bond sont ou seront jouées, dont une commande de la BBC devenue un film, *Maison d'arrêt*, pièce créée en France par Jorge Lavelli en 1992, à l'affiche du Berliner Ensemble depuis le 23 septembre 1994. (Le Monde du 4 octobre 1994).

L'aversion de la plupart des professionnels anglais pour le travail d'Edward Bond s'est traduite dans les dernières années par la reprise de deux - et de deux seulement - de ses pièces : *Restoration* (par le Royal Shakespeare Company en 1988-1989) et *The Sea* (par le Royal National Theatre en 1991-1992).

Bien que *Restoration* fût écrite et mise en scène en 1981 pour répliquer à la victoire des conservateurs aux élections législatives de 1979, aux conflits raciaux de Toxteth et Brixton et au mariage du prince Charles et de Lady Diana Spencer, le cadre de la pièce n'est pas le Grande-Bretagne contemporaine mais l'Angleterre du XVIII<sup>e</sup> siècle. Plutôt que d'enfermer la pièce dans des situations empruntées à l'air du temps, Bond choisit le monde lointain de la comédie historique pour mener une attaque vigoureuse contre notre société.

La pertinence universelle de la pièce tient en ce qu'elle démontre comment les thèmes de l'inégalité raciale et de la domination de la classe ouvrière par la classe dirigeante sont intemporels. Selon Nicholas de Jongh, critique dramatique du quotidien *The Guardian*, la production inégale de Roger Michell « a manqué l'occasion de situer la pièce dans un univers surréel ou expressionniste ». On peut croire que Bond serait content que *Restoration* n'entre dans aucune de ces deux catégories.

Au contraire, la pièce suggère que c'est la structure de la société qui est en faute : le système capitaliste échoue à édicter ses propres règles et bénéficie seulement à une minorité d'individus.

Située sur la côte est de l'Angleterre en 1807, *The Sea*, une comédie écrite en 1973, met en parallèle le choc créé dans une communauté villageoise par la noyade d'un jeune homme et le conflit qui oppose Mrs Relf, « first lady » du coin, et Hetch, marchand de tissus et garde-côte bienveillant. Mise en scène par

Sam Mendes, cette production de *The Sea* mit en lumière plusieurs des incompréhensions entre Bond et la scène britannique.

Plutôt que d'essayer d'obtenir de l'auteur l'autorisation de produire ses œuvres les plus récentes et de les mettre en scène en tenant compte de son avis, le National Theatre a choisi une pièce qui était, de longue date, un succès. Plutôt que de décrire la situation sociale, économique et politique, ce qu'un théâtre utilitaire, tel que la conçoit Bond, pourrait et devrait faire, le National Theatre se contente désormais de présenter les pièces dans un « emballage séduisant » et comme « une chance opportune » pour un acteur. Selon Bond, ces falsifications détruisent le théâtre : « La cause et l'effet sont remplacés par l'effet et l'effet. »

Le travail dramatique d'Edward Bond est souvent amené par des metteurs en scène qui en font une mauvaise interprétation. La relation de Bond et d'Alain Françon est, elle, d'un autre ordre. La mise en scène des *Pièces de guerre* par Françon permet au spectateur de comprendre pourquoi cette trilogie s'inscrit parmi les œuvres les plus fortes et les plus utiles du répertoire dramatique du XX<sup>e</sup> siècle. La Royal Shakespeare Company avait échoué en 1985.

La production actuelle des *Pièces de guerre* est le triomphe de la simplicité : Françon parvient à éviter l'un des écueils majeurs dans la mise en scène des pièces de Bond : un excès d'indulgence pour le décorateur et pour l'éclairagiste. Beaucoup de metteurs en scène seraient tombés dans le piège de l'esthétisme par la multiplication des effets de lumière criards et le recours à une bande sonore improprement bruyante. De telles supercheries sont supposées stimuler le public. Sous prétexte de le distraire, de l'éduquer même, on le dépouille de son jugement et même de son plaisir. Les *Pièces de guerre*, particulièrement dans la mise en scène d'Alain Françon, atteignent à la vérité de la relation du public avec la société qui l'entoure.

Cette production terrifiante est une parfaite traduction de l'imagerie des pièces et, ce faisant, montre comment, selon Bond, l'architecture de notre société conduira, inévitablement, à l'ensauvagement nucléaire ou à d'autres catastrophes tout aussi terribles.

IAN STUART

Ian Stuart est l'éditeur des trois volumes de la Correspondance d'Edward Bond, qui viennent de paraître chez Harwood Academic Publishers, à Londres. Il est professeur à l'école de théâtre de l'université de Californie du Sud.

## VIDEO

POINTS DE VUE (IMAGES D'EUROPE) au Centre Georges-Pompidou

## Le grand retour de l'ennui et du répétitif

Plus que jamais, le Centre Pompidou fourmille de petits écrans. Après avoir parcouru l'exposition « Hors limites », où les œuvres vidéo se comptent par dizaines, on ne peut plus douter que c'est la télévision - et elle seule - qui trame depuis quarante ans toutes ces expériences, ces happenings, ces mises en scène sauvages, agressives, répétitives, des objets et des corps.

« Hors limites » (Le Monde daté 20-21 novembre 1994) éclaire cruellement la dépendance de l'art à l'égard de la télévision. On parcourt cette exposition sans quitter des yeux les écrans troués de Paik, Vostell, Accardi, Nauman, Jourdain, Abramovic-Ulay, Viola, Hubail, Sorin. Ce sont autant

d'actes rebelles contre l'empire de l'immédiat. Mais aussi autant de réponses positives, lumineuses, au défi de la télévision en direct.

### Face-à-face solitaire avec la télévision

A quel défi répondent les jeunes artistes - belges, écossais, allemands, hollandais, français - choisis pour composer le programme spécial « Points de vue (Images d'Europe) » que la vidéothèque du Musée national d'art moderne propose en ce moment ? Non plus, semble-t-il, à celui de la télévision en tant que telle, mais au défi de leurs aînés vidéastes, au défi d'un art contemporain déjà saturé d'effets de direct.

Ils paraissent tous bien seuls face à cette lourde charge. Alors que la génération précédente opérait en troupes joyeuses, pour mieux résister à la déférente cathodique, eux bricolent des pétards dans leur petit coin, dans un face-à-face solitaire et désespéré avec la télévision.

C'est le grand retour de la vidéo ennuyeuse, du répétitif pour le répétitif, sans qu'aucune stratégie justifie de si pénibles expériences (déjà faites et bien faites). Douglas Gordon ralentit *Star Trek* à n'en plus finir ; Martin Arnold renverse bêtement, fort mécaniquement, image par image, les mouvements d'un fragment de fiction. Matthias Müller juxtapose

toutes les situations qu'il peut trouver dans le corpus hollywoodien (se réveiller en sursaut, ouvrir craintivement une porte, marcher dans un couloir, tirer un rideau) et croit crucifier des clichés ; en fait, il rend hommage sans le savoir au montage (un plan ne signifie rien sans ce qui le précède et ce qui le suit).

Il y a aussi une jeune femme (Stéphanie Smith) qui trace des mots sur son visage avec du rouge à lèvres et se macule de leur effacement. Quand ils ont fini de se regarder dans un miroir danser salement sur un air des Beatles (Michel Curran), et qu'ils sortent enfin de chez eux, c'est pour compter les lapins écrasés sur une route (Keith Stutter)...

Seul Joël Bartolomé et ses petits récits familiaux, intimistes, tournés en vidéo Hi-8 avec un sens aigu de l'instant vrai, du mot juste, de l'à-peu-près fortuit, du silence bien placé, dessine une œuvre aérienne, légère, et pour tout dire bien française (on pense à Eustache, à Rouch, à Renoir). Les instants uniques captés par Bartolomé forment un contrepoint salutaire aux angoisses à répétition de ses confrères européens.

JEAN-PAUL FARGIER

► « Points de vue (Images d'Europe) », jusqu'au 30 mars, à l'Espace vidéo du MNAM-Centre Georges-Pompidou. Tél. : 42-78-57-29.

MUSIQUE

THEATRE NATIONAL DE L'ODEON

SAM. 14 JANV. 18H

**MIDORI**

Robert McDonald piano

SCHUBERT - BEETHOVEN

SYZMANOWSKI

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

6 JANV. 15 FEV.

**El Halia**

de Louis ARTI

Chef de troupe Jean-Louis HOURDIN

avec

Louis ARTI, Gérard GUILLAUMAT

et la Fanfare du Loup

48 34 11 45

ECOUTEZ VOIR

OPERA NATIONAL PARIS

Quatre chefs-d'œuvre du XX<sup>e</sup> siècle

Kylian: Sinfonietta

Balanchine: Agon

Graham: Temptations of the moon

Petit: Le Jeune homme et la mort

Ballet de l'Opéra

Bastille, du 9 au 16 janvier 1995

places: de 40 F à 260 F

Location: téléphone 47 42 53 71

guichets Opéra Bastille

ECOUTEZ VOIR

هذا من الأصل

## THÉÂTRE

Un entretien avec le metteur en scène de la trilogie des « Pièces de guerre »

## Alain Françon : « Edward Bond nous fabrique une mémoire du futur »

« Vos mises en scène du théâtre d'Edward Bond donnent l'impression qu'en lui vous avez rencontré « votre » auteur, un peu comme Patrice Chéreau avait rencontré Bernard-Marie Koltès.

— Je serais très touché si c'était le cas. Je considère Edward Bond comme un géant de l'écrit. J'ai le sentiment, avec lui, de faire du théâtre comme je pourrais en faire avec Shakespeare. C'est en travaillant sur ses pièces que j'ai le plus appris. Je retrouve des préoccupations que j'ai toujours eues, sans avoir pu jusque-là les formuler ou les théoriser.

— Lesquelles ?  
— Quand on a fondé le Théâtre éclaté avec André Marcon, Evelyn Didi et Christine Cohendy, on avait des préoccupations « politiques ». Je mets des guillemets parce que, aujourd'hui, ces préoccupations militantes feraient sourire. N'empêche que, sur le fond, ce qui nous importait, c'était le souci du public, de sa place dans la représentation. Après, vers la fin des années 70, j'ai eu me « période Folies bourgeoises », comme tout le monde. Je suis allé jusqu'à Feydeau (Alain Françon a monté la Dame de chez Maxim's et Sauter, marquis). Je ne dis pas que c'était dérisoire, mais il est certain que dans ces années-là, le souci de la fonction du théâtre s'était un peu estompé.

— Quand je monte les pièces de Bond, ces préoccupations de mes débuts me reviennent d'une manière presque violente. Simplemeot, il faut que je décrypte tout très précisément pour comprendre, parce que son théâtre n'est pas manipulé par une quelconque naïveté, comme celui de nos débuts. Nous croyions alors avoir des réponses. Avec Bond, nous avons les questions. Il n'écrit pas en essayant d'apporter au public des solutions, il lui donne l'imagination pour penser à des solutions.

— Croyez-vous que le théâtre puisse agir ?

— Oui. En tous cas comme un des derniers lieux de l'imagination. Ce qui est fort dans les Pièces de guerre, c'est ça. Edward Bond nous fabrique une mémoire du futur, en écrivant des scènes qui se passent dans un désert post-nucléaire, dix-sept ans après une explosion atomique. Il le fait avec une imagination colossale, qui est exactement le contraire de l'ima-

gination télévisuelle. A un moment, chaque soldat reçoit l'ordre de tuer un enfant de la rue où il habite, parce qu'il y a pénurie alimentaire. L'un des soldats va chez une voisine qui a un bébé. On peut alors supposer qu'il va tuer cet enfant. Mais il revient sans l'avoir fait, parce que, dit-il, il n'a pas trouvé l'endroit juste. Ce soldat aurait pu tuer l'enfant, il avait pour lui toutes les justifications : l'état de guerre, l'ordre donné. Le fait qu'il n'a pas trouvé l'endroit juste, voilà ce que Bond appelle l'imagination.

— De ce point de vue, y a-t-il, selon vous, des liens entre Edward Bond et Bertolt Brecht ?

— Edward Bond est proche du dramaturge allemand dans la place qu'il donne au spectateur. Mais il s'en éloigne sur les méthodes. Il s'oppose à la distanciation dans le jeu. Je me souviens d'un point sur lequel nous avons beaucoup discuté, à Avignon. A un moment de la représentation, Valérie Dréville se trouvait devant la porte de sa voisine, chez qui elle voulait absolument entrer. Elle sonnait, il n'y avait pas de réponse, puis elle se mettait à côté du décor, pour jouer à vue une scène qui se passait derrière la porte. Edward Bond m'a énormément attaqué sur ce point. Il m'a dit : « Ça ne peut pas être comme ça, c'est faux, c'est une technique post-brechtienne. Cette femme doit se trouver vraiment derrière la porte, on doit sentir la pression qu'elle exerce pour entrer. Elle est comme un loup, un animal. »

« Brecht est beaucoup plus linéaire »

— Edward Bond pense qu'il y a dans la représentation des moments très précis où il faut que chacun, dans le public, se sente complètement déstabilisé, agressé même. Jamais sans raison, mais pour en venir à comprendre une situation, ou un personnage. Ces moments, qu'il appelle « faits d'agression », ou « ET », « événements théâtraux », le séparent nettement de Brecht, qui est beaucoup plus linéaire dans ses pièces.

— Edward Bond a mis en scène lui-même plusieurs de ses pièces. En avez-vous vu des représentations ?

— Non, mais il m'a parlé de ce qu'il demande aux acteurs. Il leur donne des indications que je ne pourrais pas donner. Il leur dit par exemple : « Imaginez que vous êtes en train de marcher sur le cadavre de votre enfant. » Puis il s'amuse à faire des renversements. Si une comédienne marche tout doucement, pour ne pas écraser le corps, il lui fait remarquer que la tête d'un enfant résiste plus que le globe terrestre, et que donc, elle peut marcher en appuyant très fort.

— Et vous, comment faites-vous ?

— La difficulté vient de l'habitude qu'on a de travailler les pièces de théâtre, en se fondant sur la psychologie. Avec les textes d'Edward Bond, cette méthode ne marche pas. Elle empêche de voir

ce qui devrait être évident. Parfois, on cherche, on se complique la vie, on fait des efforts énormes pour faire exister une scène et on tombe à côté, parce qu'on ne l'a pas abordée d'une manière « immédiate ». Pendant les répétitions du premier volet des Pièces de guerre (Rouge, noir et igno- rant), Edward Bond me disait souvent : « Pensez que les personnages sont comme des gens qui conduisent une ambulance. Ils arrivent sur les lieux de l'accident, il y a une femme prise sous une carrosserie, il faut la dégager, et en plus faire attention à ne pas la blesser en coupant les tôles. »

— L'avez-vous revu, depuis Avignon ?

— Oui, je suis allé à Cambridge, où il habite. Il m'envoie des télé-

copies disant : « Pouvez-vous venir ? Je sais que je demande beaucoup, mais le spectacle est si bien que je peux demander ce que je veux. » Il est très touchant, parce qu'il a été profondément marqué et déçu par beaucoup de représentations qu'il a vues de son théâtre. Ça l'a rendu méfiant. Il n'était pas venu voir la Compagnie des hommes, quand nous l'avions jouée à Paris [en 1992, au Théâtre de la Ville], mais il avait envoyé des amis, qui l'avaient rassuré. Depuis, il a confiance. C'est déterminant, parce que ça nous permet de travailler ensemble.

— Envisagez-vous de mettre en scène d'autres pièces d'Edward Bond ?

— Oui, sa dernière pièce, Coffee. Elle est vraiment comme une quatrième Pièce de guerre, mais cen-

trée sur la chute du mur de Berlin. Avant de la créer, je vais attendre un an ou deux. D'ici là, j'aimerais bien monter une pièce de Tchekhov. Mais je voudrais le faire avec les comédiens qui ont joué les Pièces de guerre. On a travaillé ensemble six mois. J'ai envie d'une suite. Je vais choisir une pièce de Tchekhov dans laquelle au moins les quatre ou cinq comédiens principaux pourront jouer. La Mouette, peut-être. Si je le fais, j'irai voir Edward Bond, pour qu'on en parle. J'aimerais bien poursuivre avec lui une sorte d'entretien continu. Parce que depuis les Pièces de guerre, cet homme sur son île est mon point de repère. »

Propos recueillis par BRIGITTE SALINO

UN JOUR

Que  
gagner les entr  
Des page

Le M

Multinationales ou PME, sociétés françaises ou étrangères, marchés, stratégies marketing, carrières, suivez tous les jours la vie des entreprises présentée avec la rigueur et les q

## CLÉS/Biographie

■ Itinéraire. Alors qu'il appartient à la génération de Patrice Chéreau et de Jean-Pierre Vincent, Alain Françon s'en distingue par son itinéraire. Ce Stéphanois a mis vingt ans pour aller d'Annecy à Annecy, évançant avec une saga et éternelle lenteur qui l'a conduit de Bertolt Brecht (l'Exception et la Règle, son premier spectacle, en 1972), à Edward Bond, dont il a fait triompher les Pièces de guerre, l'été 1994, au Festival d'Avignon.

■ Engagement. C'est avec Evelyn Didi, André Marcon et Christine Cohendy, trois grands comédiens d'aujourd'hui, qu'Alain Françon a fondé en 1971 le Théâtre éclaté d'Annecy, où il a travaillé jusqu'en 1989. Un théâtre engagé, sur le double

voile de la politique et des auteurs — en particulier Michel Vinaver, dont Alain Françon a créé les Tra-vaux at les jours, l'Ordinaire et les Voisins.

■ Direction d'acteurs. Après un détour de trois années — 1989 à 1992 — au Centre dramatique de Lyon, Alain Françon est retourné en Savoie, où il dirige un Centre dramatique à deux têtes — Chambéry et Annecy. Le pari n'est pas facile, le résultat certain. En quelques spectacles, dont la Remise de Roger Planchon, Alain Françon a définitivement affirmé son talent de directeur d'acteurs. C'est l'éditeur Rudolph Rach (à l'Arche), qui lui a fait connaître Edward Bond, dont il est devenu l'ami. Il a créé la Compagnie des hommes, en 1992, event de mettre en scène les Pièces de guerre, en 1994.

## EN BREF

CINÉMA : Marin Karmitz échète le Ciné Beaubourg. — Le groupe MK2 de Marin Karmitz vient d'ajouter un bâtiment à son patrimoine de salles de cinéma parisiennes, en rachetant le complexe Ciné Beaubourg, qui s'appellera désormais le 14 Juillet Beaubourg. Situées face au Centre Georges-Pompidou, ces six salles viennent s'ajouter aux vingt-deux salles du groupe MK2 réparties en cinq complexes : 14 Juillet Odéon, 14 Juillet Beaugrenelle, 14 Juillet Bastille, 14 Juillet Parnasse et 14 Juillet Hautefeuille. Un programme important de rénovation est prévu pour le 14 Juillet Beaubourg, à également indiqué MK2.

MUSIQUE : mort du pianiste de jazz Jess Stacy. — Le pianiste américain Jess Stacy est mort,

dimanche 1<sup>er</sup> janvier, à Los Angeles. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans. Après des débuts dans les bateaux à aubes du Mississippi, il avait participé à plusieurs formations du jazz des origines, dans les années 20, notamment avec Muggsy Spanier. Il était entré en juillet 1935 dans l'orchestre de Benny Goodman — il participe au concert historique de Carnegie Hall qui voit le sacre du clarinettiste en 1938 — tout en collaborant aux formations de Gene Krupa, Harry James ou Bud Freeman avant de rejoindre Bob Crosby en 1939. Dans les années 40, Jess Stacy rejoint avec Benny Goodman tout en dirigeant son propre big band ou des petites formations. A la fin des années 50 il quitte la scène et ne réapparaît en public que de manière occasionnelle.

هنا من الأصل



## COMMUNICATION

### Mort du réalisateur de télévision Hubert Knapp

L'« école des croquis »

Le réalisateur de télévision Hubert Knapp, auteur de documentaires, est décédé mercredi 4 janvier à Paris des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-dix ans.

Prolifique, inventif, généreux et chaleureux : les épithètes ne manquent pas pour célébrer Hubert Knapp, l'un des monstres sacrés du petit écran, qui fit les riches heures d'une ORTF défunte il y a précisément vingt ans.

Hubert Knapp commence sa carrière en 1948, en tant qu'assistant-réalisateur d'un des pionniers de la télévision, Jacques Arnaud. Il devient rapidement réalisateur à part entière. Après des courts métrages, il collabore à l'émission de cinéma « Cinéastes de notre temps », mais son domaine de prédilection est le documentaire et le portrait, où il devient vite un maître. Il en trace un de Jean-Luc Godard. En 1956, il est l'auteur

remarqué de la série télévisée « les Conteurs », qui assure sa renommée. Son style favorise la quête des mémoires populaires, et notamment la culture orale, « notre gisement aurifère le plus précieux ».

Comme son ami Jean-Claude Bringuier, qui devient son compagnon de réalisation, Hubert Knapp appartient à l'école de la « caméra-subjective », également appelée « école des croquis », dans la lignée de l'école Leacock. D'autres auteurs-réalisateurs comme Jean-Marie Drot ou Danièle Huchelle s'y rattachent. Aujourd'hui, certains — comme Christophe de Ponfilly et Frédéric Laffont (agence Interscoop) — font figure d'héritiers.

Rompant avec le style des documentaires télévisés d'alors — alourdis par des commentaires d'inspiration souvent touriste —, Hubert Knapp inaugure une nouvelle façon de filmer en lais-

sant parler les interviewés. C'est le résultat d'un important travail de préparation, notamment dans l'approche des personnes (dont il devient parfois l'ami), et d'une véritable complicité du regard et de l'écoute.

Hubert Knapp est de ceux qui croient que la grande histoire est aussi faite de l'accumulation de petites histoires. Sollicitant les confidences ou les souvenirs, il donne la parole, souvent à des « petites gens », dans des entretiens qui relèvent de la conversation, au ton parfois intime, traversés par l'amertume du souvenir des jours sans pain, des chausures neuves de la première communion, du départ à l'armée des conscrits, etc., mais également teintés d'humour et d'énergie.

Après la série des « Conteurs », Hubert Knapp et Jean-Claude Bringuier réalisent de nombreux documentaires, dont « Cinq Anglais pour Noël » qui leur vaut,

en 1962, d'être couronnés « meilleurs réalisateurs » par l'Association française de la critique de cinéma et de télévision. Tous deux signent et produisent ensuite pour la télévision publique leurs fameux « Croquis » (dont un consacré à la vie à l'Élysée et au portrait de Georges Pompidou, en 1970) et les « Provinciales ».

Hubert Knapp témoignait d'une immense curiosité, d'une incapacité à rester en place et d'un goût de la vie qui l'ont incité à tourner, plus récemment, des documentaires qui sont aussi des enquêtes et des reportages de société, sur l'Allemagne de Cologne à Berlin, sur les quartiers et les villes, de 1979 à 1981. Tout en signant ses « Chroniques de France », dont la dernière, « Les Alsaciens », portait de l'Alsace et de ses habitants, a été diffusée par France 3 (« le Moode radio-télévision » daté 9-10 septembre 1990).

Y.-M. L.

#### DANS LA PRESSE

#### Lionel Jospin dans la pré-campagne présidentielle

**Libération** (Jean-Michel Helvig) : « Sur le plan de l'intégrité personnelle, [Lionel Jospin] ne craint pas grand monde, au plan politique, il peut provoquer un débat, sinon un débat-lage, sur l'héritage des années Mitterrand plus gênant pour ses adversaires du PS que pour lui-même. Finalement, il ne prend que deux risques : sa faible présence médiatique n'en fait pas une star des sondages, et son antipathisme de principe devrait susciter une candidature radicale, que ce soit Tapie lui-même ou une doublure. »

**Le Figaro** (Christine Farvet-Mycia) : « Lionel Jospin a estimé avoir la voie libre d'autant que son éternel rival, Laurent Fabius, juge qu'il n'est pas en situation de se présenter tant que pèse sur lui l'affaire du sang contaminé. Mais il y a fort à parier que les fabusiens ne se résoudront pas à se placer derrière Lionel Jospin. Ils devraient inviter Jack Lang à se présenter et le PS aura bien du mal à éviter de retomber dans les querelles fratricides qui ont provoqué au congrès de Rennes l'écroulement de la famille mitterrandiste. »

**RTL** (Richard Arz) : « Après quatorze ans de mitterrandisme, les « éléphants » du PS sont devenus timorés face au pouvoir, et cultivent, par leurs divisions et leurs soupçons réciproques, tous les blocages possibles pour ne pas s'en approcher. Leur choix est entre approuver Lionel Jospin faute de mieux, ou le contrecarrer sans avoir de solution de rechange. »

**Europe 1** (Alain Duhamel) : « Lionel Jospin voudrait ressusciter l'ancrage à gauche, l'éthique, confirmer l'engagement européen, ne pas oublier la culture de gouvernement, mais démontrer que le Parti socialiste, c'est le cœur traditionnel de la gauche, ce qui, dans l'esprit de beaucoup, à commencer par ses électeurs, s'est éteint passablement estompé. (...) Lionel Jospin a des avantages et des handicaps. (...) S'il fallait résumer les choses, je dirais qu'il a une légitimité personnelle incontestable, mais qu'il a une base politique étroite. »

**France-Inter** (Pierre Le Marc) : « En politique, rien n'est éternel dans le bronze. Des obstacles imprévus peuvent à tout moment se dresser sur le boulevard d'Edouard Balladur. Son entrée prochaine dans la mêlée, même si elle est soigneusement préparée, le rendra plus vulnérable aux coups de ses assaillants et aux accidents de gouvernement. De Matignon à l'Élysée, il n'y a qu'un fleuve à traverser, encore faut-il savoir éviter jusqu'au bout les sables mouvants et les bancs de crocodiles. »

**La Chaine Info** (Pierre-Luc Séguillon) : « A ne s'en tenir qu'aux indicateurs d'opinion, l'élection d'avril 1995 n'est déjà plus [pour Edouard Balladur] qu'une formalité. Qu'il aille jusqu'au bout de son ambition ou déclare forfait avant l'heure, Jacques Chirac paraît engagé sur la voie fatale de la marginalisation. Rien n'y fait. Plus le maire de Paris s'agit, plus il paraît promis à la noyade. Quant au candidat socialiste, qui s'appellera peut-être Lionel Jospin, rien n'interdit de penser qu'il sera présent au second tour et y fera un score honorable. Mais tout porte à croire, cependant, que le succès est hors de portée. »

#### EN BREF

**PRISMA PRESSE** : lancement en mars de l'Essentiel du management. — Le groupe d'Axel Ganz, Prisma Presse, lancera en mars son deuxième mensuel économique, l'Essentiel du management. Préparé depuis un an, connu sous le nom de projet Mercure, ce mensuel destiné aux cadres d'entreprises, veut informer « sur tous les aspects concernant l'entreprise et la gestion ». L'Essentiel du management vise une diffusion d'environ 80 000 exemplaires, il comportera une centaine de pages et sera vendu 15 francs. Il est dirigé par Rémy Desserts, ancien responsable du précédent magazine économique du groupe, Capital, lancé en septembre 1991 et qui est devenu le premier magazine économique français avec une diffusion totale payée en 1993 de 335 700 exemplaires. L'objectif de Prisma est de constituer autour de Capital un petit groupe de deux ou trois titres économiques spécialisés.

**RADIO** : Canal Plus souhaite entrer dans le capital de RFM. — La chaîne cryptée Canal Plus négocie le rachat de la part de 13,49 % détenue par l'Événement du jeudi dans le réseau radiophonique RFM. L'Événement, qui a déposé son bilan en novembre, est actuellement en redressement judiciaire. Son repreneur, Thierry Verret, avait souhaité que l'Événement renonce à ses diversifications — RFM, salles de cinéma, etc. — pour se recentrer sur l'hébergement (le Monde du 23 décembre). Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a avalisé cette prise de participation, mais elle dépend aussi du feu vert de l'administrateur judiciaire de l'Événement. Le réseau RFM (110 émetteurs) est aujourd'hui détenu, à hauteur de 29 %, par Europe 1 qui contrôle sa régie publicitaire, Régie radio Music.

**CABLE** : Viacom veut vendre ses réseaux câblés pour 2 milliards de dollars. — Le groupe américain de communication Viacom Inc. veut céder ses réseaux câblés de télévision pour plus de 2 milliards de dollars (un peu plus de 11 milliards de francs). L'acquéreur, une

société contrôlée par des membres de minorités ethniques américaines et dont Telecommunications Inc. (TCI), premier câble-opérateur mondial, est actionnaire minoritaire, pourrait permettre à Viacom de bénéficier d'une réduction d'impôt sur les plus-values de 400 millions de dollars. La société acheteuse est dirigée par un homme d'affaires noir qui est à l'origine de cette disposition fiscale. Viacom pourrait aussi abandonner les poursuites qu'il avait engagées contre TCI.

**PUBLICITÉ** : Maurice Saatchi refuse la présidence d'une filiale de Saatchi and Saatchi. — Maurice Saatchi, ex-président du groupe publicitaire britannique Saatchi and Saatchi, a refusé, mardi 3 janvier, la présidence de filiale que lui proposait le conseil d'administration de la société holding (le Monde du 4 janvier). Fondateur de Saatchi and Saatchi en 1970, avec son frère Charles, Maurice Saatchi a été démissionné le 16 décembre 1994 par des actionnaires américains qui lui reprochaient, entre autres, de s'être fait attribuer un important paquet d'actions. Le publicitaire devrait empocher des indemnités de départ d'environ 5 millions de francs. Il reste maintenant au groupe Saatchi and Saatchi à changer de nom, selon le désir des actionnaires rebelles.

**VIDÉO** : Warner Home Video France commercialise le catalogue de France Télévision Distribution. — Warner Home Video France, filiale française de la compagnie américaine Time Warner, commercialise, depuis le lundi 2 janvier, le catalogue vidéo de France Télévision Distribution (FTD). Cet accord de distribution « permettra à FTD d'accroître sa pénétration du marché français de la vidéo en bénéficiant du savoir-faire technique et commercial de Warner Home Video France ». Le catalogue de FTD propose des films (Les Maîtres du pain, L'Instinct), du sport (Roland-Garros, Tour de France), et des documentaires centrés sur des personnalités des sciences ou du spectacle (commandant Cousteau, Haroun Tazieff, Jean-Michel Jarre, etc.).

#### UNE AFFICHE

vont  
eprises en 95 ?  
s en plus.

Monde

ng, structures financières, développement de nouveaux produits, cessions, acquisitions, jalités d'analyse du Monde. Et chaque mardi daté mercredi, le supplément Initiatives.

هكذا من الأصل

## Naissances

— Le 20 décembre 1994.  
Anna et Clara GRIOT  
sont nées à la fin de l'année pour la plus grande joie de leurs parents.  
Martine COHEN-SALMON  
et Frédéric GRIOT.  
et de leurs grands-parents.  
Gisèle et Didier COHEN-SALMON.

## Mariages

Charlotte RAAB  
Maurice Luis de MIRANDA  
ont la joie de faire part de leur mariage, célébré le 31 décembre 1994.  
91a Monarch Park Ave.  
Toronto, Ont. M4J 4R2 Canada.

## Décès

— Le président.  
Le conseil d'administration.  
Les membres de la Société française d'étude du seizième siècle.  
ont la tristesse de faire part du décès de

professeur Enea BALMAS.  
directeur de l'Institut di lingua e letteratura francese e del paese francofoni de l'université de Milan.  
leur éminent collègue et ami.  
1, rue Victor-Cousin.  
75230 Paris Cedex 05.

— Claude Bérard.  
Anne et Dominique Besse.  
leurs enfants, Véronique, Valérie, Christian.  
ont la douleur de faire part du décès de leur père, beau-père et grand-père.

## Engagement

survenu le 2 janvier 1995, dans sa quatre-vingt-deuxième année.  
Les obsèques auront lieu le vendredi 6 janvier, dans la plus stricte intimité, à Berthouville (Eure).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Claude Bérard.  
54, boulevard de l'Impératrice.  
B-1000 Bruxelles.  
Anne et Dominique Besse.  
820, boulevard Voltaire.  
75011 Paris.

— Paris Fenain.

M. Victor Cany.  
son épouse.  
Le docteur Louis Robinet  
et Françoise Robinet.  
ses enfants.  
Pierre, Mathieu et Anne Robinet.  
ses petits-enfants.  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Victor CANY.  
née Paule Milton.

survenu à Boulogne-sur-Mer, le 31 décembre 1994, dans sa soixante-quinzième année.

Selon la volonté de la défunte, ses obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale, suivies de l'inhumation au cimetière de Fenain (Nord) dans le caveau de famille.

Une messe sera célébrée ultérieurement à son intention à Paris.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

145, boulevard Serurier.  
75019 Paris.  
6, rue Mison.  
75015 Paris.

M. Alice CUNNACK WEMYSS.

épouse de feu Frank Cunnack  
et fille de l'unitaire de la flotte  
lord Wester Wemyss.  
est décédée le 31 décembre 1994, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les funérailles auront lieu au cimetière Chapel Gardens, West Wemyss, le lundi 9 janvier 1995, à 11 h 30.

## NINA RICCI

## SOLDES

Vendredi 6 Janvier 1995  
et jours suivants  
de 10h00 à 18h30

39, avenue Montaigne  
22, rue Cambon

ET POUR L'HOMME:

Ricci-Club

19, Rue François 1<sup>er</sup>

— Claire et Jean-Pierre Delpont.  
Marthe et Roger Catala.  
et leur famille.  
Patricia et Jean-Claude Malvesin.  
font part du décès de leur mère et tante.

M. Germaine DELPONT.  
née Dimaio.

survenu le 4 janvier 1995, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques seront célébrées le samedi 7 janvier, à 11 heures, en la cathédrale de Strasbourg.

Hôtel du Préfet.  
Petit Broglie.  
67000 Strasbourg.

— Dominique.  
son épouse.  
Laurant et Annie Desmoulin.  
Cécile Desmoulin et Bruno Lacoste.  
Germain Desmoulin.  
ses enfants et leurs conjoints.  
Deborah et Paul Desmoulin.  
Valentine Lacoste.  
ses petits-enfants.  
Marlène et Pierre Mouton.  
sa sœur et son beau-frère.  
ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre DESMOULINS.  
agréé de lettres.  
ancien élève  
de l'Ecole normale supérieure.  
pharmacien honoraire.

survenu le 2 janvier 1995, à Paris, à l'âge de soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 9 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, 9, rue du Docteur-Roux, Paris-15<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 16 heures, au cimetière de Rueil (Charente), dans la sépulture familiale.

La famille ne souhaite ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue du Docteur-Roux.  
75015 Paris.

— M. Louis Girard.  
son épouse.  
M. et M. Michel Hardel.  
M. et M. Jean-Louis Girard.  
M. et M. Philippe Girard.  
ses enfants.  
Ses petits-enfants.  
Ses arrière-petits-enfants.  
Toute la famille.  
ont la douleur de faire part du décès de

docteur Louis GIRARD.  
croix de guerre avec palmes.  
chevalier de l'Ordre du Mérite  
de la santé publique.

survenu le 4 janvier 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 9 janvier, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul d'Ivry-sur-Seine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, chemin des Marronniers.  
94200 Ivry-sur-Seine.

— M. Brigitte Jourquin.  
son épouse.  
Dominique et Laurent Jourquin.  
ses fils.  
Thérèse Jourquin.  
sa sœur.  
Bernard et Jacqueline Jourquin.  
soeurs et beaux-frères.  
Les familles Jourquin et Darré.  
ont la douleur de faire part du décès de

Laurent JOURQUIN.  
ancien combattant 1939-1945  
et Indochine.  
ancien des TAP.  
chevalier de la Légion d'honneur.  
croix de guerre 1939-1945  
et TOE.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Flaucourt (Somme) dans le caveau familial, le vendredi 6 janvier 1995, à 14 heures.

Costemale.  
40140 Soustons.

Les anciens commandos de France  
et les parachutistes d'Indochine.  
ont la douleur de faire part du décès de

capitaine Laurent JOURQUIN.  
chevalier de la Légion d'honneur.  
croix de guerre 1939-1945  
et TOE.

— Guy Seligmann.  
président de la Société civile des auteurs multimédias.  
Paul Fournet.  
président de la Société des gens de lettres de France.  
Les membres des conseils d'administration.  
Laurent Davillier.  
détaché général.  
Les sociétaires.  
font part du décès de

Hubert KNAPP.  
survenu le 4 janvier 1995, dans sa soixante et onzième année.

Ils s'associent à la douleur de la famille et lui présentent leurs plus vives condoléances.

Hôtel de Massu.  
38, rue du Faubourg-Saint-Jacques.  
75014 Paris.

(Lire page 15.)

— Aida Laufer.  
son épouse.  
André, Sylvie, Jean-Pierre, Lucie.  
ses enfants et leurs familles.  
ont la douleur de faire part du décès de

Samuel LAUFER.

survenu à son domicile, le 1<sup>er</sup> janvier 1995, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées à Pau.

Les Jardins de Trespoey.  
4, rue des Hauts-Champs-de-Trespoey.  
64000 Pau.

— La Fondation santé des étudiants de France.

Et le centre médical Jacques-Arnaud.  
ont le regret de faire part du décès, survenu le 3 janvier 1995, du

docteur Gilbert LEBRETON.  
ancien médecin de la fondation.  
ancien médecin-directeur  
du centre médical Jacques-Arnaud.

Fondation santé des étudiants de France.  
8, rue Emile-Deutsch-de-la-Meurthe.  
75014 Paris.

— M. Yvon Linant de Bellefonds.  
son épouse.  
M. et M. Xavier Linant de Bellefonds.  
M. et M. Denis Bougnoux.  
M. et M. Antoine Loubeyre.  
ses enfants.  
Ses petits-enfants.  
M. Gaston Caly.  
sa sœur.  
Les familles Serieux, Boulouis, Horn.  
Perroux, Colao.  
ont la tristesse de faire part du décès de

Yvon LINANT DE BELLEFONDS.  
directeur de recherche honoraire  
au CNRS.

survenu le 29 décembre 1994.

Les obsèques ont eu lieu le 2 janvier 1995.

7 bis, boulevard Rocheplatte.  
45000 Orléans.

Né en 1904 au Caire, Yvon Linant de Bellefonds fut avocat général aux juridictions mixtes d'Egypte, professeur à l'Ecole française de droit du Caire, puis directeur de recherche au CNRS. Spécialiste des questions de droit musulman et de droit international privé, il est l'auteur, entre autres ouvrages, d'un important *Traité de droit musulman comparé*.

— Michèle voudrait faire savoir, à tous ceux qui apprécieraient le dynamisme, l'humour et la générosité de

Jean-Pierre MALAUSSENA.

qu'il a décidé de nous quitter le 10 août 1994, à Nourou.

— Ancey-le-Vieux.  
Boulogne-Billancourt, Nimes, Meudon.

Paul, Mireille, Claudine et Philippe Martin, et leurs familles.  
ont la douleur de faire part du décès de leur mère.

Marie-Louise MARTIN.

survenu le 30 décembre 1994, dans sa soixante-troisième année, un mois après celui de son époux.

Jean Emile MARTIN.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 3 janvier 1995, à Orgueil (Var).

Résidence Le Parc.  
4, rue Jean-Aicard.  
83300 Draguignan.

— Ses parents.  
Ses frères et sœurs, leurs conjoints.  
Sa filleule.  
Ses neveux et nièces.  
font part du décès de

Isabelle MEYER.

survenu à l'âge de trente-cinq ans, à Rieux (Haute-Garonne), le 26 décembre 1994.

8, rue de Colmar.  
68270 Wittenheim.

— M. et M. François Toutain.  
et leurs enfants, Christophe, Cécile et Marianne.  
Les familles Toutain, Dahlem.  
Despagnet, André, Chauveau.  
Parents et alliés.  
ont la douleur de faire part du décès de

M. André TOUTAIN.

survenu à Toulouse, le 3 janvier 1995, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 9 janvier, à 11 heures, en l'église Saint-Antoine-des-Quinze-Vingts, 66, avenue Ledru-Rollin, Paris-12<sup>e</sup>.

64, rue des Châlets.  
31000 Toulouse.

Anniversaires

— Il y a cinq ans.

Simonne KLEIN.  
née Dedert.

nous a civillement quittés, mais pas en esprit.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

## Messes anniversaires

— Il y a dix ans.

Christine D'URON

quittait les siens.

Que ceux qui l'ont connue et aimée aient une pensée pour elle.

Une messe sera célébrée samedi 7 janvier 1995, à 11 h 30, en la chapelle Royale, Notre-Dame-de-la-Compassion, place du Général-Koenig, Paris-17<sup>e</sup>.

— Pour le quatorzième anniversaire du rappel à Dieu de

José LE THEULLE.  
ministre de la défense.  
maire de Sablé.

une messe sera célébrée le dimanche 8 janvier 1995, à 11 heures, en la chapelle Saint-Louis de l'Ecole militaire.

Souvenirs

— L'officier-interprète

Sylvain LEVY.

son épouse, née

Simone GRUMBACH.

leur fils de dix-sept ans.

Claude LEVY.

ont été enlevés, en 1944, à Sarlat (Dordogne), puis livrés au camp de Drancy.

Ils ont disparu au camp d'Auschwitz-Birkenau.

Leur souvenir ne périra pas.

Conférences

Les conférences de l'Etoile :  
« Dieu et la mort »

Six mini-conférences de midi, de 12 h 45 à 13 h 15 précises.

Avec Xavier de Chabrand, prêtre catholique, ancien responsable du Centre pastoral de Saint-Merri, et Alain Houzelau, pasteur, docteur en philosophie et en théologie.

Jeu 21 janvier 1995 : « Dieu décide-t-il de notre mort ? »  
Jeu 19 janvier : « Tu ne tueras point. »  
Jeu 26 janvier : « Qui a tué Jésus ? »  
Jeu 23 janvier : « Le problème du mal. »  
Jeu 16 février : « L'au-delà. »

Temple protestant de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17<sup>e</sup>. Métro : Argentine. Entrée libre. Libre participation aux frais.

Soutenances de thèses

— Pierre Sessat soutiendra sa thèse de doctorat d'histoire de l'art sur « Les églises-halles en Lorraine aux quinzième et seizième siècles », le lundi 9 janvier 1995, à 14 h 30, à l'université Paris-X-Nanterre. Le jury sera composé de MM. Carol Heitz (Paris-X), Michel Bar (Nancy-II), M. André Vaucher (Paris-X).

— M. Georges Beau-  
rain, directeur à l'Association française des banques et non Beaumain, comme il avait été écrit par erreur dans le *Monde* du 4 janvier, a été promu officier dans l'Ordre de la Légion d'honneur.

RECTIFICATIF : M. Georges Beau-  
rain, directeur à l'Association française des banques et non Beaumain, comme il avait été écrit par erreur dans le *Monde* du 4 janvier, a été promu officier dans l'Ordre de la Légion d'honneur.

LOTTO

MERCREDI 4 JANVIER 1995

13 15 21 40 44 49 36

2035

21 31 34 38 44 49 1

2035

21 31 34 38 44 49 1

2035

21 31 34 38 44 49 1

2035

21 31 34 38 44 49 1

2035

21 31 34 38 44 49 1

2035

21 31 34 38 44 49 1

2035

21 31 34 38 44 49 1

2035

21 31 34 38 44 49 1

2035

21 31 34 38 44 49 1

2035

21 31 34 38 44 49 1

2035

21 31 34 38 44 49 1

2035

21 31 34 38 44 49 1

2035

21 31 34 38 44 49 1

2035

21 31 34 38 44 49 1

2035

21 31 34 38 44 49 1

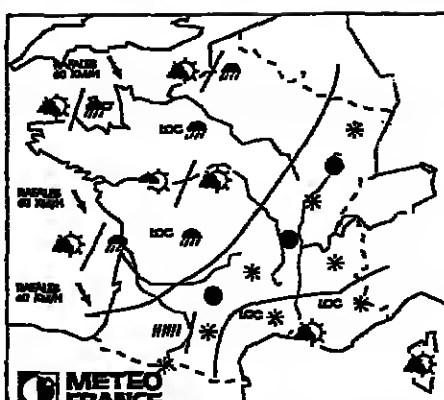
2035

21 31 34 38 44 49 1

2035

21 31 34 38 44 49 1

## MÉTÉOROLOGIE



TEMP. MIN. ET MAX. 6 JANVIER 1995 VERS MIDI

LEGENDA

ENVELOURE

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.

TEMP. MIN. ET MAX.



# Le Monde DES LIVRES

## Folies canadiennes

Timothy Findley dresse le portrait angoissant d'une famille pétrifiée par la déraison. Margaret Atwood conte avec ironie la guerre que se livre un quatuor féminin. Deux tonalités, deux modes pour décrire un même sujet : la folie

**LE DERNIER DES FOUS**  
(*The Last of the Crazy People*)  
de Timothy Findley.  
Traduit de l'anglais (Canada)  
par Nadia Akrouf.  
Le Serpent à plumes,  
320 p., 110 F.

**LA VOLEUSE D'HOMMES**  
(*The Robber Bride*)  
de Margaret Atwood.  
Traduit de l'anglais (Canada)  
par Anne Rabinovitch.  
Robert Laffont, 488 p., 139 F.

Ils sont tous deux canadiens, tous deux anglophones, tous deux déterminés à dire ce que bon leur semble, quitte à faire peur. Ils appartiennent à la génération dite « post-coloniale » des romanciers qui ont renouvelé la littérature de leur pays, ils militent en faveur de l'écologie, ils passent tout ou partie de leur temps dans des fermes, non loin de Toronto... et ils viennent de faire paraître, en France, deux romans fondamentalement différents. Preuve que la création littéraire échappe aux similitudes de l'existence, Timothy Irving Frederick Findley — communément appelé « Tif » — et Margaret Atwood offrent aux lecteurs deux livres originaux dont le seul point commun semble être la description de la part maudite qui existe en chaque être, en chaque société.

Tif, puisque tel est son nom de guerre, se présente comme un « aimable misanthrope » de soixante-quatre ans, très tôt parti de l'école pour devenir comédien. A l'époque, se souvient-il, son rêve était de « jouer des personnages diaboliques » pour se dissimuler derrière le masque de la vilénie. Au théâtre, il apprend à manipuler le langage, à brosser des portraits et aussi à se « cacher » derrière les protagonistes censés parler à sa place. « Un précepte très lâché », reconnaît-il dans un grand sourire, mais tellement commode pour pouvoir tout dire sans être vraiment là. Lorsque vient le désir d'écrire, il travaille longtemps, en solitaire, avant de publier son premier roman, en 1964. *Le Dernier des fous* essuiera d'abord un refus des éditeurs canadiens, horrifiés par l'image que ce texte renvoyait de leur pays.

C'est une maison nord-américaine qui éditera finalement ce livre splendide où se lisent les effrois d'une société en cours de désagrégation. Autour de Hooker, l'enfant de onze ans dont le regard donne au récit son centre de gravité, Findley construit le tableau glauque d'une famille pétrifiée par la folie. En dépit de quelques faiblesses mineures, dues sans doute à la jeunesse de l'auteur, le roman réussit à rendre une atmosphère parfaitement étouffante dans une langue mouvante, élastique, chaude, où passe un vent brûlant qui rappelle la littérature du sud des États-Unis. Sans jamais s'égarer, sans défaire un seul instant le nœud coulant d'angoisse qui ensere



Timothy Findley : « Aimable misanthrope ».

chaque paragraphe. L'écriture de Timothy Findley épouse les méandres de la peur et de l'obsession dans une suite de chapitres aussi visuels et presque palpables que des scènes de théâtre.

Comme au théâtre encore, le roman est tout entier suspendu à l'attente d'un dénouement qui ne peut être que sanglant, chacun des personnages flottant en suspension dans un air de plus en plus raréfié. De cette famille Winslow, condamnée au désespoir, le lecteur découvre progressivement les protagonistes sans que soit formellement précisée l'origine de leur mal. La folie de la mère, barricadée dans sa chambre à coucher, celle du père, retranché en lui-même, celle du fils aîné, qui meurt de ce que la vie ne soit pas un poème, celle de Hooker, enfin, se rattachent en partie à la mort, jamais vraiment explici-

tée, d'un enfant. Mais, au-delà, c'est un destin tragique, une antique fatalité qui les enveloppe, le symptôme ultime d'une société coloniale en train de se défaire.

Tous, ils errent dans une sphère en rupture de réalité, un univers de cauchemar où les seuls êtres à peu près vivants sont les servantes noires, celles qui n'ont pas de monde à défendre. Parlant de ses patrons, l'une d'elles s'écrit : « Ces gens-là dorment, ils dorment tous. (...) Ils dorment le jour et la nuit, ils sont enfermés dans une infinité de vieilles chambres. Toute leur vie tourne autour de choses mortes. » La mort, bien sûr, aura le dernier mot : pas même un cri mais un soupir, un soupir de soulagement dans cette famille où rien ne pouvait se dire en dehors de la fuite et des imprécations.

Le difficile accès au réel figure aussi au centre du roman de Margaret Atwood, mais de façon radicalement différente. L'imposant récit — qui aurait sans doute gagné à plus de concision — trace l'histoire de trois femmes hantées par la présence récurrente et maléfique d'une quatrième figure, celle de la démoniaque Zénia, la « voleuse d'hommes ». Tony, Roz et Charis subissent les tempêtes imposées par les revirements, les trahisons et les mensonges de cette femme qui incarne le mal en les renvoyant à leurs insuffisances, à leur pénible appréhension de la réalité. Car toutes trois connaissent cette faiblesse, bien qu'à des degrés divers, toutes se battent avec leur propre substance, celle de leur corps et celle de leur esprit : Tony, enfermée dans la bulle étanche de sa fascination pour la stratégie militaire, Roz dans le confort de sa chambre blanche et de sa vie de femme d'affaires, Charis dans les limbes vaguement ésotériques d'un monde empli d'« auras » multicolores et de magie funeuse.

Au-delà de l'intrigue proprement dite, l'intérêt principal de *La Voleuse d'hommes* réside dans l'analyse sociologique, parfois brutale et souvent très drôle, du malaise que peuvent éprouver les femmes dans une société où les combats féministes ont été remis sans avoir vraiment abouti. Pionnière dans son acharnement à faire savoir que la littérature canadienne existait par elle-même, Margaret Atwood a aussi longtemps été critiquée pour son attitude jugée féministe à l'excès. « J'ai été perçue comme une militante, une méduse, on m'a diabolisée, représentée comme une sorcière », explique cet écrivain de cinquante-cinq ans qui voudrait tellement « vivre dans un pays, un monde où les débats et les bagarres ne seraient pas si nécessaires », tout en reconnaissant la chose impossible.

Peut-on voir dans son roman la mise à distance romanesque et toujours ironique de ces combats sans cesse recommencés ? *La Voleuse d'hommes* est, en tout cas, la représentation d'un microcosme régi par la guerre, où règnent les décombes, le désastre, l'idée que peut-être seuls survivront « le sang, la violence et la rage ». Dotée d'un puissant humour noir, l'auteur peint un univers d'où les hommes sont à peu près absents, qu'ils soient manipulés, égarés, enfus, incapables ou tout simplement plongés dans un profond sommeil. Comme dans une version retournée de *La Belle au bois dormant*, chacune des trois femmes trahies regarde son compagnon dormir avant que Zénia ne vienne le lui subtiliser. De cette guerre, Zénia est peut-être le vainqueur, mais aussi les filles de Roz et de Charis, nées toutes armées pour la bataille. L'invention désopilante, par deux jumelles de sept ans, d'un monde où « les personnages de toutes les histoires devaient être féminins. Winnie l'Ours, Porcinet, Jeannot Lapin » fournit un clair avertissement à la génération suivante : la lutte continue.

Raphaële Réroli

## Lointaine étoile

Trajectoire particulière que celle de François Augiéras. L'essai de Philippe Berthier tente d'en saisir le sens

**FRANÇOIS AUGIÉRAS, L'APPRENTI SORCIER**  
de Philippe Berthier.  
Ed. Champ Vallon.  
220 p., 110 F.

Provocateur, rebelle, illuminé, François Augiéras a soigné son image d'écrivain maudit, inclassable, irrécupérable. Et pourtant, comme le note justement Philippe Berthier, qui à la suite de Paul Placet (1) consacre un essai riche et stimulant à l'auteur du roman *Le Vieillard et l'Enfant*, il n'a pas manqué de soutiens, d'admirateurs, d'éditeurs et, au food, de lecteurs. Son œuvre constamment disponible et rééditée, entre autres chez Minuit, Flammarion et Fata Morgana, dont le directeur, Bruno Roy, possède de nombreux documents inédits, ici largement cités, n'a jamais été oubliée. Jean Chalon l'a fait largement connaître. Il faisait toutefois observer (2) : « Qui connaît François Augiéras ? Personne. Pas même moi qui ai la prétention d'en parler. Je ne l'ai jamais rencontré. J'ai

lu simplement ses livres. Le coup de foudre a commencé en 1964 avec *L'Apprenti sorcier* (3) paru chez Julliard. » Augiéras lui écrivait : « Il me semble parfois être une lointaine étoile. (...) Disons si tu veux, un quasar : ces étoiles difficiles à situer, aux signaux très énigmatiques, et sur le compte desquelles toutes les hypothèses sont possibles. »

J.M.G. Le Clézio, comme d'autres avant lui, l'a comparé à Rimbaud. A vrai dire, c'est Augiéras lui-même qui écrivait, dans une lettre : « (...) Je suis un peu le Rimbaud de ce temps. » C'est en effet à vingt-quatre ans que l'écrivain entre en littérature avec un livre signé sous un nom arabe, imprégné d'Orientalisme, de sensualité, de haine sociale. Le bref roman révèle une passion sexuelle entre un vieux colonel et son neveu, qui n'est autre que François Augiéras lui-même. Le vieillard devait toujours nier l'authenticité du récit, comme en témoigne une lettre à l'éditeur publiée en appendice du présent essai :

« Quant à la valeur morale du personnage, j'ose à peine en écrire. Intelligent certes, mais âme vile. Il est déséquilibré, morbide et sadique, menteur et sournois, maître chanteur et sans scrupule, très dangereux. Pour tout dire c'est hélas, une canaille, dont vous vous faites inconsciemment le complice... »

### Délire sur la décadence

Sans se placer sur le mouvant terrain des « valeurs morales », on peut cependant, avec Philippe Berthier, s'interroger sur les conceptions fluctuantes qu'Augiéras avait de la civilisation. Antiraciste indubitable, il cédait pourtant à des délires sur la décadence, qui l'amenaient à développer des raisonnements confus et embarrassants. De même, les épisodes racontés dans la *Trajectoire* (4) peuvent faire naître chez ses admirateurs une certaine gêne, même si l'on ne peut douter de son hostilité déclarée au nazisme. Pour

prendre sa défense, Philippe Berthier le compare à Maurice Clavel, qui, lui aussi, succomba aux charmes de « l'aventure des Compagnons de France ». De plus en plus mystique, Augiéras finira dans une sorte d'obscurantisme confinant à la folie. Mais c'est aussi dans ces textes de la fin — papiers personnels, lettres ou brefs récits, comme *Domme ou l'essai d'occupation* (5) — où le pansexualisme se mêle à une sorte de dispersion de l'identité, que l'originalité de l'écrivain éclatera dans une « consommation acceptée du sujet », selon Philippe Berthier.

René de Ceccatty

- (1) François Augiéras, *un barbare en Occident*, Pierre Fata Morgana, 1988.
- (2) Dans *L'avenir est à ceux qui s'aiment*, Stock, 1979.
- (3) Ce titre a depuis été réédité par Fata Morgana.
- (4) Fata Morgana, 1990. Il s'agit de la réédition d'un ouvrage issu d'abord paru en 1968 chez Christian Bourgois sous le titre *Une adolescence au temps du Maréchal et de multiples aventures*.
- (5) Première publication en 1982 chez Fata Morgana. Édition intégrale aux Éditions du Rocher, 1990.

### LE FEUILLETON de Pierre Lapape

#### Les seins de Pauline Littré

Alain Ferry appartient à cette étrange chevalerie des intoxiqués de la lecture. Il fait ivresse de tout ce qui lui tombe sous les yeux. Nourri au sein de cette ivresse, la *Mer des mammelles* est le fruit d'une recherche de huit ans sur toutes les citations relatives aux seins des femmes. Roman par les lettres sur les lettres, l'ouvrage de Ferry est une longue promenade nautique et tonique sur une mer aux formes infinies.

Page 22

#### LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

L'automne et la saison des prix n'ont pas « effeuillé » les éditeurs. Pour cette rentrée hivernale, romans — français et étrangers —, essais, documents sont au rendez-vous en grand nombre.

Pages 18 et 19

#### ENQUÊTE

#### Angleterre, le roi poche

L'édition anglaise se porte bien. Soutenue par un des marchés les plus consommateurs d'Europe, la production ne cesse de croître. Mais cette abondance profite surtout à un type d'ouvrage : le livre de poche. Représentant 80 % des ventes, il détermine de plus en plus les politiques éditoriales des grands groupes. Celles-ci sont également marquées par une internationalisation toujours plus grande, notamment en direction de l'énorme marché américain. Face à ces deux tendances, certains petits éditeurs tentent de faire entendre leur différence.

Page 21



## ROMANS FRANÇAIS

## Moisson d'hiver

Les auteurs reconnus sont, comme d'habitude, au rendez-vous de la nouvelle année

Comme toujours, la rentrée d'hiver a son lot de vedettes, et, cette année, on citera en tout premier lieu un écrivain de quatre-vingt-quatre ans, Julien Green, qui donne un nouveau roman, *Dieu* (Fayard). Milan Kundera revient avec un bref texte, *La Lenteur*, et Claude Roy avec un essai autobiographique, *Les Rencontres des jours* (tous deux chez Gallimard), tandis que Tahar Ben Jelloun publie des nouvelles, *Le premier amour est toujours le dernier* (Seuil), et Pascal Quignard une nouvelle série de « petits traités », *Rhétorique spéculative* (Calmann-Lévy).

Les talents reconnus, déjà couronnés par des prix ou ne s'en souciant guère, sont aussi au rendez-vous, en grand nombre. Parmi eux : Frédéric Tristan, *l'Enigme du Vatican* (Fayard) ; Jean Raspail, *l'Anneau du pêcheur*, et Claire Galliss, *la Nuit dernière quand j'étais jeune* (tous deux chez Albin Michel) ; Daniel Boulanger, *Caporal supérieur* (Gallimard, avec en même temps un livre de poèmes, *Sous main*) ; Remo Forlani avec une autobiographie, *Remo* (Denoël) ; Bruno Guy-Lussac, *Arion* (Gallimard) ; Jacques Chessex, *le Rêve de Voltaire* ; Suzanne Prout, *l'Album de famille* ; André Stil, *le Mouvement de la terre* ; Edmond Charles-Roux, *Nomade j'étais* — la suite de son travail sur Isabelle Eberhardt ; Christine de Rivoyre, *Rocantec-mol les Flamboyants* (chez Grasset) ; Anne Hébert, *Aurélien, Clara, Mademoiselle et le lieutenant anglais* (Seuil) ; Agustín Gómez Arcos, *l'Ange de chair* (Stock).

On retrouvera avec plaisir le haïtien Ennèe Olivieri, avec *les Urnes scellées* (Albin Michel), tout comme Pierre Bergounioux,

avec *Mienne* (Gallimard), Frédéric Breyer, avec *Est-ce que tu m'aimes ?* (POL), Pierre Dumayet, avec *le Parloir* (Verdier). Ceux qui aiment les nouvelles auront certainement du plaisir avec *le Jardin de Dima*, de Sylvie Weil (Flammation) ou le troisième recueil d'Anne Delmer, *Nus et masques* (Jacqueline Chambon). Etienne Roda-Gil, dont on connaît les chansons, publie son troisième roman, *Iberian* (Stock). Armande Gobry-Vallée, qui reçut le Goncourt du premier roman pour *Iblis ou la détroite du serpent*, revient avec *le Puits d'azil* (Viviane Hamy). L'éditeur Hubert Nyssen, fondateur d'Actes Sud, arrive chez Gallimard avec *l'Italienne au rucher*. Yves Pagès, auteur d'un essai passionnant sur Céline (Seuil), publie *Phaëtus que rien* (Julliard).

Pierre Lepère, poète et auteur de *l'Age du furieux* (Hachette), est aussi au rendez-vous de cette rentrée avec *l'Héritage de la nuit* (La Différence). Tout comme Adèle Blaszczak, *le Prince vert* (Belfond) ; Marc Bressant, *Un siècle sans histoire* (de Fallois) ; Michel Grisolia, *l'Excelsior* (Flammation) ; Jean-Noël Pancrazi, *Madame Arnould* (Gallimard, coll. « Haute Enfance ») ; Daniel Zimmermann, *Monsieur et Madame Chaussette* (Julliard) ; Marcel Moreau, *Bal dans la tête* (La Différence) ; Frédéric Lenormand, *l'Odyssée d'Aboupari*, et Jean-Guy Soumy, *le Bouquet de Saint-Jean* (tous deux chez Laffont) ; Gérard Guégan, *Euridyce ne répond plus* (L'Olivier) ; Marc Trillard — prix Interallié 1994 pour *El Dorado SI* —, *Thé de cheval* (Phebus) ; Natacha Michel, *Giel deint*, et Michèle Gazier, *Naïveté* (toutes deux au Seuil, coll. « Fiction & Cie ») ; Marc Nacht,



pour son deuxième roman, *la Traversée de l'Algar* (Stock).

Au chapitre des essais littéraires et des biographies, relevons : *Tombeau de Roman Gary*, de Nancy Huston (Actes Sud) ; *Louis-René Des Forêts*, de Jean Roudaut (Seuil, coll. « Les contemporains ») ; *Philippe Solers*, de Catherine Clément (Julliard, coll. « Écrivain/Écrivain ») ; *Edward*, de Violaine Vanoye (Julliard) ; *Héroïne* de Garin propose *Littérature vagabonde*, une suite de portraits d'écrivains (Flammation) ; Jean Borie un intéressant

essai sur Flaubert — singulièrement sur *l'Éducation sentimentale* —, *Frédéric et les Amis des hommes* (Grasset) ; Roger Muzier livre des carnets, *Opus Incertum* (Deyrolle éditeur).

Enfin, au cours du trimestre, sortiront des premiers romans. Une quinzaine. A défaut d'en dresser la liste, on ne saurait trop inciter les lecteurs à aller vers ces inconnus, à ne pas se priver de ces découvertes. Les bonnes surprises ne sont pas aussi rares qu'on le croit.

Jo. S.

## LETTRES ÉTRANGÈRES

## Le goût des classiques

De Faulkner à Jünger en passant par Stevenson

Toujours plus représentés dans les catalogues des éditeurs, les écrivains anglo-saxons ne manquent pas leur rendez-vous pour cette rentrée d'hiver. Parmi les plus attendus des auteurs venus d'Amérique : Russell Banks, avec *les Jours de mon emprisonnement* (Actes Sud), John Hawkes, *Autobiographie d'un cheval* (Seuil), Anais Nin, *Incest* (Stock), Susan Minot, *la Vie secrète de Lillian Eliot* (Gallimard, février), ou Charles Binkowski, mort cette année, *Pulp* (Grasset, février). En même temps que le deuxième tome des œuvres de William Faulkner, « La Pléiade » publiera en mai un album consacré à cet écrivain. Retenons encore Barbara Kingsolver, *l'Arbre aux haricots* (Rivages), Edmund Wilson, *Mémoires du comte d'Hécaté* (Bourgeois, février), Kaye Gibbons, *Une sage-femme* (Flammation) ; des nouvelles enfin de Katherine Anne Porter, *la Tour penchée* (Ombres), et de James Salter, *American Express* (l'Olivier).

Du côté des Anglais, les édi-

tions Nil poursuivent la publication de la correspondance de Robert-Louis Stevenson, *Lettres des mers du Sud*, accompagnée du second volet de la biographie de l'écrivain par Michel Le Bris (avril), tandis que Phebus propose un roman de Daphné du Maurier, *le Général du roi* (février). On trouvera chez Bourgeois *Quelle importance ?* (Denoël), et une édition bilingue de *Quatre lettres cachées* de Virginia Woolf (février). De Graham Swift, Gallimard publie un nouveau roman, *la Leçon de natation*. Et aussi : un nouveau livre d'Anita Brookner, *Romance* (Belfond), *Joux au crépuscule* d'Anita Desai (Denoël), *l'Oiseau crocodile* de Ruth Rendell (Calmann-Lévy), *Je me souviens de Babylone* de l'Australien David Malouf (Albin Michel, mars).

Les lettres allemandes, classiques et modernes, sont également bien représentées : avec Ernst Jünger fête cette année ses cent ans avec plusieurs rééditions et un inédit (Bourgeois, mars) ; avec aussi Franz Werfel, *le Paradis volé* (Jacqueline Chambon, mai), Siegfried Krause, sur lequel un essai a paru en 1994 à La Découverte, *Rues de Berlin et d'ailleurs* (Le Promeneur, février), le romantique Clemens Brentano, *les Trois Voix et autres récits* (Aubier), Anna Seghers, *Les morts restent jeunes* (Autrement, février). Chez Ombres, en février, on retrouvera Heimito von Doderer (*la Dernière Aventure*). Un nouveau roman de Gert Jonke, *la Guerre du sommeil*, est publié chez Verdier (février).

Les Espagnols, qui seront à l'honneur au Salon du livre de Paris, ont la part belle chez Chris-

tian Bourguis (mars) : entre autres, Manuel Vazquez Montalban (*Sabotage olympique*), Javier Tomeo (*Problèmes neurales*) ou Juan Marsé (*les Nuits de Shanghai*). Par ailleurs, Gabriel Garcia Marquez sera présent avec *De l'amour et autres démons* (Grasset, février), Mario Vargas Llosa avec ses mémoires, *le Poisson dans l'eau* (Gallimard, février), Eduardo Galeano avec des chroniques, *le Livre des étreintes* (La Différence) et la romancière Sanna Garcia Snubriet avec *Bruna* (Verdier, mars). Enfin, un roman de Miguel de Unamuno datant de 1917, *Abel Sanchez* (L'Age d'homme, mars).

Du côté des Italiens, on pourra lire, de Lalla Romano, *le Silence partagé* (L'Arpentier, février), de Guido Ceronetti, *la Patience du brulé* (Albin Michel), de Salvatore Marzulli, *la Fille perdue* (Pinn), de Vitaliano Brancati, *Journal romain* (Fayard), de Cristina Comencini, la fille du cinéaste, *les Pages arrachées* (Verdier), ou de Maria Rosa Cutrufelli, *la Brigantia* (Viviane Hamy, février).

Les *Carnets*, qui comportent une part d'inédits, de Vaslav Nijinsky (Actes Sud), représentent les lettres russes ; Slawomir Mrozek, *les Porte-plumes* (Albin Michel), ou Andrzej Scypiorski, *Whisky américain* (de Fallois, février), les lettres polonaises. Laffont traduit du tchèque *les Chrysalides*, de Daniela Hadravá, et Albin Michel les *Braises*, du grand écrivain hongrois Sándor Márai (février). L'Europe du Nord n'est pas en reste. Du néerlandais sont traduits, d'Hugo Claus, *Gilles et la nuit* (Calmann-Lévy), et de Hella S. Haasse, *Une liaison dangereuse*, *Lettres de La Haye*

(Seuil). Du norvégien, une pièce de Henrik Ibsen, *Ère soi-même* (Les Belles Lettres) et du danois, Henrik Stangerup, *Vipère au cœur* (l'Olivier, février). Du Japon viennent deux livres de Yasushi Inoue, *Kôzakû* (Denoël, février) et *le Maître de thé* (Stock). Du Prix Nobel Kenzaburô Oe, Gallimard publie *Une existence tranquille* (février) ; Le Serpent à plumes, enfin, propose *A l'équinoxe et au-delà de Natsumi Soseki* (avril).

Pour ce qui est des contrées linguistiques moins souvent explorées, les éditeurs manifestent aussi leur curiosité : de l'écrivain turc Orhan Pamuk, *le Livre noir* (Gallimard) ; de l'Islandaise Steinunn Sigurdardóttir *le Valeur de vie* (Flammation, février) ; Helena Kadaré, femme de l'écrivain albanais, publie *Une femme à Tirana* (Stock, février) ; traduit de l'arabe (Liban), Actes Sud publie *Poste restante*, *Beirut* de Hanan El Cheikh (février), et Arléa, *le Petit Homme et la Guerre* d'Elías Khoury. Stock, enfin, *Retour et Revanche*, deux récits de l'écrivain bangladais Taslima Nasreen (février).

Marion Van Renterghem

L'Institut International Charles Perrault et l'Association Les Amis de la Joie par les livres organisent le 12 Janvier au SENAT Salle Georges Clémenceau 15 rue de Vaugirard, Paris 6ème, une journée sur le thème : « Conscience historique, conscience politique : l'apprentissage du jeu démocratique par la littérature de jeunesse ». Renseignements : 74/0139.59.59.29

## ESSAIS

## Une foule d'idées

Des programmes abondants et des titres de qualité confirment la vitalité retrouvée de ce secteur

Dans la série des grandes commémorations, « l'année Paster » commence déjà. Le grand homme est mort le 28 septembre 1895, mais son centenaire, qui suscitera des expositions, colloques, et manifestations de tous ordres, donne déjà lieu à la publication de plusieurs livres, parmi lesquels une biographie de Patrice Debré (Flammation), un essai de René Dubos, *Louis Pasteur, Franc-Tireur de la science* (La Découverte), un volume de première initiation de Daniel Raichvarg (Gallimard-Découverte). Une autre figure légendaire de la connaissance scientifique du XIX<sup>e</sup> siècle, Charles Darwin, s'est vu consacrer de multiples travaux. Deux biographies du savant font l'objet de traductions françaises : l'une de Peter J. Bowler (Flammation), et l'autre de John Bowly (Presses Universitaires de France).

D'autre part, le 50<sup>e</sup> anniversaire de la libération des camps d'extermination nazis (les Russes arrivèrent à Auschwitz le 27 janvier 1945) coïncide avec une série de publications comme *l'État criminel. Les génocides au XX<sup>e</sup> siècle*, d'Yves Ternon (Seuil), *le Cahier d'Abraham Cytryn. Récits du ghetto de Lodz* (Albin Michel), *l'Europe en ruines. Témoignages oculaires 1944-1948*, articles de l'époque réunis par Hans Magnus Enzensberger (Actes-Sud), *l'Insurrection du ghetto de Varsovie*, de Raul Hilberg (Complexe), *la France à l'heure allemande* de Philippe Burin (Seuil), la traduction de l'ouvrage de l'historien américain Eugen Weber, *la France des années 30. Tourments et perplexités* (Fayard) et l'étude de Thomas Ferenzi, journaliste au Monde, sur le rôle de la presse dans l'affaire Salengro, *ils l'ont tué !* (Plon, février). A ces travaux d'histoire, il convient de joindre la méditation du philosophe Jean Améry, qui a été déporté, et qui, avant de se suicider, situe les mensurés nazis *Pardons le crime et l'expiation* (Actes Sud).

Comme à l'accoutumée, sont au rendez-vous de janvier des auteurs renommés, qui n'ont d'ailleurs rien d'autre en commun. Jean Baudrillard publie un essai sur la disparition de la réalité intitulé *le Crime parfait* (Gallimard), François Furet, avec *le Passé d'une illusion* (Laffont) tire les leçons de ce que fut « l'idée communiste au XX<sup>e</sup> siècle ». Emmanuel Le Roy Ladurie scrute l'Europe du XVI<sup>e</sup> siècle à travers les témoignages laissés par trois générations de Balois, *les Platters* (Fayard), tandis que Jacqueline de Romilly publie deux recueils d'études en février : *Rencontres avec la Grèce antique* (Ed. de Fallois) et *Sur la tragédie grecque* (Les Belles Lettres).

Parmi les autres études historiques, Bertrand Leveau retrace la vie nomade, dans l'Europe de la Renaissance, du philosophe Giordano Bruno (Fayard, février), Lynn Hunt étudie *le Roman familial de la Révolution Française* (Albin Michel), Jacob Katz enquête sur les relations entre Juifs et franc-maçons en Europe de 1723 à 1939 (Cerf), Herbert R. Lottman retrace à partir d'archives inédites le développement de la *Dynastie des Rotschild* (Seuil), tandis que Gabriel Miedel se fait biographe d'Emile Combes (Fayard).

En philosophie, Gilles-Gaston Granger poursuit son travail sur les modalités de la connaissance scientifique avec *le Probable, le possible, le virtuel* (Odile Jacob, février), tandis qu'un ouvrage intitulé *la Connaissance philosophique*, sous la direction de Joëlle Proust et d'Elisabeth Schwartz, est consacré à l'ensemble de son œuvre (PUF, février). Proche de Gilles-Gaston Granger, Jacques Bouveresse publie le premier tome, intitulé *la Perception et le Jugement*, d'un ouvrage en deux volumes, ayant

pour titre général *Langage, perception et réalité* (Jacqueline Chambon, mars). Vincent Descombes soutient que l'esprit se trouve « à l'extérieur » dans *la Dénrée mentale* (Mimuit, février). Sur un autre registre, Barbara Cassin analyse, depuis les Grecs jusqu'à nous, *l'Effet sophistique* (Gallimard, février). Enfin, le regain d'intérêt pour les philosophes chrétiens français se confirme, avec notamment le premier volume des *Œuvres complètes* de Maurice Blondel (PUF, février), et une biographie de Jacques Maritain par Jean-Luc Barro (Stock, février).

La réflexion politique est également bien représentée, avec entre autres l'ouvrage de Jacques Rancière, *la Méconnaissance* (Gallimard), qui s'intéresse sur le sens même de l'expression « philosophie politique » et sur la compatibilité de ces deux termes et un nouveau livre de Bernard Manin, *les Principes du gouvernement représentatif* (Calmann-Lévy, février). Il convient d'y ajouter le *Dictionnaire de la vie politique française au XX<sup>e</sup> siècle*, sous la direction de Jean-François Sirinelli (PUF), un classique de l'histoire des idées comme *l'Histoire du scepticisme d'Erasmus à Spinoza* de Richard H. Popkin (PUF, février), et les carnets posthumes de Michel Vilely, rassemblés sous le titre *Réflexions sur la philosophie et le droit* (PUF, février).

## Entre philosophie et littérature.

Après carrefour de la recherche philosophique et de la littérature, se trouvent des essais, aussi dissimulables que ceux de Michel Onfray, *la Raison gnomique* (Grasset, février), de Pascal Bruckner, *la Tentation de l'innocence* (Grasset, février), d'André Comto-Sponville, *Petit traité des grandes vertus* (PUF, février) ou d'Antoine Berman, dont on publie à titre posthume un livre remarquable, *Pour une critique des traductions : John Donne* (Gallimard). De Sartre, une nouvelle édition des *Carnets de la drôle de guerre*, augmentée de chapitres inédits, prolonge la série des posthumes du philosophe-écrivain (Gallimard).

Dans le domaine de la psychanalyse, la correspondance de Freud avec Binswanger est annoncée chez Calmann-Lévy (février) ; l'historien américain Phyllis Grosskurth, dans *Freud, l'anneau secret*, étudie le comité de sept membres constitué par le père de la psychanalyse pour diriger souterrainement le mouvement international (PUF) ; *les Mères de la psychanalyse* (Hélène Deutsch, Karen Horney, Anna Freud, Melanie Klein) sont étudiées par Janet Sayers (PUF, mars) ; enfin des écrits littéraires du psychanalyste Didier Anzieu, *Monsieur Couchou et la bifurcation* et *Mon abécédaire* sont réédités (Les Belles Lettres, février).

Enfin le renouveau d'un intérêt intellectuel véritable pour les manières de penser de l'Orient se confirme. Le sinologue François Jullien prolonge et approfondit, avec *le Déroulé et l'Accès*, ses travaux précédents (Grasset), une étude de Jean Lévi, sinologue également, *la Chine romanesque*, analyse les différences entre les fictions d'Orient et d'Occident (Seuil) et un numéro de la revue *Philosophie* est consacré à la pensée chinoise (Mimuit). Le bouddhisme fait également l'objet de plusieurs publications de natures diverses, avec des entretiens entre le Dalai-Lama et l'écrivain Jean-Claude Carrière, *la Force du bouddhisme* (Laffont), une étude de Louis Frédéric, *Bouddha en son temps* (Ed. du Félin) et un reportage de Paul Dreyfus en Asie, *le Bouddha* (Bayard Presse, mars).

Roger-Pol Droit

**SALON DE LA BIBLIOPHILIE**

Le Carrousel du Louvre

12-13 JANVIER 1995

OUVERTURE 10h30 20h00

39 rue de Rivoli - 75001 Paris

Organisé par le Goge - 47 83 83 81



LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

LE MONDE DES LIVRES

ESSAIS

DOCUMENTS

# Opération Elysée

L'édition prépare activement l'élection présidentielle

Rentrée sans surprise au rayon des documents : c'est la perspective de l'élection présidentielle qui structure largement le catalogue des prévisions éditoriales. Pour François Mitterrand, c'est l'heure des bilans. *Dernier inventaire. Bilan d'un double septennat*, c'est précisément le titre d'un ouvrage de Jean-Marie Colombani, directeur du Monde, et Hugues Portelli (Grasset, février), cependant que Jane Jensen et Mariette Sineau analysent le « rendez-vous manqué » entre Mitterrand et les Français (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques), et Alexandra Schwartzbrod le *Président qui n'aimait pas la guerre* (Plon). Citons encore Mitterrand en toutes lettres, d'Edith Boccard (Belfond). Il faut laisser du temps au temps, les mots de Mitterrand, de Michel Martin-Roland (éd. Hors collection, février) et la *Parole de Dieu*, regard d'un publicitaire - Jacques Séguéla - sur la communication présidentielle (Albin Michel).

Celui qui part, celui - mais lequel ? - qui arrive. Thierry Desjardins signe une biographie de Jacques Chirac (Edition n° 1), Eric Zemmour évoque *Balladur, immobile à grand pas* (Grasset, février), tandis que Claude Angeli et Stéphane Mesnier ont choisi, pour leur enquête sur les relations entre les deux présidents du RPR, un titre sans ambiguïté : *La Nid de vipères* (Grasset, février). Notre collaborateur Daniel Cartoo propose, de son côté, une biographie du ministre de l'intérieur, la *Double Vie de Charles Pasqua* (Flammarion, février). Jacques Delors, on le sait, « n'ira pas ». Ce qui ne l'empêchera pas d'être présent sur le front éditorial, avec une biographie due à Gabriel Milési (Edition n° 1) et Jacques Delors, la *seconde gauche chrétienne*, de Jean-Michel Cadiot (Ramsay). Pour leur part, Bernard Kouchner, avec *Ce que je crois* (Grasset), Charles Millon, avec *Reconstruire la République* (Belfond), et Marie-Noëlle Liemann, avec une *Lettre ouverte au candidat de la gauche* (Ramsay, février), prendront date.

## La corruption et le chômage

Difficile, s'agissant du « climat » en France, de faire abstraction des « affaires » et de la crise de la représentation politique. Les premières nourrissent *Main basse sur l'Europe*, du député UDF François d'Aubert (Plon), la *Grande Lessive*, de Denis Jeamhar et Jean-Marc Lech (Flammarion), les *Nouveaux Réseaux de la corruption*, de Fabrizio Calvi et Leonardo Sisti (Albin Michel), *Corruption et imposture*, d'un haut fonctionnaire qui conserve l'anonymat (Balland), un essai du philosophe Alain Etchegoyen, le *Corrupteur et le Corrompu* (Julliard), ou même *Crazy Lyonnais*, de notre collaborateur Eric Leser, histoire des déboires récents de la grande banque nationalisée (Calmann-Lévy). La seconde justifie les essais d'Alain Duhamel, la *Politique imaginaire* (Flammarion), Jean-Claude Guillebaud, la *Trahison des Lumières* (Seuil), Jean-Pierre Juyet, les *Populismes en France* (Flammarion, février), René Lenoir, *Quand l'Etat disjoncte* (La Découverte) ou Alain Minc, *L'ivresse démocratique* (Gallimard). Crise du politique, crise du social. Pierre Rosenvalon suggère de repenser l'Etat-providence dans la *Nouvelle question sociale* (Seuil), le sociologue Robert Castel étudie les *Métamorphoses de la question sociale*, à travers une « chronique du salariat » (Fayard), cependant que Gérard Filoche propose ses remèdes *Pour en finir avec le chômage de masse* (La Décou-

verte, février) et que Pierre Laroutrou donne un *32 heures mode d'emploi* (Flammarion). Bonleversement des valeurs aussi. Dominique Pélassy tente d'en faire l'inventaire avec *Sans foi, ni loi ?* (Fayard, février), Françoise Gaspard et Farhad Khosrokhavar s'interrogent, plus spécifiquement, sur le *Foulard et la République* (La Découverte, février), Claude Lelièvre et Christian Nique sur *L'Ecole des présidents* - de De Gaulle à Mitterrand - (Odile Jacob, février), Geminello Alvi sur l'influence de la culture d'outre-Atlantique avec *Le Siècle américain en Europe* (Grasset, février), Jean-Marie Pelt sur *La Science et la Foi* (Fayard), et Gabrielle Rolland se demande, s'agissant des femmes : *Seront-elles au rendez-vous ?* (Flammarion).

Il est aussi des auteurs qui aspirent à sortir du cadre hexagonal pour penser la « complexité » à l'échelle mondiale. Et d'abord... Michel Rocard, qui co-signe avec Félix Damette, « rénovateur » communiste, et Aline Archimhaut, responsable des Verts, une réflexion sur *lo Nation, l'Europe, le Monde* (éd. de l'Atelier, mars). Avec le *Bouleversement du monde*, Marisol Touraine, qui fut conseillère à Matignon d'un certain... Michel Rocard, entend rido moins que proposer une *Géopolitique du XXI<sup>e</sup> siècle* (Seuil), ambition partagée par Gabriel Robin, avec *D'un monde à l'autre* (Odile Jacob, février), et par le groupe de Lisbonne, qui se prononce « pour un nouveau contrat mondial » dans son manifeste, *Les Limites de la concurrence* (La Découverte, février). Deux ouvrages collectifs - le *Déclassement des nations* (sous la direction de Jacques Rupnik, Seuil) et *Fractures de l'Étation* (sous la direction de Noëlle Burgi, Kimé) -, ainsi que les *Nations contre la Société des nations*, de Pierre Hazan et R. Labévière (Stock), tentent, par ailleurs, de faire le point sur l'une des contradictions majeures de cette fin de siècle.

Pour rester au-delà de nos frontières, on annonce les « Mémoires » de Nelson Mandela, *Un long chemin vers la liberté* (Fayard), une biographie de Deng Xiaoping par l'une de ses filles, Deng Maomao (Fayard), et une autre du leader nationaliste algérien Ferhat Abbas, due à Benjamin Stora (Denoël). Sous le titre générique *La Paix pour demain*, Daniel Morgain évoque, pour sa part, les parcours des prix Nobel Martin Luther King, Anwar El Sadate, Willy Brandt et Elie Wiesel (Denoël). Le chanteur berbère Matoub Lounès revient, avec *L'Enlèvement*, sur son kidnapping par les islamistes (Stock). Michel Korinman et Lucio Carraciolo évoquent *l'Italie éclatée* (La Découverte, février), Marie-José Nadal - avec *A l'ombre de Zapata* (éd. du Félin, février) - et les éditions Ethnie - avec *Feu maya* - reviennent sur la révolte mexicaine du Chiapas. Doris Bensimon signe *Israéliens et Arabes : vers la paix* (Complexe, février), tandis que Zeljko Vukovic propose une chronique quotidienne de la vie dans la capitale bosniaque assiégée avec *l'Assassinat de Sarajevo* (Zulma) et que l'association Médecins sans frontières publie *Lettres de Sarajevo, Mogadiscio, Kigali...* (Complexe), ainsi que son rapport annuel, *Populations en danger* (La Découverte).

Terminons aux extrêmes : avec *Eve était noire*, c'est aux origines de l'humanité que remonte Gérard Lucotte (Fayard), tandis qu'avec *Air du temps*, une étude sur le climat et les hommes, ce sont les conditions de notre avenir sur cette planète qu'examine Gérard Lambert (Seuil).

B. A.

# Genette sur les chemins de l'art

Le théoricien de la littérature élargit son champ de réflexion. Il « monte à l'étage supérieur », celui de l'œuvre d'art

L'ŒUVRE DE L'ART  
Tome I : *Immanence et transcendance*  
de Gérard Genette.  
Seuil, coll. « Poétique », 301 p., 150 F.

Dans un article bref et mémorable du « Monde des livres », en 1971, Roland Barthes saluait, sous le titre « Un très beau cadeau », l'apport de Roman Jakobson à la littérature : la linguistique. Les années 70 ont été dominées par ce modèle, qui a inspiré les recherches dont Gérard Genette est aujourd'hui le patron : la poétique, ou l'étude, dans le domaine littéraire, du « comment ça fonctionne ». A l'horizon de cette recherche, tournée d'abord vers la narratologie, il y avait la question même de Jakobson, non pas « Qu'est-ce que la littérature ? » mais « Qu'est-ce que la littérature ? » Qu'est-ce qui fait qu'un texte est littéraire ?

S'il fallait désigner aujourd'hui ce que Gérard Genette a apporté à la littérature, il ne suffirait pas de dire : la poétique. Mais bien le développement continu de celle-ci. *Fiction et diction*, son livre précédent (1), affirmait son interrogation sur les actes de langage : il établissait une distinction entre le récit fictionnel et le récit factuel pour pouvoir envisager plus tard les critères de l'itération de l'un et de l'autre, et il débouchait provisoirement sur la question du style, pour en donner une définition ocellée, qui semble jusqu'ici ne pas avoir été reprise par les spécialistes de la stylistique. C'est sans doute que leur objet n'est pas le même. Genette n'analyse pas le texte ni les conditions de sa production, il cherche, cette fois en philosophie, à établir son statut ontologique d'œuvre d'art.

## Sans hiérarchie

Mais c'est pour lui un projet à long terme. Avec son nouveau livre, intitulé énigmatiquement *L'Œuvre de l'art* (symétrie et contraste avec le récent *Les Règles de l'art* de Pierre Bourdieu ?), il procède en élargissant le champ de sa réflexion et, selon son expression, il « monte à l'étage (logiquement) supérieur », pour inclure la question de la « littérature » dans la question plus générale de ce qu'il propose d'appeler « l'artificité », d'un mot qui ne risque pas de faire fortune. La question posée, avec et au besoin contre le philosophe américain Nelson Goodman, est celle-ci : « Quand y a-t-il art ? »

On le sait, il y a, en gros - très en gros - deux types de réponses à une telle interrogation. Le premier est « métaphysique » et absolu (l'art relève de l'Esprit), le second est « culturaliste » et relatif (l'art



Gérard Genette : « Quand y a-t-il art ? »

est dans le regard de qui le contemple). Ne nous hâtons pas de ranger Gérard Genette du côté de la culture dans le débat - qu'il tient probablement pour un faux débat - qui fait surface depuis quelque temps entre « art » et « culture » et qui concerne le rapport de l'une et de l'autre au monde (2). Est-ce l'art (l'exception) ou la culture (la règle) qui dit la vérité sur le rapport de l'homme au monde ? L'art serait du côté de l'individu et de l'éthique, la culture du côté de la collectivité et de la morale. Ce n'est pas la problématique de Genette.

La philosophie de l'art, telle qu'il la conçoit, à la suite de Nelson Goodman et en discussion avec lui et quelques autres, ne porte pas sur le rapport de l'art au monde mais sur celui des actes de langage entre eux, et sur le système symbolique qu'ils constituent (3). « Une œuvre d'art, pose Genette, est un artefact (ou produit humain) à fonction esthétique. » Savoir ce qu'est une œuvre d'art consiste d'abord à décrire comment elle fonctionne, quel est son effet, à l'intérieur du monde de l'art et de ses conventions. Mais avant d'arriver à décrire l'œuvre de l'art (comment l'art agit, comment il est compris), ce qui est le domaine propre de l'esthétique, il faut commencer par différencier et décrire les divers modes de l'art, sans établir entre eux de hiérarchies, contrairement à ce que fait la doctrine classique des beaux-arts, qui perdure. Ainsi Genette prendra ses exemples aussi bien dans la cuisine (une recette est un texte pres-

criptif dont le plat est l'exemplification) que dans la musique écrite (Beethoven) et la musique (au moins partiellement) improvisée (Parker), la littérature (de Homère à Kundera), la peinture (de Léonard de Vinci à Warhol), la sculpture (de Michel-Ange au ready-made signé Marcel Duchamp, et sublimement commenté), la chorégraphie, et il pousse même des incursions dans la haute-couture, ce qui lui vaudra inévitablement des accusations de « relativisme culturel ».

L'originalité et l'ambition du projet intellectuel de Genette dans ce premier volume de *L'Œuvre de l'art* ne tiennent pas à ses exemples (encore qu'ils fournissent au lecteur la part de plaisir éminemment « cultivé » d'un livre de théorie assez ardue). La myriade d'exemples dont il se sert, souvent avec humour et avec des connaissances qui paraissent sans limites, ne posent pas des jugements de valeur. Ils servent à différencier les productions esthétiques selon une distinction établie par Goodman entre les arts autographiques (à exemplaires uniques : la peinture, le dessin, la sculpture à taille, la « performance » au sens anglo-saxon et artistique de ce terme) et les arts allographiques (à exemplaires multiples).

Ce que Genette cherche à établir, ce sont les deux modes d'existence de ces objets d'art, qui sont l'immanence (les objets matériels eux-mêmes, leur présence) et la transcendance (terme qu'il ne faut pas entendre ici dans son sens spirituel, mais dans le sens d'idéalité qu'a, par exemple,

la partition par rapport à son exécution par un musicien ou le livre par rapport à sa lecture, mentale ou orale). Que cette transcendance soit matérielle autant qu'idéale, on en aura la notion en pensant au mode d'existence qu'ont les quel- que cent seize tragédies perdues de Sophocle. Elles n'existent pas en esprit, elles ont perdu leur transcendance autant que leur matérialité (fit-elle humaine, comme dans le cas des hommes-mémoire d'un livre imaginé par Ray Bradbury dans *Fahrenheit 451*).

## L'histoire, le temps le lecteur

En rétablissant à nouveaux frais la notion d'œuvre contre celle, réductrice, de texte, qu'il avait contribué à asséoir dans les années 60, Genette, qu'on se rassure pour lui, ne cède à aucune tentation spiritualiste. Il reste sur le terrain des faits : une œuvre est un « fait opératif », qui ne peut opérer que s'il a une existence matérielle et idéale. Une longue discussion avec Goodman sur l'exemple devenu canonique du *Don Quichotte* « récrit » littéralement par Pierre Méneard dans une des *Fictions* de Borges aboutit à contester le postulat goodmanien selon lequel deux textes idéologiques ont le même sens littéral pour deux lecteurs de compétence linguistique égale (à supposer qu'une telle égalité puisse exister). Genette lui oppose la conviction qu'« on ne lit jamais deux fois le même livre » et il réintroduit donc, au moins théoriquement, l'histoire, le temps, le lecteur individuel, la société (l'habitus du public) dans la perception de l'œuvre, dans son action en tant qu'œuvre. Mais ce sera l'objet du second volume, annoncé avec prudence par un théoricien qui n'avance rien qu'il n'ait d'abord minutieusement pesé, pensé, classé. Le présent tome I de *L'Œuvre de l'art* pourrait être sous-titré *Prolegomènes à une ontologie structurale de l'effet esthétique*. C'est dire si l'on attend la suite avec intérêt, car un tel traité, littéralement, fait défaut dans la réflexion contemporaine sur l'art.

Michel Contat

(1) Seuil, 1991.

(2) Voir par exemple l'article de Jean-Michel Frodon à propos du film d'Anne-Marie Miéville, *Les n'ra par dit non* (Le Monde-Arts et spectacles) du 22 décembre 1994.

(3) La position de Nelson Goodman, fondée sur l'optimisme logique, se voit un nomme rigoureux ; voir *Langages de l'art* (éd. Jacqueline Chambon, 1990). Genette a beaucoup contribué à faire connaître en France la problématique goodmanienne. Voir l'article de 1977, « Quand y a-t-il art ? », dans *Esthétique et Poétique*, textes réunis et présentés par G. Genette, Seuil, coll. « Points », 1992.

# Barthes structuraliste

ŒUVRES COMPLÈTES  
Tome II, 1966-1973  
de Roland Barthes.  
Edition établie et présentée par Eric Marty.  
Seuil, 1757 p., 350 F.

En attendant la publication, l'automne prochain, du troisième et dernier tome des *Œuvres complètes* de Roland Barthes, qui permettra d'évaluer l'ensemble de cette production d'écriture, de réflexion critique et de théorie qui a marqué si fortement son époque, voici rassemblés les textes de la période 1966-1973, la période strictement structuraliste, qui se clôt avec *Plaisir du texte*, par lequel Barthes prend congé

de son propre déar de scientificité (*Introduction à l'analyse structurale des récits*, le *Système de la mode*, *S/Z*, *Sade*, *Fourier*, *Loyola*, *Nouveaux essais critiques*). *L'Empire des signes*, l'ouvrage de Barthes sur le Japon, tout articulé qu'il soit sur la pensée structurale, annonce déjà le type d'écriture « désirable » qui sera celle des ouvrages de la dernière période. Seul inédit, des *Variations sur l'écriture* (1973) qui sont un questionnement adressé à l'écriture en général, dans une perspective historique, typologique, technique.

L'avant-propos d'Eric Marty répond, sans nommer leurs auteurs, aux critiques qui ont été adressées à la conception de cette édition

pour son premier volume (1). Ce deuxième volume en a en partie tenu compte, sauf pour ce qui concerne les notes, qui continuent de manquer, surtout à un degré moindre que pour les *Mythologies*. Si bien que le problème demeure : pendant combien d'années cette édition, si riche et commodément qu'elle soit, vaudra-t-elle à bloquer une pourvue d'un appareil critique ? C'est, au fond, poser la question du destin littéraire de Roland Barthes.

M. C.

(1) Voir notamment l'article de Philippe Roger, « Intégrité de Barthes », dans *Critique*, n° 559, décembre 1993. « Le Monde des livres » du 16 octobre 1993 avait longuement rendu compte du tome I des *Œuvres complètes* avec un article de Michel Contat et le feuillet de Pierre Lepape.

## ÉCRIVAINS

### NOUS ÉDITIONS :

romans, poésies, œuvres complètes, biographies, etc.

ÉCRIVEZ-NOUS OU ENVOYEZ

VOTRE MANUSCRIT À

EDITIONS MINERVA

10, rue de la Paix - 75002 PARIS

## PASSAGES

LE DÉSORDRE POLITIQUE EN FRANCE

avec Jacques Amalric, Michèle Cotta, Emile Malet, Charles Melman

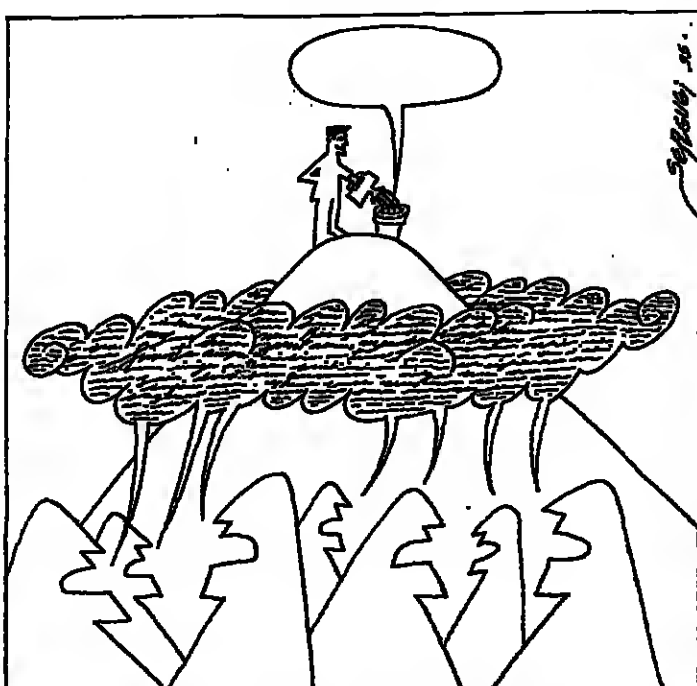
vente en kiosque  
Tél. 43 89 89 02 - FAX 44 23 93 84



## LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta

## Signes japonais



de touristes japonais - vient tempérer l'admiration ; et l'on se prend vite à regretter l'éclatement de la famille et les ravages de l'alcool, deux fléaux que nous ignorons.

Dieu soit loué. La voix pourtant se raffermir pour condamner la duplicité des Japonais, si justement épinglés naguère par M<sup>me</sup> Cresson : plus impénétrables qu'une vierge sage, ces gens-là « réfléchissent au moyen de baisser l'Occident » (Libération du 21 mai 1991). Bref, tous ces stéréotypes, flanqués de beau-

cause ? Quoiqu'il s'adresse d'abord aux Français (hérodiques) désireux de « s'engager sur le marché japonais », l'ouvrage des Hall expose quelques principes décisifs pour « toute communication transculturelle ». C'est-à-dire aussi pour le bonheur des hommes, plus nombreux sur la planète que les financiers voraces ou « les trognes armées », dont parle Pascal.

Et le bonheur vaut bien le sacrifice de quelques illusions toujours prêtes à prendre les armes, pour un oui, pour un non. Tout le monde sait maintenant, semble-t-il, que la maîtrise de la langue ne suffit pas pour « communiquer » avec les membres d'une communauté linguistique : « Suivant le type de civilisation, c'est souvent entre 50 % à 100 % d'un message qui est véhiculé d'une manière non verbale », Roland Barthes décrivait le Japon comme « l'empire des signes », Edward et Mildred Hall montrent que toute société, à sa manière, vit sous l'empire des signes verbaux et non verbaux, utilisés « automatiquement ». Communiquer, c'est mettre en œuvre ensemble le langage parlé et ce qu'Edward Hall appelle joliment « le langage silencieux » (5) : gestes, mimiques, distances, positions, etc. Il faut s'y faire, ajoute-t-il : « Le temps parle », « L'espace parle ».

Il est curieux que ce langage silencieux reste « une dimension cachée » (6) que beaucoup répugnent à analyser. On admet volontiers, la tendre enfance passée, qu'une langue est, comme disait Saussure, un système de

signes arbitraires : rien au monde n'oblige, si ce n'est l'institution linguistique elle-même, à utiliser cheval plutôt que horse, ou caballo pour désigner le bel animal qui vient de remporter la course. Pourquoi faut-il s'étonner, rire ou s'irriter de l'arbitraire qui gouverne les façons de s'habiller, de manger, de se présenter, etc. ? La leçon vaut pour tous. Méfiez-vous, disent les Hall, les Japonais savent « lire » les signes d'impatience : planoter sur une table, jouer avec un stylo, battre du pied, croiser, décroiser les jambes, hausser les épaules, soupier, etc., « peuvent être interprétés (...) comme un aveu (involontaire) de faiblesse, un manque d'éducation » ou une marque d'ennui.

Tout de même, un Japonais silencieux n'est pas nécessairement irrité, ou indisposé : « Le silence est une partie importante de la communication ». Et tous les Japonais qui réfléchissent n'ont pas pour révéler de « baisser l'Occident ». Rien de moins universels, donc, que « les langages silencieux », ces systèmes sémiotiques aussi arbitraires que les autres langues humaines. Rien de plus difficile à interpréter qu'un sourire. Pourquoi les Japonais ne l'utiliseraient-ils pas pour signifier, aimablement, un refus ? De quoi aussi prouver, s'il en était besoin, que « les Japonais savent dire non ».

(1) Dans l'Empire des signes (1970), Albert S. Hall.  
(2) De Edward T. Hall et Mildred Reed Hall, Seuil (218 p., 130 F.).  
(3) Le thème est abordé dans le numéro de décembre 1994 (n° 41) de la revue Mots (Presses de la Sorbonne, 1994), sous le titre « Le silence (1980-1993) », dans Mots, décembre 1994.  
(4) De la signification à la supposition, Les stéréotypes raciaux dans la culture de l'Occident (1980-1993), dans Mots, décembre 1994.  
(5) Le Langage silencieux, « Points », Seuil.  
(6) La Dimension cachée, d'Edward T. Hall, « Points », Seuil.

## Le « Michelet juif »

Porte-parole d'un nationalisme modéré, Simon Doubnov développe par le récit historique une critique de l'assimilation

## HISTOIRE MODERNE DU PEUPLE JUIF

de Simon Doubnov.

Traduit du russe par Samuel Jankélévitch, avec une préface de Pierre Vidal-Naquet, éd. du Cerf-Les amis de Simon Doubnov, 1792 p., 450 F.

Parce qu'elle a été extrême, l'histoire juive voit triompher, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ses courants les plus radicaux, l'ultra-orthodoxie, par exemple. Le courant modéré, ceux qui ne souhaitaient ni l'émigration en Palestine, ni la révolution sociale, ni une définition purement religieuse de l'identité juive, ceux qui prétendaient faire vivre ensemble tous les juifs d'Europe, en respectant leur diversité, dans un cadre politique mais pas nécessairement étatique (1), ceux-là ont été les vaincus. L'historien Simon Doubnov (1860-1941), un des porte-parole de ce nationalisme bien tempéré, sorte de « Michelet juif » - bien qu'il se soit lui-même plutôt réclamé de Renan -, a vécu jusque dans sa chair la dérive de cette grande espérance.

Juif russe, Doubnov souhaite voir, de son vivant, la libéralisation de l'empire des tsars. Mais ne connaissant que le démantèlement brutal, au cours de la première guerre mondiale, de la « zone de résidence » où s'entassaient les « masses juives » de Russie. Historien, pour qui l'histoire juive se conçoit comme une succession de « centres hégémoniques » (palestiniens, babyloniens, est-européens), il a la douleur extrême d'assister à la décomposition du prestigieux foyer yiddishophone (11 millions de locuteurs au début du siècle, à peine quelques milliers aujourd'hui). Le coup de grâce, porté par la Shoah au « centre » est-européen, ne lui est pas même épargné. Simon Doubnov est, en effet, assassiné par un nazé letton, lors de la liquidation du ghetto de Riga, dans la nuit du 7 au 8 décembre 1941. La légende veut que le vieil homme, marchant dignement à la mort, ait lancé à la

cantonade : « Banne gens n'oubliez pas, bonnes gens racontez, bonnes gens écrivez ».

Pourtant, dès l'entre-deux-guerres, les partisans de l'autonomie nationale et culturelle juive paraissent avoir perdu la partie, dans une Europe des nationalités reconstituée sur les débris des empires centraux et peu soucieuse de faire place aux revendications des « juifs de l'est ». Ce sentiment, le poète sioniste, Uri Tsvi Grinberg l'exprime crûment, avant de gagner la Palestine, dès 1923 : « Nous, les juifs, sommes le seul groupe (entendez : peuple) qui soit né et ait grandi avec tous les autres en Europe, et parle une langue germanique [le yiddish] assez facile à comprendre, mais personne ne nous comprend car personne n'en ressent le désir » (2).

Faut-il donc considérer cette réédition de l'Histoire moderne du peuple juif (enrichie, par rapport à la traduction française de 1993 due au père du philosophe Jankélévitch, d'un épilogue couvrant les décennies 1914-1938) comme le tribut ému, mais inutile, à un monde juif assassiné ? Cette dernière partie d'une œuvre qui en comporte trois représentées, certes, la voix et la mémoire savante d'un univers disparu, un paysage riche et divers, dont, récemment encore, les auteurs de *Mille ans de cultures ashkénazes* (3) ont admirablement redessiné le contour. Monde du *shetlekh*, laminé par les pogromes, par les flots d'émigration en direction des États-Unis ou du Foyer national juif. Univers précaire toujours menacé par le mouvement de pendule entre émancipation et contre-émancipation, qui, selon Doubnov, structure l'histoire moderne des juifs depuis 1789.

Mais l'Histoire moderne est bien plus qu'une chronique érudite. Doubnov, adversaire résolu de l'assimilation, entend développer par le récit historique son impitoyable critique de l'émancipation telle que la Révolution française l'a accordée aux juifs. En confessionnalisant à l'encre le judaïsme, en en faisant une simple affaire privée,

en contraignant les juifs à renoncer à leurs caractères nationaux et historiques, en leur déniaient toute dimension nationale, celle-ci les aurait, en effet, livrés affaiblis à la réaction antisémite qui se déchaine dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Même en France, elle n'a pas su en protéger les juifs les mieux assimilés - comme le capitaine Dreyfus pour lequel Doubnov a la dent quelque peu dure. Au plan européen, cette émancipation aura été acquise au prix d'un suicide identitaire sans contrepartie durable.

Pourtant, au rebours de l'historien allemand Henri Graetz, qui appartenait au courant de la « Science du judaïsme » (*Wissenschaft des Judentums*), Simon Doubnov ne conçoit pas l'histoire et le rôle de la diaspora selon la formule « penser et souffrir ». Pour lui, l'activité historiographique n'est pas non plus, comme le pense aujourd'hui l'Américain Joseph Yerushalmi, l'expression dévolée d'une rupture sans retour avec la continuité de l'histoire juive. Elle témoigne au contraire d'un raffermissement du sentiment national. Un sentiment national juif que son caractère minoritaire et opprimé vaccine, selon Doubnov, contre les dérives anti-démocratiques et anti-humanistes. D'ailleurs, Doubnov fait partie des vaincus. Mais les vaincus ont-ils systématiquement tort ?

Nicolas Weil

(1) Sur l'autonomie nationale et culturelle et le « nationalisme sémitique » revendiqué par Doubnov, on se reportera aux *Lettres sur le judaïsme ancien et moderne*, traduit du russe et admirablement préfacé par Renée Poznanski (Le Cerf, 1989).

(2) Cité par Delphine Bercland dans la *Revue d'études germaniques* (avril-juin 1991).

(3) Ouvrage collectif dirigé par Jean Banaag, Rachel Eidel, Izabela Niborski, Annette Wierwille, paru aux éditions Liana Lévi (660 p., 350 F.), qui éditent également un très beau recueil de photographies anciennes (*Images de la mémoire juive, immigration et intégration en France depuis 1880*), avec une préface de Georges Clémenceau (219 p., 350 F.).

\* Signalons également la sortie d'un numéro de la revue *Annales*, consacré à « Histoire juive, histoire des juifs » (septembre-octobre 1994), sous la direction de Sylvie-Anne Goldberg.

## CIVILISATION URBAINE OU BARBARIE

de Roland Castro.

Plan, 187 p., 110 F.

## LES BANLIEUES FRANÇAISES

d'Hervé Vieillard-Baron.

Ed. de l'Aube, 155 p., 92 F.

## DE LOMÉ À HARARE, LE FAIT CITADIN

de Philippe Gervais-Lambony.

Ed. Karthala, 400 p., 180 F.

## CAEN, DES PAGES, DES PAS : PROMENADES LITTÉRAIRES

de François de Cornière.

Ed. Atelier du Gué, 11300 Villalongue-d'Aude.

160 p., 85 F.

Voici quatre livres sur la ville, quatre livres qu'en apparence rien ne rassemble, si ce n'est le thème, inépuisable, si ce n'est l'air du temps, lourd d'inquiétudes et d'interrogations, si ce n'est l'âge des auteurs, presque tous assez expérimentés pour regarder longuement derrière eux, et assez jeunes pour ne pas s'y arrêter. La ville est en crise, alors que de plus en plus d'hommes et de femmes habitent dans les villes, en Europe et dans le monde. Ainsi se poursuit la chronique d'une ville revisitée.

Roland Castro n'en décolore pas. Architecte, urbaniste, constructeur, soixante-huitaire puis conseiller des plus hauts responsables de l'État, jadis délégué à la rénovation des banlieues (« Banlieues 89 »), il a refait la ville en pensée et il aurait aimé la refaire dans la réalité. Ses premiers chapitres constituent un réquisitoire sans appel contre l'urbanisme « fonctionnel » et « totalitaire », de 1930 (« *défaite de la pensée* ») aux années 1960 (« *le délire rationaliste de l'après-guerre* »). La suite, avec moins de rigueur et encore plus d'engagement personnel, décrit les espoirs, les quelques succès et surtout les échecs des vingt-cinq dernières années, de l'épopée créative des jeunes architectes français de la génération post-68 à l'impasse des politiques de la

ville. Castro pourfend les énarques et les ingénieurs des Ponts, au nom des créateurs et des habitants. Contre le rationalisme « barbare », et contre la « connerie », il en appelle à une issue baroque. Son livre est un pamphlet et un cri. Il rêve de palais en banlieue. « Cette ville-là dirait la folie des hommes dans leur dialogue avec Dieu ».

Hervé Vieillard-Baron, plus discret, plus secret, a été pendant de longues années professeur au lycée technique de Sarcelles. Il a écouté ses élèves et leurs proches. Il en a fait une thèse. C'est un de nos meilleurs connaisseurs de la banlieue de Paris, de cette banlieue du sida, de la délinquance, de la violence, de l'immigration, de cette banlieue qui fait toujours peur. Son dernier livre est une réflexion sur le « ghetto ». Le meilleur de cet ouvrage tient à la finesse de l'étude historique (le « ghetto » juif des villes arabes et catholiques) et géographique (les « ghettos » nord-américains) ainsi qu'à l'humanité des histoires de vie recueillies et restituées. Vieillard-Baron estime que la distance est considérable entre les ghettos nord-américains et la banlieue française. Il décrit celle-ci diverse, sensible, superpositions de panvretés plus qu'agglomérat d'identités, entre intégration et exclusion. « On y pressent l'ancrage intime de révolutions qui s'entrevoient, la nostalgie du village, la liberté en puissance et la quête d'une identité nouvelle... ».

Philippe Gervais-Lambony est chercheur et géographe, comme Vieillard-Baron. Sa thèse comparative sur Lomé au Togo et sur Harare au Zimbabwe analyse le fait citadin en Afrique, là où l'urbanisation devient galopante, où il n'y avait rien encore à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et où, cent ans plus tard, des villes immenses ont poussé, atteignant presque maintenant le million d'habitants laissant loin derrière nos Grenoble, Bordeaux ou autres Caen... Dans

une ville de colonisation allemande puis française, Lomé, assez proche des ancrages africains, et dans une cité de fondation anglaise, Harare, l'ancienne Salisbury, duale dès l'origine, raciste et ségrégationniste de conception, Gervais-Lambony, avec une belle rigueur, analyse les traits communs d'une « citadinité » naissante, plus avancée à Lomé qu'à Harare.

François de Cornière est poète. Il est né à Caen. En un livre intime, comme une promenade tranquille, il parle de sa ville, mêlant ses propres souvenirs, les temps de l'histoire et les textes littéraires, comme si une ville devait être ainsi faite d'une sociabilité discrète, de rencontres furtives, de sensibilités aux nuages et aux pierres, aux hommes illustres et aux inconnus de l'histoire, à l'air du temps et à son immobilité. Avec de Cornière, on s'arrête devant la Prairie ou devant l'abbaye aux Hommes, mais on fait aussi une pause dans un cimetière inconnu, on croise Barbey d'Aurevilly, Simone de Beauvoir, Flaubert, Julien Gracq, Francis Ponge, Malherbe... On n'oublie pas pour autant la marche de glaces du Grand-Cours...

Castro, le bâtisseur de rêves, Vieillard-Baron et Gervais-Lambony, les discrets géographes de la banlieue de Paris et de la ville africaine, ou François de Cornière, le poète intimiste d'une ville douce comme un long souvenir, tous traitent bien du même thème : être citadin aujourd'hui. Et Vieillard-Baron de conclure, pour une fois avec un rien de pompe, mais il le fait bien : « Intervalle pour le moins méconnu, la banlieue est sensible - on pourrait aussi bien dire la ville - c'est d'abord l'espace d'hommes et de femmes de chair et d'os qui aspirent à habiter, à travailler, à aimer et d'hommes et de femmes qui demandent simplement à vivre dignes. »

Armand Frémont

مكتبة الجليل





Après l'Espagne la semaine dernière, le « tour d'horizon » de l'édition européenne se poursuit avec l'Angleterre.

Le livre anglais se porte bien. Du moins en apparence. Il suffit de se promener dans Londres pour constater l'opulence des grandes chaînes de librairies : W. H. Smith, Hatchards, Dillons... On achète beaucoup (1), mais l'on n'emprunte pas moins : hérité du XIX<sup>e</sup> siècle, un exceptionnel réseau de bibliothèques irrigue le pays, de la Cornouailles à l'Écosse. Si bien qu'à en croire une étude du numéro un mondial de la communication, Bertelsmann, les Anglais se classent, en 1994, parmi les plus grands « consommateurs » de livres en Europe (74 % de lecteurs parmi la population) juste après les Hollandais (77 %), mais avant les Allemands (70 %), les Français (66 %), les Italiens (51 %) et les Espagnols (50 %).

Les chiffres fournis par l'Association des éditeurs britanniques (Publishers Association) corroborent ces données. Entre 1985 et 1992, l'édition anglaise a connu une croissance de près de 45 % en termes réels, alors que les dépenses de loisirs, dans leur ensemble, ne progressaient que de 28 %. Au total, près de 83 000 titres ont paru en 1993, contre moins de 41 000 en France.

Mais si, pour une population à peine supérieure, les éditeurs anglais publient deux fois plus de livres que leurs homologues français, ils ne produisent pas tout à fait les mêmes ouvrages. La vitrine de Dillons, au coin d'Oxford Street, est à cet égard éloquent : pour un roman de Cormac McCarthy et un essai de Gore Vidal, combien de *crime stories* et de *thrillers* — Tom Clancy, Stephen King, Jeffrey

Archer, Dick Francis... —, de best-sellers sentimentaux — Catherine Cookson ou Barbara Taylor-Bradford —, de *how to do books* (livres pratiques), d'atlas des vins, ou de guides de la cuisine indienne ?

« La profession a beaucoup changé en dix ans », note Harriet Harvey Wood, qui dirige longtemps le département de littérature au British Council. Les éditeurs ne raisonnent plus en termes d'« auteur » mais de « livre ». Et la production est envahie par ce qu'ils appellent sans honte les *commercial books*. Peu d'essais et de documents : c'est la presse, surtout, qui alimente le débat d'idées. Encore moins de littérature étrangère : un livre venu d'Inde ou du Kenya suffit à étonner la soif d'exotisme, sans impliquer de frais de traduction. Les habitudes culturelles, elles aussi, jouent un rôle : « La lecture est d'abord considérée comme un divertissement », explique Kikula Mac Lehos, « scout littéraire » (2). Et pour un auteur, faire étalage de son savoir n'est jamais très bien vu.

Surtout, il y a fort à craindre que l'important mouvement de concentration intervenu dans l'édition depuis une dizaine d'années ne soit pour beaucoup dans l'actuelle médiocrité de l'offre. Depuis les années 80, en effet, quatre géants internationaux se disputent le gros du marché : l'anglo-bollandais Reed-Elsevier, l'américain Random House, le groupe Harper Collins, qui appartient à l'américano-australien Rupert Murdoch, et Penguin, le seul à capitaux entièrement britanniques. Propriété du puissant



groupe Pearson — que l'on retrouve aussi dans la presse, la banque, la télévision, la porcelaine, les vins de Bordeaux, et même le Musée de Madame Tussaud —, Penguin est présent partout.

En témoignage, à la foire de Francofort, son stand aussi long qu'un quai de métro. Des polars aux couvertures scintillantes aux ouvrages d'art et de littérature, des albums pour enfants — le célèbre « Peter Rabbit » de Beatrix Potter constitue une rente incomparable — à la collection orange des « Penguin classics », des CD-Rom aux livres-cassettes, c'est, au total, plus d'une vingtaine de marques différentes que le pinguin abrite sous son aile. « Penguin, c'est au sens large, les loisirs », résume le directeur général, Peter Carson, comme pour souligner la parfaite cohérence du tout. Et d'ajouter avec un sourire entendu : « En termes de taille, nous sommes les leaders... »

Comme les autres, Penguin a fondé sa stratégie d'expansion sur les acquisitions. En quelques années, Hemish Hamilton, Michael Joseph, Sphere sont passés sous sa coupe, tandis que Random House absorbait des marques

prestigieuses comme Jonathan Cape, The Bodley Head ou Chatto & Windus. Résultat : l'identité de ces maisons s'est diluée. Certaines sont devenues des coquilles vides. « Même Jonathan Cape qui publiait jadis Barthes ou Lévi-Strauss est aujourd'hui contraint de sortir le livre du pape ! », s'indigne un éditeur. D'autres, comme The Bodley Head, l'éditeur de Graham Greene, ont complètement disparu. Et chez Penguin, le directeur éditorial, Tony Leece, ne cache pas qu'Hemish Hamilton pourrait un jour se fonder dans la maison dominante, Viking.

Si ces marques fusionnent ou s'éteignent, c'est aussi que les groupes concentrent leurs efforts sur l'édition de poche (*paperback*) au détriment des ouvrages reliés (*hardback*) : « S'ils pouvaient, ils publieraient directement en poche », note Harriet Harvey Wood, mais les bibliothèques et les critiques préfèrent encore travailler avec des éditions courantes. » Bo Anglerterre, en effet, 80 % des livres vendus sont des livres de poche, ce qui influe considérablement sur les choix éditoriaux.

« Quand je conclus un contrat pour un titre, je dois absolument avoir en tête les perspectives de ventes en poche », explique Jonathan Burnham chez Chatto & Windus. Car celles-ci détermineront automatiquement plus des trois quarts de mon chiffre d'affaires. C'est pourquoi les éditeurs de Random House sont tous rattachés au directeur du secteur « poche ». C'est lui qui, finalement, a le dernier mot. » Conséquence de ce système ? Il y a trois ans, Jonathan Burnham pouvait encore publier chaque année cinq à six titres de littérature étrangère ou de poésie. Aujourd'hui, on ne lui en « autorise » plus qu'un !

Minimiser le risque. Ce souci constant est également lié au rôle des agents littéraires. Intermédiaires puissants entre l'auteur et l'éditeur, ceux-ci peuvent faire monter les enchères à des niveaux records. Peter Ackroyd, l'auteur de la monumentale biographie de Dickens, a, par exemple, signé avec Reed-Elsevier un contrat portant sur huit ouvrages, pour un montant de 1,8 million de livres. Conséquence : les groupes se doivent de limiter leur « droit à l'erreur », en s'assurant qu'ils récupéreront rapidement leur investissement. Mais ce réflexe tient surtout à l'internationalisation de l'édition anglaise. Depuis le rachat de la maison américaine Viking, Penguin a un pied de part et d'autre de l'Atlantique. La moitié de son chiffre d'affaires (environ 370 millions de livres, soit 3,1 milliards de francs) provient des États-Unis où les effectifs sont plus importants qu'au Royaume-Uni, et où le PDG, Peter Mayer, passe autant de temps qu'à Londres.

« La place des États-Unis est primordiale », souligne Kikula Mac Lehos. A cause de la langue, bien sûr, et parce que, de chaque côté de l'océan, on compte sur l'autre pour augmenter les tirages. » Même chose avec les autres sister companies (« sociétés-sœurs »), implantées un peu partout dans l'ancien Commonwealth, et qui peuvent engendrer jusqu'à 50 % de ventes supplémentaires. « Tout le groupe est un réseau de compagnies qui s'achètent et se vendent des livres, rachètent Trevor Glover, directeur général de Penguin Grande-Bretagne. Et ce qu'on

cherche, dans l'idéal, c'est un titre qui sera apprécié à Toronto, Auckland, Johannesburg et New Delhi. »

Le groupe n'est pas peu fier de ses succès mondiaux lorsqu'un ouvrage, imprimé simultanément au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Australie, sort « partout à la fois ». Ce fut le cas des *Versets sataniques* de Salman Rushdie. Ce sera, cette année, de l'autobiographie de Bill Gates, numéro un de Microsoft. « Ah !, rêve Trevor Glover, avoir un centre de production unique. Faire des économies d'échelle. Promouvoir une marque internationale, Viking ou Penguin, que vous vendiez partout, sans avoir besoin d'y changer quoi que ce soit. N'est-ce pas ça l'idéal ? »

Mais tous les éditeurs ne l'entendent pas de cette oreille. Las de cette logique uniformisatrice, Christopher Mac Lehos, qui dirigeait la maison Harvill au sein du groupe Harper Collins, vient de faire sécession. « Un cabinet d'audit avait remis à la société un document inouï, raconte-t-il pour expliquer son départ. Deux mois n'y apparaissent jamais : « livre » et « auteur ». La conclusion était que Harvill coûtait cher ; que traduire un roman du coréen ou de l'albanais était absurde ; et qu'il faudrait désormais une autorisation pour réimprimer. » Christopher Mac Lehos a décidé de racheter le catalogue de Harvill, qui avait fait coauteur, après guerre, Pasternak et Lampedusa au public britannique. Il dirige aujourd'hui une petite structure redevenue indépendante. Fera-t-il école ? Il l'ignore encore. Mais il rit maintenant de ses déboires avec les dirigeants de Collins : « Songez, dit-il, que personne ne voulait rééditer Une journée d'Ivan Denisovitch. Jusqu'à ce qu'ils voient le livre. Ah, m'a dit l'un d'eux, surpris. Ça ne fait pas plus de 200 pages ? Alors, d'accord, vous pouvez y aller... »

Florence Noiville

(1) Des cinq grands pays d'Europe (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Espagne, Italie), la Grande-Bretagne est le seul où le livre ne supporte pas de TVA. Le prix moyen des ouvrages y est deux fois moins élevé que dans les quatre autres pays. (Source : la *Lecture en Europe*, France-Bildung, 1993).

(2) Chercheur de talents pour des éditeurs non britanniques.

## Mini-conglomérat

A Soho, dans l'entrée de la demeure victorienne qui abrite Bloomsbury, trônent en bonne place les meilleures ventes de l'*Observer* et du *Sunday Times*. On y a même entouré les « ouvrages maison » : c'est dire l'importance que l'on attache ici aux performances commerciales de chaque parution. Et cela explique peut-être que Bloomsbury soit l'auteur du plus gros « coup » éditorial de la saison, avec les amours scandaleuses de lady Diana et du major Hewitt, *Princess in Love* (1). Un livre que l'éditeur aurait distribué secrètement, à sa sortie, dans des milliers de librairies, sans rien révéler, jusqu'à son dernier moment, de son titre ni de son contenu, afin de faire monter simultanément le suspense et les ventes.

Pourtant, Bloomsbury n'est pas seulement un éditeur de best-sellers. Entre les recettes de Nostradamus et un guide du divorce heureux, on trouve dans son catalogue un fonds substantiel de littérature, comprenant certes des auteurs habitués des forêts tropicales — John Irving, Joanne Trollope ou Patricia Highsmith —, mais aussi des écrivains plus « rares » — comme Michael Ondaatje ou Irene Diache —, des romanciers débutants — comme Debra Daley — ou consacrés — comme Nedra Gormier. Ce qui n'est guère surprenant lorsqu'on sait que la fiction est placée sous la houlette de la Néozélandaise Liz Calder, directrice éditoriale réputée pour sa sensibilité et son goût littéraire.

Publier simultanément lady Di et Michael Ondaatje ? Rien de plus naturel pour Nigel Newton, l'actuel PDG de la maison. Lorsqu'il créa Bloomsbury en 1986, avec le soutien d'investisseurs de la City, il débâcha à la fois Liz Calder, qui officie chez Jonathan Cape (2), et un homme de marketing venu de Penguin. Son objectif : éditer des livres « de la plus haute qualité littéraire et commerciale » ;

« combiner une attention personnalisée aux auteurs et à leurs ouvrages avec les méthodes de vente les plus agressives » ; s'appuyer enfin sur « un système de décision efficace et un contrôle financier serré ». Bref, les méthodes de Procter and Gamble revendiquées comme telles et appliquées sans complexe au « produit livre ».

Pour « fidéliser » les auteurs, Nigel Newton a même mis au point un système original d'intéressement aux bénéfices, le Bloomsbury Authors' Trust. L'ensemble de cette politique s'avère efficace. En huit ans, Bloomsbury, dont le chiffre d'affaires s'élève aujourd'hui à 8,5 millions de livres (environ 71 millions de francs), est devenu l'un des principaux éditeurs indépendants de taille moyenne. Son bénéfice (856 000 £) a cru, en 1993, de 40 % par rapport à l'année précédente. Et sa rentabilité explique certainement les succès, cette année, de son introduction en Bourse.

« Nous voulons être présents dans tous les secteurs de l'édition », explique elle-même Liz Calder, pour pouvoir lutter contre la concentration avec les grands, tout en étant, grâce à notre taille, plus souples et plus rapides dans nos réactions. » En 1994, Bloomsbury s'est offert à la fois un département de poche et un secteur jeunesse. Une sorte d'épothéose dans cette stratégie de « conglomérat miniature ». Mais pour Bloomsbury, il n'y en a pas d'autre possible, en Angleterre, pour un éditeur indépendant qui n'a pas, comme Faber and Faber, soixante-cinq ans d'âge.

Fl. N.

(1) Traduit en vingt-deux langues, *Princess in Love* d'Anna Pasternak s'est vendu à 200 000 exemplaires environ, selon l'éditeur, à la mi-décembre. Le livre a paru en France en octobre 1994 aux Presses de la Cité.

(2) Prestigieuse maison littéraire britannique, aujourd'hui propriété du groupe américain Random House.

## Le « Gallimard anglais »

Singulier éditeur que Faber and Faber. Indépendant, possesseur du plus prestigieux catalogue d'Angleterre, son horizon rime avec Europe et multimédia

« Faber and Faber ? C'est l'équivalent anglais de Gallimard » : ainsi Matthew Evans aime-t-il à décrire au visiteur français la maison qu'il dirige, sur Queen Square, à Londres, depuis 1972. Les deux éditeurs ne « partagent »-ils pas, d'ailleurs, un certain nombre d'auteurs, de Milan Kundera à William Golding, en passant par Lawrence Durrell ou Jean Genet ? Créée en 1929, Faber and Faber est l'une des rares maisons littéraires encore indépendantes de Grande-Bretagne. Son capital, jusqu'alors entièrement contrôlé par la famille Faber, a été restructuré en 1990 : un tiers appartient désormais aux héritiers des fondateurs, un tiers à la veuve de T. S. Eliot — qui fut éditeur chez Faber pendant plus de vingt ans —, un tiers enfin au personnel et aux dirigeants. « Mais aucun groupe d'actionnaires ne peut vendre ses parts sans l'approbation des autres », souligne Matthew Evans. Une manière de se protéger contre les appétits des grands conglomérats qui, à la première occasion, ne feraient qu'une bonchère d'une aussi séduisante proie.

Car Faber and Faber, qui réalise un chiffre d'affaires de plus de 10 millions de livres (environ 83,5 millions de francs), possède

l'un des catalogues les plus prestigieux de l'édition anglaise. Dans le domaine de la fiction, d'abord, avec Golding, le grand best-seller (*La majesté des mouches* s'est vendu à plus de 3 millions d'exemplaires), James Joyce, Tadeusz Konwicki, Flannery O'Connor, Nikos Kazantzakis, Mario Vargas Llosa et beaucoup d'autres. Mais aussi en poésie, où Faber occupe une position unique. « T. S. Eliot, qui fut notre éditeur de poésie jusqu'aux années 60, a créé au fil du temps un fonds que nous sommes les seuls à avoir », explique Matthew Evans. Cette richesse s'allie, d'après lui, à une « tradition anglaise de lecture de poésie », ainsi qu'à un engouement des jeunes, depuis une dizaine d'années, pour cette forme littéraire. Si bien qu'un auteur comme Seamus Heaney atteint des tirages de 30 000 exemplaires, Omeros de 20 000, Derek Walcott de 10 000... : des chiffres à faire rêver de ce côté-ci de la Manche.

Autre singularité rare en Grande-Bretagne, la politique éditoriale de Faber est résolument tournée vers l'Europe. Non seulement parce que celle-ci constitue après les îles britanniques le marché le plus important pour la maison (35 % du chiffre d'affaires y est actuelle-

ment réalisé notamment dans les pays de l'Est, avec des ouvrages en langue anglaise : Paul Auster, Harold Pinter, John Osborne...). Mais aussi parce qu'une partie du catalogue est constitué d'auteurs tchèques, russes, grecs, français... « Notre fonds est culturellement beaucoup plus proche de l'Europe que des États-Unis », souligne, avec une pointe de fierté, Matthew Evans.

Pourtant, Faber a beau être l'un des rares à traduire abondamment cette « littérature venant d'ailleurs », et avoir reçu le Booker Prize, la plus haute distinction littéraire britannique, deux années consécutivement — avec Kazuo Ishiguro en 1990 et Peter Carey en 1991 —, ses rivaux lui reprochent volontiers de s'endormir sur ses lauriers. « Le niveau baisse », dit-on, et surtout, « les revenus énormes engendrés par le succès de *Cats* (1), n'auront servi à financer aucun projet neuf ». « Faux, rétorque Matthew Evans. Grâce à cela, nous nous sommes intégrés verticalement. Nous avons développé notre propre marque de poche. Si bien qu'au lieu de vendre Kundera pour un demi-million de livres à Penguin, nous l'éditions maintenant nous-mêmes au format de poche. »

Quoi qu'il en soit, Faber and Faber ne manque pas, aujourd'hui, de dynamisme pour l'avenir. Tirant les conséquences du succès de *Cats*, Matthew Evans a commandé une adaptation de *La majesté des mouches* qui sera jouée cet été par la Royal Shakespeare Company. Un spectacle qui tournera dans toutes les écoles de Grande-Bretagne et du Commonwealth, et qui illustre bien la stratégie de la maison : parier sur les livres, bien sûr, mais aussi « mieux exploiter, au théâtre, au cinéma, à la télévision, les droits y afférant ». Faber a également l'intention de créer une société audiovisuelle, qui filmait les auteurs de la maison, sur vidéo ou CD-ROM, afin de produire, là encore, de nouveaux supports destinés au monde de l'éducation. « Il faut se préparer rapidement à la révolution multimédia qui nous attend », indique Matthew Evans, et apprendre à investir dans nos auteurs d'une façon différente. En 1995, aucun éditeur ne peut se reposer en chemin et attendre seulement de la venue des livres les profits qui le feront vivre dans les dix ans qui viennent. »

Fl. N.

(1) La comédie musicale tirée du roman de T. S. Eliot, *Old Possum's Book of Practical Cats*, figurait au catalogue de Faber. Les droits dérivés ont ainsi rapporté à l'éditeur près d'un million de livres par an dans les années 80.



## LE FEUILLETON

Pierre Lepape

**L**E jeu est connu de tous les amateurs de voyages : vous ouvrez votre grand Robert ou votre Littré à n'importe quelle page. Vous y choisissez un article, au hasard ; vous le lisez, intégralement, exemples et citations incluses. Vous trouvez toujours à cette lecture un ou deux mots, une ou deux œuvres citées que vous ne connaissez pas, ou mal, ou trop vaguement. Vous allez vous reporter aux articles qui les concernent, ou au livre de l'auteur signalé, qui vous renverront à leur tour à d'autres articles et d'autres livres. Et ainsi de suite. L'expédition est sans fin, sauf celle qu'assigne votre appétit sans limite, votre vie tout entière y passa. Pour mieux dire : votre vie disparaît, absorbée, engloutie par les mots des autres. Vous voilà devenu un homme ou une femme-bibliothèque.

Cette mésaventure est plus ordinaire qu'on ne la croit. Elle fait peur et, comme toutes les grandes peurs, on la combat par le comique et le ridicule. Le figura de l'érudit, de l'homme-bibliothèque incapable de comprendre la vie réelle, la vie hors les livres, est aussi vieille que la littérature. Tout encombré de savoir livresque, il n'est plus qu'un immense enchevêtrement de citations. Il n'a pas de corps, pas de cœur, pas de sens, pas de feu ni de lieu, il a des mots. A-t-il des idées ? la chose se discute, tant il paraît difficile d'avoir des pensées neuves quand on a si longtemps frotté son intelligence aux concepts contradictoires des uns et des autres.

Aleix Ferry appartient à cette étrange chevalerie des intoxiqués de la lecture, des solographes de librairie, des gueleutonneurs de papier imprimé. Il fait l'ivresse de tout ce qui lui tombe sous les yeux, les dictionnaires, bien sûr, qui sont sa cama de base, mais aussi les romans, les essais, les biographies, les traités, les poèmes, les récits, les correspondances. Et encore les missels, les journaux, les chensons, les scénarios, les prospectus, les catalogues, les almanachs. Sans compter les copies de ses élèves du lycée militaire de La Flèche, où il s'efforce de répandre la contagion de sa maladie. Si demain nos officiers prennent d'assaut les bouquinistes et les forteresses du savoir, ce sera la faute à Ferry.

Imaginez un ivrogne qui n'oublie rien de ses milliers de cuites passées, pas même le plus petit verre d'un alcool sans caractère, et vous aurez une idée du gros bagage que

**LA MER DES MAMELLES**  
Roman d'amour et de lettres  
d'Alain Ferry.  
Seuil, 600 p., 145 F.

doit traîner Alain Ferry la long des chemins de la création. Il semble se souvenir, au mot près, de tout ce qu'il a lu. Les ordinateurs, dit-il, ont de la mémoire, mais pas de souvenirs. Et, de fait, aucun fichier, aucune machine électronique ne pourraient suppléer à l'exercice du souvenir d'écriture tel qu'il est pratiqué dans la *Mer des Mamelles*. Avec Ferry, la citation cesse, comme chez Montaigne, d'appartenir au monde austère des obligations universitaires et de la cuisine savante. Elle est fleur presque sauvage qu'on cueille au hasard d'une promenade, ponctuation dans un chent, écho, matière à cristallisation, tremplin poétique, clin d'œil, figure de danse. Rien de pesant, rien de m'as-tu-vu, rien d'annuyant.

**C**ALVINO, dans ses *Leçons américaines* — que cite Ferry, bien sûr —, disait que la littérature ne pouvait vivre que si on lui assignait des objets démesurés, voire impossibles à atteindre. « Depuis que la science se défia des explications générales, comme des solutions autres que sectorielles et spécialisées, la littérature doit relever un grand défi et apprendre à nouer ensemble les divers savoirs, les divers codes, pour élaborer une vision du monde plurielle et complexe. » Calvino écrivait cela à propos des grands romans-encyclopédies que sont l'*Affaire des rues* de la rue des Marais, de Gadda, l'*A la Recherche du temps perdu*, de Proust, ou l'*Homme sans qualités*, de Musil. La *Mer des Mamelles* appartient de toutes ses phrases à ce genre d'écrits modernes et ambitieux où s'articulent les connaissances les plus diverses, les niveaux de langage les plus différents, les discours du corps et ceux de l'esprit, le politique et l'esthétique, le sensuel et le cérébral, le féminin et le masculin, l'anecdote et l'historique. La tout solidement préservée de la dispersion et de la pure perte par l'unité d'un style qui nous assure qu'Alain Ferry parvient à demeurer lui-même quand il est traversé par les mille écritures des autres.

La *Mer des Mamelles* a l'apparence d'un roman. Il y a des personnages : l'auteur, Vincent Ferrigno, transparent comme il se doit ; un auteur-adjoint, Gilles Nabal, cul-d-jatte et biblionmane — librique, écrit Ferry ; Bethsabée Rembrandt et Gilles Watteau, qui échangent une voluptueuse correspon-

dance amoureuse, et puis Marianne, la servante très convoitée de Nabal, M. et M<sup>me</sup> Emile Littré, du dictionnaire, sans compter Malraux et Marilyn Monroe, dont on apprendra qu'ils furent amants. Roman par lettres sur les lettres qui relie un fil rouge : pendant huit ans, nous dit-on, l'auteur a extrait de ses immenses lectures toutes les citations qu'il a pu y trouver relatives aux seins des femmes.

Le lecteur est donc prié de s'embarquer, en ferry, pour un périple sur cette mer des Mamelles — l'image est de Michaux — qu'on imagine infinie, tant l'illustration des beautés du corps féminin semble avoir partie liée avec le geste même d'écrire. C'est une forme universelle du sacré qui, comme d'autres, connaît ses intégristes et ses hérétiques, mais ignore les guerres de religion. Le voyage est délicieux. Le capitaine est un navigateur de rêve. Plutôt que d'aller droit au but comme le ferait un commerçant

les *Essais* de Montaigne auxquels Ferry emprunte beaucoup : la liberté d'écriture, la marquerie, les incrustations, le maniérisme sans manière, l'humour, la pratique des « allonges » que masque à peine l'utilisation du traitement de texte et qui souligne que Ferry est aussi un lecteur de Ferry.

Chaque chapitre du roman est un tableau dans lequel l'auteur s'essaye. Il « parle au papier » comme dit Montaigne ; il laisse sa plume courir et vagabonder — sans jamais perdre complètement de vue ses ports d'attache, les seins des femmes — jusqu'à ce que, abandonnées à leur pente, ses rêveries, savantes parfois, sensuelles souvent, littéraires toujours, dessinent son moi le plus secret, le plus intime ; jusqu'à ce que les livres des autres écrivent son propre portrait. Et celui de ses lecteurs en filigrane : la *Mer des Mamelles* est une œuvre ouverte, et l'on regrette que son éditeur n'ait pas prévu de pourvoir le livre de vastes marges dans lesquelles chacun aurait pu pourlanguir pour son compte l'exploration du grand bezar ferrigno.

Il arrive aussi que l'auteur se fourvoie, jamais bien longtemps. Ainsi, quand, aux prolongements de son roman, il range celui-ci dans la littérature dite « fin de siècle ». Les siècles auraient un âge ; dans la force de celui-ci, les auteurs inventeraient, créeraient des formes ; puis, à la fin, exténués, décadents, incertains, ils se rabattraient sur les accumulations, les gloses, les catalogues, les réécritures. Les fins de siècle seraient également mélancoliques, voyez Huysmans, que Ferry cite beaucoup, voyez Montaigne, encore, selon Starobinski.

Cette notion ne correspond à rien, pas même à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qui sert généralement de modèle à l'idée de décadence. Loti, Huysmans, Daudet et quelques autres maîtres fipés et musqués nous feraient-ils oublier que *Toto d'or* a été publié en 1890, et un *Coup de dés* en 1897, de même que les *Nourritures terrestres* ? Nous voilà loin de l'exténuation.

De la même façon, la *Mer des Mamelles* est un livre tonique, aventureux et d'une belle jeunesse. La littérature et la vie réelle — les seins — s'y livrent un combat sans merci et sans vainqueur. Beauté contre beauté, douceur contre douceur, un vrai combat amoureux d'où il ressort que l'une est la double indissociabilité de l'autre, son complément d'être. Lire et écrire, ça fait peser vivre, mais ça peut-être aussi ça déconner.

## Les seins de Pauline Littré

avide de rendement ou un amoureux guetté par le plaisir précoce, il prend son temps, il flâne, il se déroute pour nous faire jouir d'une île inattendue ou pour prendre d'aborder un vaisseau chargé de pierres précieuses. Comme il connaît son Fontanier et son Dumas sur le bout du doigt, il peut, sans dommage et sans naupathie pour les passagers, affronter les plus rudes tempêtes du discours aussi bien que ses calmes plats : le plus étonnant dans ce livre qui paraît fait de bric et de broc est qu'il file sans à-coups ses six cents pages, sans un instant d'obscurité, sans une seconde de fatigue.

**S**i on aime la littérature — c'est la moindre des choses —, on peut donc se laisser porter sans crainte de la première à la dernière vague de la *Mer des Mamelles*. Il est aussi possible de s'en nourrir, autrement ; par incursions et soubresauts, par exemple, comme on le fait avec

# Conte ethnologique

Créer un peuple et en dresser une monographie imaginaire n'est pas le moindre des exploits que réalise, dans son dernier roman, Ursula Le Guin

**LA Vallée DE L'ÉTERNEL RETOUR**  
(Always Coming Home)  
d'Ursula Le Guin.  
Traduit de l'anglais  
(États-Unis)  
par Isabelle Reinhard.  
Actes Sud, 687 p., 198 F.

Parler du futur au passé n'est pas la moindre ruse d'Ursula Le Guin. Se raconter soi-même sous prétexte de dresser le portrait d'un peuple inventé de toutes pièces et s'en faire l'ethnologue attentive pendant presque sept cents pages relève de l'exploit littéraire et trahit, strictement, en marge d'un goût affiché pour la totalité, une volonté testamentaire.

Avec la *Vallée de l'éternel retour*, Ursula Le Guin, qui a aujourd'hui soixante-cinq ans, signe l'un de ses textes les plus ambitieux et ceux qui ont applaudi à la *Main gauche de la nuit*, les *Dépossédés*, *Le nom du monde est forêt* (1) ou aux *Chroniques orsiniennes* (2) vont retrouver — sous la forme d'une monographie imaginaire — tous les thèmes fantastiques d'une conteuse qui, avec l'âge et la maîtrise, n'en finit pas de subvertir la notion de genre.

Saga syncrétique ou bible hybride, tour de force technique, la *Vallée de l'éternel retour* s'entend dans l'illusion du roman total. Le Guin y tente

l'impossible mélange de la science-fiction et du réalisme. Elle se veut en même temps médiévale et futuriste, écologiste, féministe et non violente. Elle sait déguiser ses souvenirs d'enfance en scènes d'avenir et jouer de la géographie pour ancrer ses conjectures. Elle n'oublie jamais de faire référence au Tao-té-king et au Yi-king, qui sont depuis longtemps ses tables d'orientation. Plus tard, les exégètes diront comment elle a nourri sa fantaisie d'innombrables emprunts aux mythologies et aux rites des Amérindiens qu'elle connaît bien...

Folkloriste  
new age

Fille d'Alfred et de Theodora Kroeber, dont l'un a donné sa cohérence à l'anthropologie américaine de son temps, et l'autre, en journaliste, recueilli le poignant témoignage du dernier des Yanas (3), Ursula Le Guin a grandi dans le culte de la diversité culturelle. Sa propre passion pour le Moyen Âge — en 1953, elle envisage de passer une thèse sur le poète Jean Le Maire de Belges — lui donne les ingrédients d'un étrange récit où le témoignage se trouve enchevêtré dans des « explications » dignes de l'ethnographie mais où domine l'insolite coexistence des âges différents de l'humanité. Le lecteur devine alors que le Guin a toujours été avant l'heure : une folkloriste new age.

De fait, en inventant un « peuple charnière », les Kesh (nom probablement dérivé de Kishimish, où elle a une maison de famille), Ursula Le Guin donne corps à un type d'exis-



Ursula Le Guin, médiévale et futuriste.

tence, à une manière d'être dans l'univers. Elle conjure l'archéologie au futur antérieur pour donner à sa vision « alternative » de la Californie du Nord — chamboulée par les tremblements de terre et envahie par les eaux — une épaisseur tellurique, une crédibilité. Elle chante le sens de la communauté des Kesh, leur solidarité avec la terre, l'eau, l'air et les créatures vivantes. Elle fabule. Elle pontifie à l'occasion. Sa prose se promène entre la science, le mythe

et l'utopie. Cela nous vaut des phrases très paradoxales comme « traduire un langage qui n'existe pas encore présente d'énormes difficultés mais n'exagérons rien » ou « ils n'avaient ni Dieu ni diable ; ils n'avaient pas de foi. Ce qu'ils semblaient avoir eu, c'est une métaphore qui fonctionnait ».

Comme souvent chez Le Guin, à l'opposé des Kesh, se trouve le peuple du condor, les Dayao, dominateurs et possessifs, guerriers invétérés, monothéistes et

totalitaires, voués à la toute-puissance de l'Unique, dont Roche-qui-raconte (la narratrice méseuse mais Kesh de cœur) dit : « Quand j'en parle, cela paraît clownesque. Mais c'est moi, ma voix. Je suis le clown, puisque je ne peux m'empêcher les reverses. Le mode dayao n'avait ni clown, ni clownerie, ni renversement, ni volée, il était rectiligne, solitaire, effrayant. »

Chef-d'œuvre  
d'illusion

La *Vallée de l'éternel retour* contient des poèmes kesh, des chants funéraires kesh, des contes et des pièces de théâtre kesh ainsi que des cartes du territoire et un glossaire. C'est dire qu'Ursula Le Guin pousse très loin la symétrie entre le roman et l'ethnologie. Elle va jusqu'à inventer un alphabet kesh, une grammaire kesh et dresse un tableau précis du système de parenté. Et, pour une fois, la critique peut invier le cliché calamiteux qui court quelquefois les quatrains de couverture : la *Vallée de l'éternel retour* est un roman qui se lit comme de l'ethnologie. Tout y est, même le formalisme méthodique de certaines thèses. Les mythes d'origine y sont beaux comme de vrais mythes d'origine. Si bien que tout concourt à faire de ce livre un chef-d'œuvre d'illusion : les Kesh existent puisque Le Guin les a inventés.

Jacques Meunier

(1) Ces trois titres ont été publiés aux éditions Robert Laffont, respectivement en 1971, 1975 et 1979.  
(2) Actes Sud, 1991.  
(3) *Inde, Plon*, coll. « Terre humaine », 1981, et Pocket, 1989.

Le 9 janvier,  
vous découvrirez  
le nouveau Monde.

**Le Monde**

مكتبة الطفل



## ÉCONOMIE

Après une nouvelle baisse du peso

# Le Mexique ne retrouve pas la confiance des marchés financiers

**DÉFIANCE.** En dépit d'une hausse des taux d'intérêt mexicains de 2 %, le peso a continué à perdre du terrain le 4 janvier tandis que la Bourse de Mexico était également en baisse. Visiblement, les milieux financiers ne pensent pas que le gouvernement d'Ernesto Zedillo puisse venir à bout du déficit important de la balance mexicaine des paiements courants.

■ « **DÉCONTAMINATION** ». A l'unisson de son homologue mexicaine, la Bourse de Sao Paulo a baissé au lendemain du plan d'austérité annoncé par le président Zedillo. Pour autant, le Brésil ne craint pas d'être « contaminé » par les difficultés financières que connaît le Mexique. De plus, soulignent les experts gouvernementaux, le niveau atteint par ses réserves en dollars, lui permet de parer à toute éventualité susceptible d'affecter la monnaie nationale, le réal.

■ **CARLOS SALINAS.** La crise monétaire mexicaine a singulièrement terni l'image du président sortant, Carlos Salinas de Gortari, l'un des trois candidats déclarés à la présidence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'organisme qui a pris la suite du GATT.

### REPÈRES

#### ÉCHANGES

Les Etats-Unis et l'UE ont conclu un accord commercial transitoire de six mois

Les Etats-Unis et l'Union européenne sont parvenus à un accord transitoire de six mois sur les conséquences commerciales de l'élargissement de l'Europe à trois nouveaux pays (Autriche, Finlande et Suède), a annoncé, mercredi 4 janvier, le représentant américain pour le commerce, Mickey Kantor. Cet accord permettra un accès à des tarifs peu élevés de « milliards de dollars d'exportations américaines » vers ces trois pays, selon un communiqué des services de M. Kantor. Divers secteurs ont été exclus comme l'agriculture et la papeterie. Mais les quinze ont accepté « d'envisager des secteurs sans préjudice pendant les négociations » qui permettront de conclure un accord permanent dans les six mois à venir.

#### RUSSIE

Les autorités fixent un plafond de fluctuation quotidienne du dollar face au rouble

La chute du rouble sera désormais limitée par rapport au dollar qui ne pourra plus gagner face à la devise russe que 10 % de sa valeur au maximum par séance sur le marché interbancaire de Moscou, selon les nouvelles règles du marché d'aujourd'hui, mardi 3 janvier, par l'agence ITAR-TASS. Ce plafond de fluctuation est entré en vigueur le mercredi 4 janvier. Si le cours de la monnaie russe s'effondre davantage, « une pause technique sera décidée et la direction du marché interbancaire informée de la banque centrale et se conformera à ses indications », précise ITAR-TASS. Cette décision a été prise presque trois mois après le mardi « noir » du 11 octobre au cours duquel le rouble avait perdu 21 % de sa valeur par rapport au dollar.

**FONCTION PUBLIQUE**  
Les salaires nets des agents de l'Etat ont progressé de 0,5 % en 1993

Selon l'Insee, les agents de l'Etat ont perçu en moyenne en 1993 un salaire brut de 155 050 francs, ce qui correspond à une rémunération moyenne nette de 132 180 francs et de 11 015 francs par mois. Entre 1992 et 1993, le salaire brut moyen des 1,8 million d'agents titulaires et non titulaires des ministères civils de l'Etat, résident en métropole, a donc progressé de 2,3 % en francs constants (c'est à dire hors inflation) et de 1,8 % en net. Mais cette augmentation relativement forte tient compte des effets de structure (promotion, etc.).

Le plan d'austérité, présenté mardi 3 janvier par le président Ernesto Zedillo, et l'annonce dans le même temps d'un soutien massif de 18 milliards de dollars (97 milliards de francs) apporté par le communisme internationale au Mexique (le Monde du 5 janvier) visaient à rassurer les marchés. Une condition sine qua non pour enrayer la chute du peso et la fuite des capitaux du Mexique. Mais, pour l'instant, l'objectif est loin d'être atteint.

La Bourse de Mexico a continué à perdre du terrain mercredi 4 janvier. Elle était même en chute libre avec un recul de près de 6 % lors des premiers échanges, avant de se reprendre et de limiter ses pertes à 1,9 %. En l'espace de deux semaines, la Bourse de Mexico a cédé 10 %. Les bons Brady de la dette mexicaine, du nom du secrétaire au Trésor de Ronald Reagan, institués pour permettre au Mexique de réduire

sa dette externe par échange de titres mexicains contre des obligations libellées en dollars, étaient orientés à nouveau à la baisse. Ils ont vu leur valeur chuter de 20 % depuis le 19 décembre.

On eût des merveilles de changes, une nouvelle hausse de 2 % de ses taux d'intérêt par la banque centrale du Mexique n'a pas empêché le peso de continuer à perdre du terrain mercredi 4 janvier. Il s'échangeait en fin de journée à 5,57 pour un dollar contre 5,35 mardi 3 janvier. Il s'approche de ses plus bas historiques touchés le 28 décembre, à près de 6 pesos pour 1 dollar. En tout, le recul de la devise mexicaine face au billet vert atteint les 38 %. Et pourtant, les taux des certificats de trésorerie libellés en pesos ont atteint le niveau considérable de 33 % à un mois, et de 34,99 % à trois mois.

Mercredi 28 décembre, la banque du Mexique avait multiplié par deux ses taux, les faisant passer à l'échéance d'un mois de

16 % à 31 %. Les analystes sont sceptiques sur la capacité du gouvernement mexicain à réduire le déficit de la balance des paiements courants (officiellement de 28 milliards de dollars en 1994) et à diminuer ainsi la dépendance du pays vis-à-vis des financements extérieurs.

### Tensions sociales

Les mesures d'austérité annoncées font craindre des tensions sociales fortes et une montée de l'inflation avec une spirale de hausses des prix et des salaires. C'est la révolte des paysans du Chiapas qui a montré au cours des derniers mois les limites du « modèle » mexicain et a déclenché les mécanismes de la crise et de la défiance. En alimentant une pression permanente sur le peso, la révolte des zapatistes a littéralement vidé les réserves de change de la banque du Mexique, qui

s'est retrouvée condamnée à laisser flotter le peso.

Selon une étude du journal *La Jornada*, les sorties de capitaux du Mexique ont atteint 23,4 milliards de dollars en 1994 (125 milliards de francs), soit 7,2 % de son produit intérieur brut. Près de la moitié des capitaux qui ont fui le pays, 11 milliards de dollars, ont quitté le Mexique au cours des seuls mois de novembre et décembre. Les réserves de changes du Mexique ont diminué de plus de 10 milliards de dollars depuis le 1<sup>er</sup> novembre pour s'établir à un peu plus de 6 milliards de dollars. A la fin de 1993, les réserves de changes s'élevaient à 24,53 milliards de dollars et étaient même montées à 29,55 milliards en février 1994.

En dépit des sorties de capitaux, les créances sur le Mexique détenues par les banques, les gouvernements et les investisseurs institutionnels (fonds et compagnies

d'assurances) ont atteint à la fin de 1994 plus de 160 milliards de dollars. Selon des chiffres publiés par American Express Bank en décembre 1994, les engagements bancaires de tout ordre étaient d'environ 95 milliards de dollars.

Selon la Banque de France, les banques françaises détiendraient 2,8 milliards de francs de créances sur le Mexique. D'après la *Tribune Desfossés* du jeudi 5 janvier, les investissements non bancaires réalisés par des fonds communs de placement et des institutionnels français seraient bien plus importants et sans doute supérieurs à 15 milliards de francs.

Au total, les pertes des investisseurs étrangers et notamment nord-américains, qui détiennent environ 60 % du marché obligataire et 30 % du marché des actions mexicains, sont estimées aujourd'hui à plus de 10 milliards de dollars.

ERIC LESER

## Le Brésil ne voit pas de raison de dévaluer le real

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

L'onde de choc de la crise économique mexicaine commence à se faire sentir au Brésil. La Bourse de Sao Paulo a baissé mercredi 4 janvier de 3,1 % après avoir déjà perdu 5,1 % mardi. Les sorties de capitaux ont atteint l'équivalent de 4,3 milliards de francs entre le 28 décembre et le 2 janvier. Sur le marché secondaire des « obligations Brady » résultant de la restructuration des dettes extérieures latino-américaines, les titres brésiliens ont reculé de 1,2 point, nettement moins il est vrai que leurs homologues mexicains, qui ont perdu plus de 4 % de leur valeur. Le *Journal do Brasil* révélait mercredi matin que huit banques supplémentaires pourraient passer, dans les semaines qui viennent, sous la tutelle directe de la Banque centrale pour éviter le dépôt de bilan. La banque de l'Etat de Rio de Janeiro et celle de l'Etat de Sao Paulo ont déjà connu le même sort, le 30 décembre.

Le Brésil est-il sur la même pente fatale que le Mexique ? La plupart des experts estiment que non. Le ministre des finances, Pedro Malan, a démenti mercredi soir les affirmations du *Journal do*

*Brasil*. Pour sa part, la banque d'affaires Salomon Brothers recommande à ses clients de transférer leurs investissements du Mexique vers le Brésil. Ce conseil n'est pas isolé et fait dire à Manuel Pires da Costa, président de la Bourse des marchés à terme de Sao Paulo, que « le malheur des uns fait le bonheur des autres ». Les arguments contre la thèse de la contagion sont de deux ordres, politique et économique.

### Euphorie nationale

Le Mexique et le Brésil ont commencé l'année avec des gouvernements tout neufs mais dans un climat politique très différent. La persistance de la rébellion indigène au Chiapas, le malaise provoqué par l'assassinat du candidat officiel du parti au pouvoir à la présidence, Donaldo Colosio, puis de son secrétaire général, ont fragilisé le nouveau président mexicain Ernesto Zedillo, à la personnalité incertaine. Au Brésil, au contraire, Fernando Henrique Cardoso a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> janvier dans une atmosphère d'euphorie nationale à la suite d'une élection incontestée, dès le premier tour du scrutin.

L'Etat réel des deux pays plaide également contre la mécanique de

l'entraînement. Les réserves en devises du Brésil sont de 42 milliards de dollars (225 milliards de francs), alors que le Mexique ne dispose que de 6,5 milliards de dollars. La balance commerciale mexicaine est connue en 1994 un déficit de 18 milliards de dollars, alors que la balance brésilienne a été en excédent de 11 milliards de dollars. On estimait, avant la crise, à 75 milliards de dollars les fonds spéculatifs étrangers placés au Mexique à très court terme. Ils n'atteignent que 12 milliards de dollars au Brésil, en raison des restrictions imposées par le gouvernement de l'ancien président Itamar Franco (1992-1994) pour éviter précipitamment des chocs trop brutaux.

« **Le même continent, c'est tout** »

« Le Brésil et le Mexique ont en commun d'être sur le même continent, un point c'est tout ». Telle est la conclusion à laquelle est parvenue l'équipe économique du président Fernando Henrique Cardoso, après avoir entendu un long exposé du directeur des affaires internationales de la Banque centrale, Gustavo Franco, à propos de la crise mexicaine. Le nouveau gouvernement, qui a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> janvier en même temps que le président, a donc décidé, dans l'immédiat, de ne rien changer à la politique de change. Il n'est pas question de dévaluer le real, la monnaie lancée le 1<sup>er</sup> juillet dernier, qui continue de garder, à la surprise générale, une sucrode de l'ordre de 10 à 15 % par rapport au dollar. « Le Brésil de demain ne sera pas le Mexique d'aujourd'hui », affirme le ministre des finances, Pedro Malan. Malgré les signaux inquiétants venus de la Bourse de Sao Paulo, et un début d'hémorragie des capitaux, les analystes financiers et les diplomates en poste à Brasilia ne sont pas loin de partager cette vision optimiste.

DOMINIQUE DHOMBRES

En relevant ses taux d'intérêt

## La Banque d'Espagne entend combattre les menaces inflationnistes

MADRID

de notre correspondant

La décision de relever, mercredi 4 janvier, ses taux d'intérêt (le Monde du 5 janvier) n'a pas véritablement surpris les milieux financiers puisque son gouverneur, Luis Angel Rojo, avait évoqué cette possibilité à plusieurs reprises. En revanche, le montant de la hausse (0,65 %) a étonné. En faisant passer le taux de l'argent de 7,35 % à 8 %, la Banque d'Espagne inaugure sa nouvelle indépendance par rapport au gouvernement et illustre aussi son souci de combattre l'inflation, qui, selon le communiqué officiel, « offre une grande résistance à la baisse ». Ce bel euphémisme est utilisé pour traduire les inquiétudes d'une reprise de l'inflation au cours des premiers mois de cette année en raison notamment de la hausse d'un point de tous les taux de TVA ainsi que d'autres impôts indirects. En principe, l'indice des prix pour l'année 1994 devrait légèrement dépasser les 4 %, c'est-à-dire un niveau supérieur à l'objectif de 3,5 % fixé par le pouvoir socialiste.

**Une réponse à la crise politique**

Cette forte hausse des taux d'intérêt vise donc à prévenir cette tendance marquée à un redémarrage de l'inflation. Mais rien n'indique, selon les milieux financiers, qu'elle sera suffisante. Les

syndicats, le patronat et les partis d'opposition voient plutôt dans cette mesure une réponse à la crise politique. L'affaire des GAL - groupes antiterroristes de libération - (lire aussi page 4) a provoqué à la fin de l'année 1994 un sentiment d'incertitude sur les marchés financiers en raison de la possibilité d'élections anticipées. La peseta a été fortement attaquée et est descendue à son niveau le plus bas de l'année par rapport au deutschemark. La décision de la Banque d'Espagne de relever ses taux d'intérêt n'a pas modifié cette tendance et la peseta a continué à se déprécier légèrement, mercredi 4 janvier, par rapport au deutschemark et au dollar, tandis que le Bourse de Madrid enregistrait une hausse de seulement 0,20 point à 288,26.

Quoi qu'il en soit, le renchérissement du prix de l'argent en Espagne marque un renversement plus significatif de la tendance à la baisse des taux d'intérêt observée depuis vingt-cinq mois. En novembre 1992, le taux de base était de 13,75 % et il n'avait cessé de décroître jusqu'à atteindre 7,35 % le 3 août dernier. Il s'agit donc d'une manœuvre nouvelle pour le gouvernement, qui se heurte de plus en plus à un manque de confiance alors que les indices de la reprise sont plus que présents et qu'ils permettent d'espérer un taux de croissance supérieur à 3 % pour l'année 1995.

MICHEL BOLE-RICHARD

## Mauvaises nouvelles pour M. Salinas de Gortari

La crise monétaire qui secoue le Mexique survient à un fort mauvais moment pour l'ancien président Carlos Salinas de Gortari. Hier porté aux nues, aujourd'hui boue émise, accusé d'avoir, par sa myopie, plongé le Mexique dans des difficultés sans nom, M. Salinas, qui a officiellement abandonné ses fonctions le 1<sup>er</sup> décembre 1994, se serait bien passé de cette publicité douteuse.

Car l'homme sur qui pleuvent désormais les critiques est candidat pour prendre la tête de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), née le 1<sup>er</sup> janvier pour succéder au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Il n'est pas le seul en lice. Deux autres personnalités briguent le poste. Le mieux placé est l'ancien ministre italien du commerce, Renato Ruggiero. Soutenu par les Douze (aujourd'hui au nombre de quinze) et par de nombreux pays en développement, il a réuni sur son nom, au 1<sup>er</sup> décembre, un peu plus de la moitié des quelque cent vingt pays membres du GATT. Au terme de ce tour de piste - informel -, M. Salinas arrive en deuxième position, avec un nombre de suffrages proche de celui de M. Chul-su Kim, le candidat sud-coréen.

A l'époque, le retard de l'ancien président mexicain ne paraissait pas insurmontable. D'autant que, fonctions officielles obligent, M. Salinas n'avait pas vraiment commencé à faire campagne, à l'inverse de ses deux concurrents. Candidat du continent américain - les Etats-Unis et les pays latino-américains se sont prononcés en sa faveur -, M. Salinas a donc pris son bâton de pèlerin et s'est rendu dans plusieurs capitales asiatiques pour faire valoir sa candidature.

Mais les mauvaises nouvelles en provenance du Mexique risquent fort d'écorner l'image de marque de l'ancien président et de rendre son handicap de départ impossible à rattraper. Jusqu'à ces derniers jours, les diplomates en poste à Ganava, siège de l'OMC, étaient persuadés que, dans cette course où le vainqueur est choisi par consensus, le premier à jeter l'éponge serait le candidat sud-coréen.

**Un handicap de départ peut-être insurmontable**

Les déboires mexicains ont brouillé les cartes. M. Salinas est en partie dévotement. A l'inverse, M. Kim redouble ses efforts. Le gouvernement sud-coréen vient d'ailleurs de le décharger d'une partie de ses fonctions pour qu'il se consacre à sa campagne électorale, et à elle seule. Quant à M. Ruggiero, il continue à tisser sa toile.

Directeur général du GATT, l'Irlandais Peter Sutherland a accepté de diriger l'OMC jusqu'à la mi-mars. Cela laisse un peu plus de deux mois pour lui choisir un successeur. L'attitude des Etats-Unis sera capitale. S'ils « lâchent » M. Salinas, ce dernier n'aura d'autre choix que de se retirer. Si, en revanche, ils reculent, M. Salinas, celui-ci devra s'effacer. Au profit d'un homme nouveau ? L'hypothèse est évoquée, mais aucun nom n'a encore été avancé. La question sera abordée fin janvier au cours des entretiens qu'eurent à Washington Leon Brittan, le commissaire européen chargé des relations économiques avec les pays occidentaux, et Alain Juppé, le ministre français des affaires étrangères, avec leurs homologues américains.

J.-P. T.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### ECUREUIL EXPANSION

SICAV MONÉTAIRE DE CAPITALISATION

pour la gestion de votre trésorerie

ont été les comptes de l'exercice social clos le 30 septembre 1994.

Ils seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra le 17 janvier 1995.

Conformément aux statuts, il sera proposé à l'assemblée de capitaliser la totalité des revenus distribuables de l'exercice.

PERFORMANCE SUR 1 AN : + 6,24 %

Valeur de l'action au 30.09.94 : 289 184,07 F.

#### CLÔTURE DE L'EXERCICE COMPTABLE 1993-1994

Le Conseil d'administration de la Sicav, réuni le 24 novembre 1994 sous la présidence de Monsieur François Drouin, a

#### ORIENTATION DES PLACEMENTS

Gérée dans une optique de régularité, Ecurieul Expansion est un instrument de gestion de trésorerie destiné à tout type de clientèle et plus particulièrement aux personnes morales (PME, PMI, associations...) recherchant la sécurité pour rémunérer des disponibilités à très court terme.

#### DIVISION DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

La valeur de l'action d'Ecurieul Expansion a été divisée par 2 le 3 juin 1994 et simultanément le nombre de titres multiplié par 2.

En apportant une plus grande souplesse à vos arbitrages, cette opération permet une meilleure optimisation de la gestion de votre trésorerie.

Sous gérance par Ecurieul Gestion - Filiale des Caisse d'Epargne de France et de la Caisse des dépôts et consignations.

CAISSE D'ÉPARGNE



A la recherche de 55 milliards de francs de recettes en 1995

## Le gouvernement espère privatiser la Seita et les AGF au premier trimestre

Le décret de privatisation de la Seita a été publié jeudi 5 janvier au « Journal Officiel ». Le gouvernement peut donc désormais se désengager du fabricant de cigarettes, dès qu'il le jugera possible, vraisemblablement au premier trimestre. Avant les élections présidentielles, les pouvoirs publics aimeraient également céder les AGF (Assurances générales de France) et peut-être introduire sur le marché la CNP (Caisse nationale de prévoyance). Mais la tâche compte pour réaliser ce programme et la faiblesse actuelle de la Bourse pourraient gêner l'objectif d'obtenir des recettes de 55 milliards de francs cette année.

« A cause de l'élection présidentielle, nous ne disposons que de deux fenêtres de dix ans cette année pour réaliser notre programme de privatisations, le premier trimestre et l'automne. Il faut entamer la procédure au plus vite si nous voulons atteindre notre objectif de 55 milliards de francs en 1995 ». Au ministère de l'Economie, l'heure est à la prudence sur le nom de la première opération de l'année. Comme à son habitude, Bercy a « deux fers au feu » qui sont « par ordre alphabétique les AGF et la Seita », auquel s'ajoute une possible entrée en Bourse de la CNP (Caisse nationale de prévoyance).

Le décret de privatisation du fabricant de cigarettes, publié le 5 janvier au Journal officiel, est certes

un « signal fort », « nécessaire mais pas suffisant » s'empresse-t-on d'ajouter par prudence en rappelant que celui des AGF a été publié du 19 mars 1994. La publication permet néanmoins au ministre de l'Economie de saisir la commission de privatisation qui va commencer à examiner le dossier. Le vrai compte à rebours débutera lorsque sera lancé l'appel d'offre pour la composition du groupe d'actionnaires stables (GAS).

Entre les AGF et la Seita, c'est cette dernière qui tiendrait actuellement la corde et le lancement de cette privatisation pourrait être annoncé prochainement. Cette dénationalisation apparaît comme techniquement le plus facile même si elle comporte des risques de turbulences sociales. Les AGF sont victimes du marasme du secteur des assurances depuis plus d'un an, paissent actuellement des tensions à la hausse des taux d'intérêt et souffrent encore de la contre performance boursière de sa consœur UAP, cédée l'an dernier dans des conditions déjà difficiles.

### Des déceptions à l'horizon

Au cours du premier trimestre, le gouvernement espère mener successivement ces deux opérations. Elles ne couvriront néanmoins pas la moitié des recettes escomptées (5 à 6 milliards pour la Seita, 12 à 15 milliards pour les AGF). La part la plus importante du programme restera à réaliser cet automne.

Les autres patrons d'entreprise publique dont le nom a été évoqué parmi les prochaines sur la liste gouvernementale (Renault, Thomson, Usinor-Sacilor, Pechiney...) risquent d'être déçus. Tous ne pourront entrer dans la deuxième fenêtre de tir à l'automne. Il faudra vraisemblablement aux pouvoirs publics privilégier les cessions importantes pour pouvoir tenter d'assurer les recettes attendues comme la cession du capital de Renault. Un redressement de la Bourse, faciliterait grandement la tâche.

F. Gr.

DOMINIQUE GALLOS

A l'approche des élections aux chambres d'agriculture

## La FNSEA appelle les paysans à l'unité

« Il faut que le monde agricole se présente désormais plus uni pour être plus fort. Le contexte démographique, économique et international exige une réelle unité professionnelle. » C'est en ces termes que Luc Guyau, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), a lancé, mercredi 4 janvier, la campagne pour les élections aux chambres d'agriculture qui auront lieu le 31 janvier dans tous les départements. Comme lors des précédentes élections, la FNSEA, principal syndicat paysan, présentera des listes communes avec les responsables du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA). Un score attribuant à ces listes un peu plus de 60 % des suffrages serait, pour lui, « satisfaisant ».

Le leader agricole a reconnu que, « depuis vingt ans, la sédimentation » des divers organismes professionnels pouvait paraître pesante et qu'il fallait désormais « rénover et alléger les structures » des différents corps intermédiaires représentatifs de l'agriculture. Il s'est montré fort peu

vindictif vis-à-vis du gouvernement et des responsables de la politique agricole commune (PAC) à Bruxelles. « Notre action syndicale a été payante, par exemple avec l'obtention de la diminution du taux de la TVA sur les fleurs, la baisse des charges sociales et fiscales des exploitants, la politique d'installation des jeunes », a-t-il déclaré.

Il ne faut pas renvoyer toujours la responsabilité aux hauts fonctionnaires de la Commission, dès qu'un problème apparaît, a indiqué ce substance Luc Guyau. C'est ainsi que, lorsque le marché du porc est en crise, ce qui provoque une forte baisse des cours sur le marché au cadran de Plérin (Côtes-d'Armor), ou lorsque les producteurs de vaches de l'Ouest sont pénalisés par la baisse des restitutions lorsqu'ils veulent exporter leurs produits vers l'étranger, ils doivent s'en prendre d'abord à une insuffisante maîtrise de leur production par eux-mêmes. « Plus que jamais, l'agriculture sera confrontée aux lois du marché. »

F. Gr.

DOMINIQUE GALLOS

### SOCIAL

Première prise de contact entre M. Gandois et M. Blondel, secrétaire général de FO

## Le CNPF étudie son retour dans la gestion de l'assurance-maladie

L'accord semble avoir été total, mercredi 4 janvier, lors de la rencontre entre Jean Gandois, président du CNPF, et Marc Blondel, secrétaire général de FO. Les deux hommes ont inauguré le cycle de prises de contact du nouveau patron des patrons avec les syndicats.

A l'issue d'une heure et demie de discussions, M. Gandois a précisé que les deux parties étaient tombées d'accord sur la liste des sujets à aborder et des méthodes à employer. « Dans la situation de reprise économique et de chômage fort où nous nous trouvons, nous avons besoin de réformes structurelles et il ne peut y avoir de réformes sans un dialogue social revivifié », a-t-il déclaré avant d'annoncer qu'il « pourrait proposer une méthode pour une rencontre plus globale » avec

l'ensemble des organisations syndicales.

De son côté, Marc Blondel s'est félicité des points de convergence avec son interlocuteur. « M. Gandois ne souhaite pas avoir de négociation sur l'ensemble des problèmes qui pourraient s'apparenter à un contrat social, et moi non plus », a-t-il dit. « Comme nous, il pense que le débat salaires-emplois relève de la macro-économie et qu'il ne correspond pas à l'intérêt des entreprises. » M. Gandois aurait dit à son interlocuteur qu'il fallait « savoir augmenter les salaires ». Le secrétaire général de FO s'est félicité que le CNPF ait décidé de reprendre sa place dans la gestion des organismes paritaires, et notamment dans l'assurance-maladie, qu'il avait délaissée en 1992, afin de « sortir de la situation de rup-

ture ». L'objectif avoué de l'un et de l'autre est de « dégaucher l'assurance-maladie de l'emprise de l'Etat ».

### EN BREF

La direction d'une filiale des Ciments français est séquestrée par des manifestants. - Le directeur général et deux directeurs de l'entreprise Calcia, filiale des Ciments français, sont séquestrés depuis mercredi 4 janvier au soir dans les locaux du siège social à Guerville (Yvelines) par 400 manifestants venus de toute la France. Dans l'après-midi devait se tenir une réunion du comité central d'entreprise au cours de laquelle la direction devait présenter son plan de suppression de 126 emplois, sur un effectif de

1 667 réparti sur cinq des dix usines du groupe.

Sollac supprimera 781 postes en 1995. - Lors du comité central d'entreprise, réuni mercredi 4 janvier, la direction de Sollac, l'une des filiales du groupe sidérurgique Usinor-Sacilor, a confirmé son plan de réduction d'effectif pour 1995. Celui-ci prévoit la suppression de 781 postes répartis en 485 départs et en 296 équivalents temps plein fournis par différentes mesures d'accompagnement, mais sans licenciement. Avec ce plan, 174 reclassements extérieurs

volontaires devraient avoir lieu, ainsi que 174 départs en préretraite na retraite et Sollac compte sur 141 départs « nets » qui seraient le solde entre les départs naturels et les embauches. Sollac, qui a déjà réduit ses effectifs de 1 106 en 1994, comptait 17 960 salariés au 31 décembre.

AGRICULTURE : les enveloppes de prêts bonifiés 1995 sont disponibles. - Les enveloppes de prêts bonifiés à l'agriculture pour 1995 sont disponibles et viennent d'être envoyées dans les directions départementales de l'agriculture

et de la forêt, a annoncé mardi 3 janvier Jean Puech. Le ministre de l'Agriculture et de la pêche précise que « ces enveloppes ont été envoyées avec un mois d'avance par rapport à l'an dernier et trois mois par rapport aux échéances normales ». L'enveloppe de prêts bonifiés pour les investissements s'élève à 12 milliards de francs au lieu de 9,3 en 1994. A ce chiffre, il convient d'ajouter 2,7 milliards consacrés à l'aménagement de la dette agricole sous forme de consolidation de prêts ou d'allongement de durée de prêts bonifiés.

PIERRE-ANGEL GAY

Repoussant une commande du ministère de la défense

## La SNECMA réclame une baisse autoritaire de 2 % du prix des réacteurs de l'avion Rafale

Pour la première fois un bras de fer oppose le ministère de la défense et des industriels de l'armement : le groupe SNECMA (Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation) vient de refuser la commande, par la délégation générale pour l'armement (DGA), de vingt réacteurs M. 88 aux conditions fixées, à savoir une diminution d'autorité de 2 % des coûts par an. Le M. 88 est le réacteur de l'avion de combat Rafale.

A la fin de 1994, François Léotard a réclamé un effort aux industriels de la défense afin d'obtenir de leur part des gains de productivité se traduisant par des baisses de prix de l'ordre de 2 % par an durant la durée d'application de la loi de programmation militaire (de 1995 à 2000). Dès l'annonce de cette nouvelle politique (Le Monde du 9 novembre 1994), la quasi-totalité des organisations professionnelles du secteur ont affirmé que cette exigence était d'autant

plus déraisonnable qu'elle n'avait pas été, au préalable, négociée entre l'Etat et les industriels concernés.

Le Conseil des industries de défense (CIDEF), présidé par Serge Dassault, PDG de Dassault Aviation, a souligné, à cette occasion, qu'il était nécessaire d'ouvrir des négociations à trois - Etat (par l'intermédiaire de la DGA), états-majors et industriels - pour parvenir à des solutions acceptées de tous.

### Aucun commentaire officiel à la DGA

Ouvrant probablement la voie à d'autres sociétés, le groupe SNECMA vient de faire savoir à la DGA qu'il ne pouvait donner son accord à une récente commande portant, pour le compte de l'aéronavale et de l'armée de l'air, sur vingt réacteurs M. 88 destinés à l'avion de combat Rafale conçu par Dassault. Le contrat en question - sur

lequel la SNECMA refuse de donner davantage de précisions « par respect envers un engagement vis-à-vis d'un client » et pour éviter toute polémique - est en réalité un avenant définissant les nouvelles conditions tarifaires et modifiant les références de prix précédemment en vigueur. Il s'agit sur plusieurs années et il fait obligation au constructeur de moteurs d'avoir à baisser régulièrement ses prix de 2 % par an. Il représente 600 millions de francs.

A la DGA, on ne fait aucun commentaire officiel. On sait seulement que le délégué général pour l'armement, Henri Conze, prépare une réorganisation de la DGA (Le Monde du 24 décembre 1994) afin notamment d'instituer une « charte » sur la maîtrise des coûts, qualifiée de « véritable défi » à relever entre le ministère de la défense, les états-majors et les industriels. A la DGA, on indique que les discussions continuent avec la SNECMA sur les modalités de la commande.

Levant l'hypothèque sur la mise en place de l'OMC

## L'Inde et le Pakistan ouvrent leurs marchés aux produits textiles occidentaux

La guerre du textile n'aura pas lieu. Le conflit entre l'Inde et le Pakistan d'un côté, et l'Union européenne et les Etats-Unis de l'autre, a cessé pendant l'accord de Marrakech (Maroc) sur l'Organisation mondiale du commerce en mars 1994, a trouvé en extrême une solution. Les deux pays du sous-continent indien ont accepté d'ouvrir progressivement leurs frontières aux produits textiles occidentaux.

C'est fait. L'Inde et le Pakistan ont mis fin au conflit les opposant, depuis des mois, à l'Union européenne et aux Etats-Unis dans les difficiles tractations accompagnant le démantèlement de l'Accord multilatéral (AMT) et l'insertion, sans aucune restriction - du textile et de l'habillement dans le commerce mondial en 2005. Gros pourvoyeur de main-d'œuvre dans les pays riches, mais aussi industrie vitale des pays pauvres, ce secteur était géré depuis 1974 par un système complexe - de quotas d'exportation, négociés pays par pays, produits par produits (Le Monde du 27 janvier 1994).

L'accord ratifié à Marrakech le 15 mars 1994 prévoyait, avec la création de l'OMC, un démantèlement progressif des quotas protégeant jusqu'ici les Etats occiden-

taux des importations de tiers-monde et, parallèlement, l'ouverture des marchés des pays pauvres aux exportations de l'Europe et des Etats-Unis. Une ouverture jugée vitale par Washington et Bruxelles, mais refusée obstinément par l'Inde et le Pakistan, deux poids lourds du secteur.

### L'accord avec New-Delhi jugé plus favorable

L'accord, trouvé dans les toutes dernières heures de 1994, lève l'hypothèque qui pesait sur la mise en place de l'OMC en 1<sup>er</sup> janvier. Le Pakistan accepte d'ouvrir ses frontières, excluant toutefois l'importation de certains produits cotons. Ses droits de douane seront abaissés en 2005 de 70 % à 35 %. Des concessions jugées insuffisantes par l'European Clothing Association (ECLA) qui reconnaît toutefois que « tout cela n'est pas trop grave, les possibilités d'exporter au Pakistan étant assez faibles ».

Jugé plus favorablement, l'accord avec New-Delhi était, lui, beaucoup plus important. L'an dernier, les exportations indiennes de textile vers les Etats-Unis ont représenté 8 milliards de francs pour 40 millions de francs de produits importés seulement. Avec l'Union européenne, la dissymétrie était la même : 13 milliards de

francs d'exportations, 100 fois plus que d'importations de produits textiles made in CEE.

Sous la pression de ses partenaires occidentaux, l'Inde a non seulement accepté d'ouvrir ses frontières aux exportations occidentales, mais aussi d'abaisser dans cinq ans, ses droits de douane de 70 à 35 %. En échange, l'Europe et les Etats-Unis ouvriront plus rapidement que prévu leurs frontières aux produits indiens. New-Delhi pourra ainsi exporter vers l'Europe 7 000 tonnes de produits textiles supplémentaires de 1995 à 1997, puis 8 000 de 1998 à 2004. Vers les Etats-Unis, les exportations devraient augmenter immédiatement de 360 millions de dollars (1,9 milliard de francs), selon le ministre indien du textile, Venkat Swamy.

« Nous sommes confiants », assure encore Venkat Swamy, mercredi 4 janvier, en vantant les termes du compromis. « Cet accord est une victoire pour le textile indien », assure, le même jour, Mickey Kantor, représentant américain au commerce. Plus prudents, les Européens, par la voix de l'ECLA, estiment que, « si les problèmes laissés pendants à Marrakech sont réglés, le défi, lui, restait à relever ».

PIERRE-ANGEL GAY

Franz-Olivier Giesbert  
reçoit

Raymond Barre

Vendredi 6 décembre  
à 7h40

EUROPE 1

مكتبة الأمل



MARCHÉS FINANCIERS

Renault a réalisé son meilleur taux de pénétration en Europe depuis dix ans

Avec 11 % du marché européen, Renault a réalisé en 1994 son meilleur taux de pénétration en Europe depuis dix ans, a souligné le 5 janvier Patrick Faure, directeur général adjoint du groupe automobile, en charge des affaires commerciales. En volume, les ventes de voitures particulières du groupe ont porté sur 1.307 million d'unités, soit une progression de 8,5 % dans une Europe occidentale où le marché n'a augmenté que de 5,8 %. Une décennie aura donc été nécessaire pour que le constructeur revienne au niveau des années folles, lorsque la Régie se préoccupe plus de volume que de rentabilité et que les véhicules étaient vendus en dessous de leur coût de fabrication, entraînant la société dans la spirale des déficits. Pour gagner des parts de marché, Renault creusait sa tombe. La firme reprenait en main engagée par Georges Besse pour enrayer cette dérive, et perpétuée par Raymond Lévy pour réintroduire des règles strictes de gestion, avait contraint Renault à réviser ses ambitions au profit de marchés, glissant même légèrement sous la barre des 10 % du marché européen. Dix ans ont passé. Le constructeur a retrouvé son niveau d'antan sans nuire, cette fois, aux conditions d'une gestion saine (Renault affiche l'un des meilleurs taux de rentabilité dans l'industrie automobile mondiale, avec BMW et Chrysler). Toutefois, des faiblesses demeurent. Si les 30 % de part de marché en France correspondent à peu près à l'objectif que s'est fixé Patrick Faure, si les 11 % en Europe (contre 10,6 % en 1993) révèlent une progression de la marque, celle-ci demeure beaucoup trop cantonnée au vieux continent.

Sur un total de 1,836 million de voitures particulières et petits utilitaires vendus dans le monde en 1994, seulement 259 000 véhicules ont été commercialisés en dehors de l'Europe occidentale... dont plus des deux tiers en Tur-

quie et en Argentine. C'est dire combien la marque est peu présente sur les autres marchés, lorsqu'elle n'en est pas totalement absente. En outre, une trop forte concentration géographique comporte des risques auxquels Renault a été confronté. A cause de la crise économique que traverse la Turquie, les ventes sur ce marché qui assurait 4,5 % des ventes hors Europe en 1993, ont baissé presque de moitié en 1994. Ce dérapage n'a pu être totalement compensé par des progrès parfois spectaculaires sur d'autres marchés, mais portant sur de faibles volumes (comme un quintuplement au Brésil avec seulement... 7 340 ventes). Absent des Etats-Unis (sauf dans le poids lourd par le biais de sa filiale Mack Trucks), le constructeur n'a pu notamment profiter de la bonne santé du marché américain qu'il a quitté en 1987 pour avoir commis l'imprudence d'y financer ses investissements essentiellement par l'emprunt. Raymond Lévy, dont la priorité consistait à restaurer les comptes de la Régie, avait mit fin à l'aventure américaine dans laquelle un de ses prédécesseurs, Bernard Hanon, avait

La poursuite des concentrations dans l'industrie papetière

Le suédois SCA acquiert 60 % de l'allemand PWA pour 4 milliards de francs

Le groupe suédois Svenska Cellulosa Aktiebolaget (SCA), spécialisé dans le bois et le papier, a annoncé, jeudi 5 janvier, qu'il allait acquérir quelque 60 % des actions du groupe forestier allemand Papierwerke Waldhof-Aschaffenburg AG (PWA) pour un montant d'environ 1,2 milliard de marks (environ 4 milliards de francs). Cet achat fera de la nouvelle entité « le plus important groupe d'industries forestières d'Europe », avec un chiffre d'affaires d'environ 56 milliards de couronnes suédoises (41 milliards de francs), dont 21 milliards de couronnes pour PWA, affirme SCA dans un communiqué. Le papierier suédois va acquérir les actions de PWA auprès de la société allemande Bayernwerk, détenue communément par VIAO et Hypobank. Après le rachat des activités papetières de Saint-Gobain par Jefferson Smurfit, l'acquisition de PWA par SCA est la seconde grosse opération de concentration dans le secteur papetier en quelques mois.

Les petits actionnaires du Credito Romagnolo réservés sur la contre-OPA menée par la Cariplo

Le conseil d'administration de la banque de Bologne, le Credito Romagnolo (Rolo), s'est réuni mercredi 4 janvier pour examiner la contre-OPA lancée sur son capital par un consortium bancaire mené par la Cariplo, en réplique à une première offre présentée par le Credito Italiano (le Monde du 23 décembre). La contre-OPA - approuvée lundi 2 janvier par la Commission des opérations de Bourse italienne (Consob) - porte sur 70 % du capital, à raison de 21 500 livres par action, contre une offre de 20 000 livres par titre portant sur 63,66 % du capital par le Credito Italiano.

Si le conseil d'administration a jugé « positive » à l'unanimité la contre-OPA menée par la Cariplo, certains petits actionnaires veulent encore se donner le temps de la réflexion. Avant le début de la réunion du conseil d'administration, le président d'un groupe de petits actionnaires appelé « Les amis du Rolo », Giorgio Supazzoni, a indiqué que les détails de l'offre et les clauses de garantie « sont meilleurs » qu'avait le Credito Italiano. Mais il a ajouté qu'il était préférable d'attendre avant de rendre une réponse définitive : la Consob a en effet donné son approbation pour la contre-OPA de la Cariplo du 11 janvier au 3 février. « Jusqu'à présent, les actionnaires y ont gagné à chaque offre nouvelle », a affirmé ce défenseur de l'actionnariat « diffus », en s'estimant convaincu qu'« il y aura d'autres relances ».

PARIS, 5 janvier • Recul

La reprise enregistrée au cours des deux dernières semaines de l'année a tourné court, jeudi 5 janvier, à la Bourse de Paris, où les prises de bénéfices se multiplient, en raison notamment de la faiblesse du dollar. En hausse de 0,42 % à l'ouverture, mais très vite en baisse, l'indice CAC 40 affichait en début d'après-midi un recul de 0,95 % à 1 853,58 points.

Le marché était un peu plus actif que les jours précédents, avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 800 millions de francs sur le règlement mensuel. Le Matif était tout juste soutenu, avec un gain de 0,02 % à 109,56.

Mercredi aux Etats-Unis, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans reculait à 7,85 %, contre 7,91 % mardi soir. Les investisseurs attendent la publication vendredi des chiffres du chômage américain pour décembre. Cette statistique, si elle reflète une croissance vive aux Etats-Unis, pourrait pousser le Réserve fédérale à relever ses taux directeurs.

Les opérateurs vont également s'intéresser aux évolutions monétaires en Allemagne. Jeudi se réunit le conseil de la Bundesbank. Les milieux financiers doutent que l'institut fasse un geste lors de cette réunion qui ne sera pas suivie d'une conférence de presse.

Les gestionnaires signalent des ventes assez importantes d'investisseurs étrangers, perplexes sur l'évolution politique en France avec la multiplication des candidatures à l'élection présidentielle et les prises de position de plusieurs ministres en faveur d'Edouard Balladur.

La Bourse accueillait plutôt mal le rachat par Sidel de la firme Hema Technologies, le titre reculant de 4,35 % à 1 033 francs. Selon certains courtiers, la firme d'eaux minérales Perrier pourrait changer l'emballage de son eau, troquer le verre contre le PET, plastique embouteillé par les machines de Sidel.

NEW-YORK, 4 janvier • Progression sans conviction

Wall Street a clôturé en hausse, mercredi 4 janvier, encouragé par une baisse des taux d'intérêt à long terme, due notamment à un raffermissement du dollar face au yen.

Cette progression s'est toutefois effacée, selon les experts, sans réelle conviction. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné 19,17 points, soit 0,50 %, à 3 857,85 points. L'activité a été beaucoup plus soutenue que ces derniers jours, avec quelque 319 millions d'actions échangées. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, a reculé à 7,85 % contre 7,91 % la veille.

Les investisseurs attendent la publication vendredi des chiffres du chômage américain pour décembre. Larry Wecht, analyste chez Prudential Securities, table sur un nombre de créations d'emplois en janvier jusqu'à 300 000. Ce chiffre pourrait fournir une raison supplémentaire à la Réserve fédérale (Fed) pour relever ses taux directeurs à la prochaine réunion du Comité de l'open market, le 31 janvier.

Du côté des actions, les valeurs médicales continuent à reculer, avec

VALEURS	Cours du 3 jan.	Cours du 4 jan.
Alcoa	26 1/2	26 3/4
Allied Signal Inc.	34	33 3/8
American Express	29 1/4	29 1/2
AT&T	16	15 3/4
Bethlehem Steel	18	17 3/4
Boeing	48 3/4	48 3/4
Campbell Inc.	52	51 3/4
Chrysler	44 1/2	44 1/2
Coca-Cola	51 3/4	51 3/4
Disney Corp.	48 1/2	48 1/4
Du Pont de Nemours	58 3/8	58 1/2
Eastman Kodak	48 1/4	48 1/2
Exxon	69 3/4	69 3/8
General Electric	51	51
General Motors	41 3/4	42 1/4
Goodyear Tire	33 3/8	33 1/2
IBM	78 3/4	78 3/4
International Paper	76 1/8	75 3/4
Morgan J.P.	68 1/2	67 3/4
National Health	142 3/4	142 3/4
Marck and Co.	38 1/4	38 1/8
Marathon Oil	53 3/4	53 3/8
Philly Morris	37 1/2	37 1/2
Procter & Gamble	62 3/8	61 3/4
Sears Roebuck and Co.	47 1/2	47 1/2
Shell	39 1/2	39 1/2
Union Carbide	28	29 1/2
United Tech.	82 1/2	82 1/2
Westinghouse El.	12 1/2	12 1/2
Woodward	15 3/8	15 1/8

LONDRES, 4 janvier • Léger recul

Les valeurs ont légèrement reculé, mercredi 4 janvier, à la Bourse de Londres, où l'activité reprend très lentement en l'absence de nouvelles pouvant réveiller le marché après les fêtes de fin d'année. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 14,1 points, à 3 051,6 points, soit un repli de 0,5 %. Quelque 399,7 millions d'actions ont changé de mains contre 294,2 millions la veille.

Les opérateurs s'attendent à une reprise graduelle de l'activité sous l'influence notamment de la publication, vendredi, des chiffres du chômage.

VALEURS	Cours du 3 jan.	Cours du 4 jan.
Admiral Lyons	5,28	5,27
BP	2,24	2,22
BT	4,28	4,27
CA	4,57	4,56
Glaxo	6,67	6,66
Glaxo	5,36	5,31
ICI	7,65	7,61
Reckitt	4,62	4,59
RIT	8,26	8,16
Shell	8,96	8,95
Unilever	11,53	11,48

TOKYO, 5 janvier • Poursuite du repli

La Bourse de Tokyo a poursuivi, jeudi 5 janvier, son mouvement de repli amorcé la veille, notamment en raison de la faiblesse du dollar contre le yen. Au terme des échanges, l'indice Nikkei a perdu 87,93 points, soit 0,35 %, à 19 016,11 points. Le volume des transactions a atteint quelque 150 millions de titres, contre 76 millions pour la demi-séance de mercredi.

Des échanges liés aux arbitrages ont

VALEURS	Cours du 4 jan.	Cours du 5 jan.
Bridgepointe	1 980	1 980
Casual	2 000	2 000
Fuji Bank	2 190	2 190
Honda Motor	1 800	1 770
Mitsubishi Electric	1 630	1 610
Mitsubishi Heavy	780	767
Sony Corp.	5 680	5 680
Toyota Motors	2 190	2 170

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RACHAT

LE BOURGET (collants) racheté par la société financière lyonnaise EDI - La Société financière européenne de développement industriel (EDI), basée à Lyon, a annoncé le 4 janvier avoir pris la majorité du groupe Le Bourget, dernière marque indépendante de collants et bas français, propriété de la famille Sallit. Au premier semestre 1994, Le Bourget a enregistré une perte de 39 millions de

francs (37 millions en 1993 et 41 en 1992) et ses ventes ont baissé d'un tiers. EDI et ses partenaires financiers - France-Vendôme, CFEF (Banque populaire), ACTIDEV - apporteront 42,5 millions de francs à la Financière Le Bourget, créée à cette occasion. La famille des fondateurs conserve 2 % du capital de la Financière Le Bourget.

TRANSPORTS

TGV-MEDITERRANÉE: nouvelle péripétie. - Les opposants au TGV-Méditerranée viennent de gagner une manche dans la bataille qui les oppose aux pouvoirs publics et à la SNCF. La commission d'enquête a émis un avis défavorable à la déclaration d'utilité publique (DUP) du TGV-Méditerranée, prise le 31 mai, pour la portion longeant les installations nucléaires de Tricastin, a-t-on appris le 4 janvier, considérant notamment « que les risques encourus par la population sont non seulement réels mais d'une gravité telle qu'il est impensable d'occure d'aucune façon » et « qu'aucune réponse langible n'est donnée concernant les risques et les mesures dans les zones inondables ». Le conseil d'Etat avait accordé, en mai, un avis favorable à la DUP du TGV-Méditerranée, tout en demandant un aménagement au passage de Tricastin, sur une dizaine de kilomètres. La voie ferrée avait été déplacée de 500 mètres et cette nouvelle portion de tracé soumise à enquête publique.

RÉORGANISATION

Philip Morris réorganise sa division « alimentation » en Amérique du Nord. - Philip Morris a annoncé le 4 janvier le regroupement de ses deux branches « alimentation » en Amérique du Nord, Kraft et General Foods, qui étaient restées sous des directions séparées depuis leur rachat par le géant américain de l'agroalimentaire et du tabac au début des années 1980. Les deux unités auront désormais les mêmes responsables, sous la houlette Kraft Foods, ce qui va entraîner la suppression d'une centaine de postes de cadres (AFP).

AUTOMOBILE

BMW: exit la 325i bonjour la 328i

A peine arrivée en France, la 750, sous sa motorisation à douze cylindres, un joujou de luxe (le Monde du 6 octobre) pour amateurs fortunés, dont on murmure qu'un exemplaire a été livré la veille de Noël, BMW annonce que la 325i va être remplacée par une 328i. Ce qui a de quoi surprendre les plus récents acquéreurs du modèle, particulièrement brillant sur la route. Bien entendu, il s'agit d'une évolution de la gamme alimentée à l'essence et non de la gamme qui prend dans le gazole son énergie. Les versions Diesel de la 325i (TD et TDS) continuent donc leur carrière, brillante et méritée. C'est au printemps prochain que les premières livraisons de la nouvelle 328i s'annoncent.

Pour l'essentiel, il s'agit pour les ingénieurs chargés de l'opération, d'augmenter le rendement du moteur de la défunte 325i à essence, modèle de pointe de la série 3 du constructeur munichois, en allégeant le poids de la mécanique. Ce pari dont on vérifiera les résultats

dans quelques semaines, apparaît comme un louable souci puisque le démarrage devrait amener des consommations en baisse, encore que ce ne doit pas être la préoccupation principale de leurs propriétaires.

Quoi qu'il en soit, les six cylindres de 2 494 cm<sup>3</sup> donc désormais porté à 2 793 cm<sup>3</sup> mais dans l'affaire le poids du groupe perd plus de 31 kilogrammes, grâce à un carter-moteur en aluminium et à un allègement du mécanisme d'embellage. Plus que la puissance maximale c'est le couple (effort de propulsion en l'occurrence) qui bénéficie, en même temps que la consommation, de cette évolution du moteur. Côté puissance fiscale, on n'en sait pas plus pour l'instant.

La marque allemande a profité des circonstances pour installer à bord de la nouvelle 328i et en aérie, un système antidémarage du moteur qui fait appel à l'électronique. Une sage précaution qui réjouira les compagnies d'assurances.

C. L.

**Le Monde**

Edité par la SA Le Monde  
Société anonyme  
avec directeur et conseil de surveillance

Comité exécutif:  
Jean-Marie Colombani  
président du conseil  
directeur de la publication  
Dominique Ashby  
directeur général  
Noël-Jean Bergeroux  
directeur de la rédaction  
Benoît Piel  
directeur de la gestion  
Anne Chastagnier  
directeur délégué

Directeur de l'information:  
Philippe Labadie  
Rédacteurs en chef:  
Thomas Farnoux, Edwy Plenel,  
Robert Solé  
adjoints au directeur  
de la rédaction

Bruno de Carma, Laurent Groussier,  
Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre,  
Luc Rosenzweig

Marcel Lucbert  
directeur du « Monde des débats »  
Alain Rollier, Michel Tatu  
conseillers de la direction

Daniel Vernet  
directeur des relations internationales  
Alain Fournier  
secrétaire général de la rédaction

Médiateur:  
André Laurens

Conseil de surveillance:  
Président: Alain Minc  
Vice-président: Olivier Dahan

Anciens directeurs:  
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)  
Jacques Fauvet (1959-1982)  
André Laurent (1982-1985)  
André Fontaine (1985-1991)  
Jacques Lecaillon (1991-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:  
11, rue de Valenciennes  
75013 PARIS CEDEX 15  
Tél.: (01) 46 36 36 36  
Télécopieur: (01) 46 36 36 36

ADMINISTRATION:  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél.: (01) 46 36 36 36  
Télécopieur: (01) 46 36 36 36

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 5,3615 ▼		PARIS	
Le dollar perdait du terrain sur le marché des changes parisiens, à 5,3615 franc contre 5,3755 francs la veille (cours indicatif de la Banque de France). Le Deutschemark reculait légèrement à 3,4452 francs contre 3,4470 francs mercredi soir (cours BdF).		NEW-YORK (indice Dow Jones)	
FRANCFORT		LONDRES (indice « Financial Times »)	
Dollar (en DM)	4 jan. 5 jan.	100 valeurs	3 051,6 3 037,5
1,5504 1,556		30 valeurs	3 364,0 3 348,20
TOKYO		FRANCFORT	
Dollar (en yen)	4 jan. 5 jan.	Dax	2 074,78 2 072,26
101,6 100,83		TOKYO	
MARCHÉ MONÉTAIRE		Nikkei Dow Jones	19 016,11 19 084,9
(taux privés)		Indice général	1 553,40 1 547,41
Paris (4 jan.)	5 14 % - 5 38 %	MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES	
New-York (3 jan.)	5 716 %	COURS COMPTANT	
		COURS TERME TROIS MOIS	
		Demandé	Offert
\$ E.U.	5 3600	5 3620	5 3577
Yen (100)	5 3016	5 3058	5 3488
Scn	6 5574	6 5628	6 5518
Deutschemark	3 4423	3 4447	3 4428
Franc suisse	4 8937	4 8963	4 1105
Livre sterling (1000)	3 3802	3 3835	3 2754
Livre sterling	6 2712	6 2758	6 2700
Peseta (100)	4 0402	4 0431	4 0399
		Demandé	Offert
\$ E.U.	5 34	5 78	6 576
Yen (100)	2 316	2 516	2 716
Scn	5 34	5 78	6 14
Deutschemark	4 78	5	5 16
Franc suisse	3 78	4	4 316
Livre sterling (1000)	8 14	8 12	8 34
Livre sterling	6	6 18	6 716
Peseta (100)	8 316	8 316	8 34
Franc français	5 12	5	5 316
		Demandé	Offert
\$ E.U.	6 1316	6 1316	6 1316
Yen (100)	2 516	2 516	2 516
Scn	6 14	6 14	6 14
Deutschemark	5 16	5 16	5 16
Franc suisse	4 316	4 316	4 316
Livre sterling (1000)	9 716	9 716	9 716
Livre sterling	7 12	7 12	7 12
Peseta (100)	8 34	8 34	8 34
Franc français	6 14	6 14	6 14



## BOURSE DE PARIS DU 5 JANVIER

**Liquidation : 24 janvier**  
**Taux de report : 6,38**

**Cours relevés à 13 h 30**  
**CAC 40 : -0,90 % (1884,68)**

[illegible]

## Comptant (sélection)

**Sicav (sélection) 4 janvier**[illegible]

مكتبة أمم الأهل



RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 5 JANVIER

TF 1	
16.30	Série: Superboy.
16.30	Série: La Hôte et les Abeilles.
16.45	Club Dorothée Noël.
17.00	Arnold et Willy: Parker Lewis.
17.05	Série: Premiers baisers.
18.25	Série: Les Filles d'à côté.
18.50	Série: Beverly Hills.
19.50	La Bêtisier 1994.
20.00	Journal, Tiersé.
20.00	La Minute hippique.
20.00	Météo et Météo des neiges.
20.50	Série: Columbo.
20.50	Couronne mortuaire. Avec Peter Falk, James Read.
22.15	Magazine: Sans aucun doute.
22.15	Présenté par Julien Courbet avec la participation de Sophie Favier, Marie Leocq, M. Didier Berge.
23.35	Série: Chapeau melon et bottes de cuir.
0.00	Obsession, d'Ernest Day.
0.30	Journal et Météo.
FRANCE 2	
15.50	Tiersé.
16.05	Variétés: La Chance aux chansons (et à 5.20).
16.50	Les nouveaux rois de l'accordéon avec Georges Lemaire.
17.20	Des chiffres et des lettres.
17.45	Série: Saucisson R.
18.15	Jeu: Que le meilleur gagne.
18.50	Studio Gabriel (et à 18.25).
19.20	Flash d'informations.
19.59	Journal.
20.00	Suivi du résumé du Rallye Grenade-Dakar et Météo.
20.55	Magazine: Envoyé spécial.
20.55	Parole de juge, de Jean-Pierre Méthot, Pascal Pore et Emmanuel Mauguier.
22.35	Cinéma: Les Amants du Pont-Neuf. M. Film français de Léos Carax (1990).
1.00	Journal et Météo.
1.20	Le Cercle de minuit: Portrait.
FRANCE 3	
15.35	Série: Magnum.
15.35	Les Minikéums.
15.35	Les Aventures de Tintin: le Sceptre d'Ottokar (4 <sup>e</sup> épisode); Peter Pan; Fantôme 2040.
17.40	Magazine: Une pêche d'enfer.
17.40	En direct du Rallye Grenade-Dakar.

M 6	
18.20	Questions pour un champion.
18.50	Un livre, un jour.
18.50	Dictionnaire de la mode au 20 <sup>e</sup> siècle.
18.55	Le 19-20 de l'information.
20.10	Jeu: Fa et la chanter.
20.35	Tout le sport.
20.40	A 20.40, journal du Rallye Grenade-Dakar, en direct.
20.50	Keno.
20.55	Cinéma: Un dimanche de flic. M. Film français de Michel Vianey (1982).
22.40	Météo et Journal.
23.10	Les Dossiers de l'Histoire.
23.10	L'Europe est loin, de Csaba Kádor et Martin Ledinsky.
M 6	
17.00	Variétés: Hit Machine.
17.30	Série: Rintintin Junior.
18.00	Série: Brisco County.
19.00	Série: Code Quantum.
19.54	Six minutes d'informations.
20.00	Série: Cosby Show.
20.35	Magazine: Passé simple.
20.35	Présenté par Marielle Fournier.
20.50	Cinéma: Pour cent briques, t'es plus rien. M. Film français d'Edouard Molinaro (1982).
22.15	Téléfilm: Une étrange baby-sitter.
22.15	De Rick Rogers.
23.50	Six minutes première heure.
0.00	Magazine: Fréquentation (et à 3.25).
0.00	Présenté par Laurent Boyer.
0.00	Carie Bruni.
CANAL +	
13.35	Cinéma: L'Amour d'aujourd'hui (Passion Fish). M. Film américain de John Sayles (1982).
15.45	Magazine: L'œil du cyclone (rediff.).
16.15	Cinéma: Latcho Drom. M. Film français de Tony Gatlif (1992, v.o.).
17.55	Le Journal du sport (rediff.).
18.00	Canaille peluche.
18.00	Les Contes du chat perché.
18.30	En clair jusqu'à 20.35
18.30	Cartoon.
18.40	Magazine: Nulle part ailleurs.
19.20	Magazine: Zérozéro.
19.20	Présenté par Daisy d'Errata.

LA CINQUIÈME	
15.45	Les Ecrans du savoir.
15.45	Au fil des jours: Inventer demain: Allô la Terre; M. sou- rila bien-aimée; L'œil de Colomb; Cinq sur cinq; Langue: espagnol, leçon n° 7; anglais, leçon n° 7 (rediff.).
17.30	Magazine: Les Enfants de John.
17.30	Le Journal du temps.
18.00	Les Grands Châteaux d'Europe. Chénouaux.
18.30	Le Monde des animaux.
18.30	Isabelle et les orange-outons.
ARTE	
19.00	Magazine: Confetti.
19.30	Documentaire: Dancer pour vivre.
19.30	De Claude Willes.
20.15	Court métrage: L'Enfer du cygne.
20.15	De Nigel Churner.
20.27	Chaque jour pour Sara- jevo.
20.30	8 1/2 Journal.
20.40	Soirée thématique: La Planète déchets.
20.40	Biens, intérêts, solutions. So- rée proposée par Gerhard Vogel.
20.41	Documentaire: Mo Edoga, Thomas de l'art.
20.41	De Saint-Sauveur, par Marc Sauer, trompette; Minuetto pour quatuor à cordes, par le Quatuor Raphael.
20.41	Tagage: Portraits.
20.41	Par Bruno Latorf. Œuvres de Javien et Tachelav.
Les interventions à la radio	
19.20	France-Inter, 19 h 20: « Le soutien scolaire aux élèves en difficulté » (« Le téléphone sonne »).

VENDREDI 6 JANVIER

TF 1	
6.00	Série: Intrigues.
6.28	Météo (et à 6.58, 8.28).
6.30	Journal (et à 6.45, 7.00).
7.10	A tout'skip.
7.10	Cro-Blanc: Biker Mice; Pif et Hercule.
8.05	Télé-shopping.
9.05	Série: Riviera.
10.15	Série: Le Destin du docteur Calvet.
10.50	Série: Quatre pour un foyer.
11.20	Jeu: Une famille en or.
11.55	Jeu: La Roue de la fortune.
12.20	Jeu: La Juste Prix.
12.50	Magazine: A vrai dire.
13.00	Journal, Météo et Tout compte fait.
13.35	Feuilleton: Les Faux de l'Amour.
14.30	Série: Côte Ouest.
15.10	Série: Superboy.
16.30	Série: La Hôte et les Abeilles.
16.45	Club Dorothée Noël.
17.00	Arnold et Willy: Parker Lewis; Punky Brewster; Clip; Jeux.
17.05	Série: Premiers baisers.
18.25	Série: Les Filles d'à côté.
19.00	Série: Beverly Hills.
19.50	La Bêtisier 1994.
20.00	Journal, La Minute hippique et Météo.
20.45	Téléfilm: Charlotte et Léa.
20.45	De Jean-Claude Sussefeld, avec Véronique Jannot, Zabou.
20.45	Une jeune femme achète un manoir abandonné dont ses parents furent les gardiens vingt ans plus tôt. Un drame passé à la fois à la fille des châtellains.
22.15	Magazine: Tout est possible.
22.15	Présenté par Jean-Marc Morandini. Invités: Anémone. Reportage: Je parle avec mon animal; Les survivants; Ces hommes et ces femmes qui font scandale.
23.25	Série: Agence tous risques.
0.20	Journal et Météo.
0.30	Jeu: Millionnaire.
1.00	TF 1 nuit (et à 1.55, 3.35, 4.15).
1.10	Programmes de nuit.
1.10	Peter Ström; 2.05, Constant Permaque; 3.45, Histoires naturelles; 4.25, Côté cœur; 4.45, Musique; 5.05, Histoire de la vie.
FRANCE 2	
6.00	Dessin animé.
6.05	Feuilleton: Les Craquantes.
6.30	Télématin.
8.30	Les Films Lumière. Le Goût des bêtes (et à 19.50, 0.35).
8.35	Série: Secrets.
9.00	Amour, gloire et beauté.
9.25	Magazine: Martin bonheur.
9.25	Invité: Hugues Aufray.
11.10	Flash d'informations.
11.15	Jeu: Motus.
11.50	Jeu: Pyramide.
12.20	Tout tout rira.
12.55	Météo (et à 13.40).
12.55	Journal et Bourse.
13.45	INC.
13.50	Série: Un cas pour deux.

M 6	
14.55	Dans la chaleur de la nuit.
15.45	Variétés: La Chance aux chansons (et à 4.55).
16.40	Des chiffres et des lettres.
17.10	Série: Saucisson R.
17.40	Série: La Fête à la maison.
18.15	Jeu: Que le meilleur gagne.
18.50	Studio Gabriel (et à 18.25).
19.20	Flash d'informations.
19.59	Journal.
20.00	Suivi du résumé du Rallye Grenade-Dakar et Météo.
20.55	Série: Nestor Burma.
20.55	L'homme au sang bleu, d'Alain Schwarzstein d'après Léo Malet, avec Guy Marchand.
22.25	Magazine: Bouillonnement de culture.
22.25	Spécial Comédie-Française. Invités: Jean-Pierre Miquel, administrateur général; Catherine Samie, doyenne des sociétaires; Noëlle Guibert, conservateur-archiviste; Jean-Loup Rivière, conseiller artistique et littéraire; Roger Planchon, metteur en scène d'Occupé d'Amélie, de Feydeau.
23.30	Variétés: Taratata.
23.30	Invités: Nino Ferrer. Avec Cassi, Sherry Crow, Cras Theat Sum- mers, Enzo Enzo.
0.40	Journal et Météo.
1.05	Documentaire: Les Heures chaudes de Montparnasse.
2.00	Programmes de nuit.
2.00	Le Journal du Rallye Grenade-Dakar (rediff.); 2.15, Studio Gabriel (2 <sup>e</sup> partie, rediff.); 2.45, Dessin animé (et à 4.25); 2.50, Envoyé spécial; 4.30, Por- trait d'artiste: Cane.
FRANCE 3	
8.00	Euronews.
7.15	Bonjour Babar. Les Koaloux; Pingou; Out-Oui; Souris, souris; Max dans la rue; Les Aven- tures de Tintin: le Crabe aux pinces d'or (4 <sup>e</sup> épisode); Wolf.
8.55	Documentaire: La Transsylvanie.
8.55	De Bernard Giraudou. 2. La Réve blanc inachevé.
9.45	Série: Les Souvenirs de Sherlock Holmes.
10.45	Les Mystères de l'Ouest.
11.40	La Cuisine des mousquetaires.
11.55	Flash d'informations.
12.00	Télévision régionale.
12.45	Journal.
13.05	Magazine: Vincent à l'heure.
14.40	Série: La croisière s'annule.
15.35	Série: Magnum.
16.30	Les Minikéums.
16.30	Les Aventures de Tintin: le Sceptre d'Ottokar (5 <sup>e</sup> épisode); Peter Pan; Fantôme 2040.
17.40	Magazine: Une pêche d'enfer.
18.20	Questions pour un champion.
18.50	Un livre, un jour.
18.50	Esprit de corps, de Lawrence Durrell.
18.55	Le 19-20 de l'information.
18.55	A 19.05, Journal de la région.

LA CINQUIÈME	
20.10	Jeu: Fa et la chanter.
20.35	Tout le sport. A 20.35, Journal du Rallye Grenade-Dakar en direct.
20.45	INC.
20.55	Magazine: Thalassa.
20.55	De Jean-Claude Sussefeld, avec Véronique Jannot, Zabou.
21.55	Magazine: Faut pas rêver.
21.55	Invité: Xavier Emmanuelli. Danemark: le roi des vagues; France: sous le béton des radis; Portugal: Antonio le projectionniste.
22.55	Météo et Journal.
23.20	Magazine: Pégase.
23.20	Magazine, vingt-cinq ans de service.
0.15	Court métrage: Libre court. Du silence plein la tête, de Pasty Villages.
0.35	Série: Les Incorruptibles.
1.25	Musique: Cadrans lunaires.
1.25	My Fair Lady, extrait, de Loewe; Porgy and Bess, de Gershwin, par l'Orchestre d'Or- chestre de France, dir. Jacques Mercier (15 min).
M 6	
6.55	Matin express (et à 7.10, 8.05).
7.00	Informations: M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 11.00, 11.55).
9.05	M 6 boutique.
9.15	Télé-achat.
9.35	Magazine: Boulevard des clips (et à 10.00, 11.00, 6.30).
10.50	Magazine: Passé simple.
10.50	Présenté par Marielle Fournier.
10.55	Infoconnection.
11.05	Série: L'Odyssée Imaginaire.
12.05	Série: Papa Schultz.
12.30	Série: La Petite Maison dans la prairie.
13.30	Téléfilm: Equipe de nuit.
13.30	De Noël Noosack, avec Yvette Mimieux, Diane Casanova. Deux femmes se chargent de porter secours aux victimes d'agressions.
17.00	Variétés: Hit Machine.
17.30	Série: Rintintin Junior.
18.00	Série: Brisco County.
19.00	Série: Code Quantum.
19.54	Six minutes d'informations.
20.00	Magazine: Vu par Laurent Boyer.
20.00	L'actualité du spectacle.
20.05	Série: Cosby Show.
20.35	Magazine: Capital.
20.45	Téléfilm: Enquête sur un enlèvement présumé.
20.45	De Chris Thompson, avec Véro- nica Hamel, Lindsay Frost. Une mère enlève sa propre fille portée à son ex-mari. Celui-ci est accusé d'abus sexuel sur l'enfant.
22.30	Série: Mission impossible, vingt ans après.
22.35	Magazine: Sexy zap.
23.55	Six minutes première heure.
0.05	Série: Chapeau melon et bottes de cuir.

CANAL +	
1.00	Boulevard des clips.
2.30	Redifusions.
2.30	Fréquentation: 3.25, Espagne ardente et mythique; 4.20, Coup de griffes (Emmanuel Unger); 4.45, Destination la mode (L'Australie); 5.40, E = M 9; 6.05, Culture pub.
En clair jusqu'à 7.30	
6.59	Pin-up (et à 12.22, 0.49).
7.00	CBS Evening News.
7.22	Le Journal de l'emploi.
7.25	Ca cartoon.
7.30	Canaille peluche.
8.00	Magazine: Les Rozmoket.
8.00	Magazine: 24 heures (rediff.).
8.55	Le Journal du cinéma.
9.00	Cinéma: Traces de sang. M. Film américain d'Andy Wolk (1992). Avec James Belushi, Lorraine Bracco, Tony Goldwyn.
10.40	Flash d'informations.
10.45	Cinéma: Une famille formidable. M. Film italien de Mario Monicelli (1992). Avec Paolo Bonolis, Pia Voli, Riccardo Scortini.
En clair jusqu'à 13.35	
12.30	Magazine: La Grande Famille.
12.30	Présenté par Jérôme Maillon.
13.30	Le Journal de l'emploi.
13.35	Cinéma: La Solité de l'or. M. Film français de Gérard Oury (1992). Avec Christian Clavier, Tati Seltzer, Catherine Jacob.
14.55	Documentaire: Courant d'air.
15.45	Surprises (et à 17.50).
16.00	Le Journal du cinéma.
16.05	Cinéma: Stepping out. M. Film américain de Lewis Gil- bert (1991). Avec Liza Minnelli, Shelley Winters, Ellen Greene.
18.00	Canaille peluche.
18.00	Les Contes du chat perché.
En clair jusqu'à 20.35	
18.30	Ca cartoon.
18.40	Magazine: Nulle part ailleurs.
18.40	Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gil- das et Antoine de Caunes.
19.20	Magazine: Zérozéro.
19.20	Présenté par Daisy d'Errata.
19.20	Téléfilm: Vengeance sur parole.
19.20	De Peter H. Hunt, avec Robert Conrad, William McNamara. Un policier se fait aider par un médium.
22.05	Documentaire: Darlo Moreno.
22.05	De Jean Rouzeau.

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Neige à la Saint-Edouard...

L fait froid. Selon des infor- mations glissées par le ministère du budget à un reporter, dans le cou de Meti- gnon, on est en janvier, et il est désormé permie d'évoquer l'élection présidentielle. Il fait froid, ce qui n'empêche pas les socialistes de recommencer imperturbablement à se déchirer. Météo-France a publié un bulletin d'alerte au verglas. Il fait froid. Thierry Roland et Jean-Michel Larqué, les com- mentateurs foot-balistiques de TF 1, ont enfilé des gents. Des gents bleus pour l'un, verts pour l'autre. Ils ont même man- té, même écharpe, mais pas les mêmes gents. Que se passe-t-il à TF 1? N'ont-ils plus les moyens d'offrir à leurs vedettes des gents au sigle de TF 1? Il fait froid, et il va faire plus froid encore. Il pourrait bien neiger le jour de la Saint- Edouard. On attend des com- mentateurs météo un de ces dictons qu'ils affectionnent habituellement, mais qui ne vient pas. « Neige à la Saint- Edouard... »

Délicieuse surprise de début d'année: le premier ministre nous attend sur une double page de Paris-Match. Il est photographe en pied, devant son bureau. Le pli du pantalon est impeccable, queimement mil- taire. Le regard ne cherche avec nous aucune connivence. Déjà, cet homme ne s'appartient plus, il n'appartient qu'à son destin. Ce n'est plus le premier ministre, c'est déjà sa statue, il n'a pas encore osé - ou bien cette timidité est-elle imputable

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles: P Signifié dans « le Monde radio-télévision »; F Film à éviter; M On peut voir; N Ne pas manquer; S Chef-d'œuvre ou classique.

wait and time ville nos- tam- t. à pas per des r la ont- ntre s du- sure vité. les rre- lie à qui r'lis se lo HINI tur



PIERRE GEORGES

## Repentir

**N**ÉCRIREZ jamais ! Tout ce que vous avez écrit pourra être un jour retenu contre vous. A preuve, ces quelques lettres furbardes de lecteurs pour des mots incompris, dans une récente chronique, le 22 décembre. Il s'agissait de feble à propos de Bernard Tapie « roi des exclus ». Il s'agissait en somme de moquer le subterfuge utilisé par Bernard Tapie faisant de ses malheurs judiciaires ses lettres de noblesse pour s'autodécroter candidat naturel de l'exclusion. Et de rien d'autre.

Et voilà l'objet de leur ressentiment, l'extrait de texte qui ce jour-là provoqua l'indignation de quelques-uns : « Le roi des exclus s'en fut un jour trouver Geneviève De Gaulle, femme de strass et de paillettes à l'ATD Quart-Monde. Il lui tint à peu près ces discours : Oh la mère ! Tu n'as rien inventé. Tu te crois la sainte laïque d'ATD Quart-monde et de l'exclusion. Moi j'en suis l'empereur (...). » « Femme de strass et de paillettes ». Oh furbardes ! A ces mots pesés au trébuchet des mots, machés et remachés, leur sens ne fit qu'un tour. Comment osez-vous, triste sirs, une femme d'une telle qualité, c'est indigne, sur le pré demain à l'aube. Les amis de M<sup>me</sup> de Gaulle qui pourraient cultiver pire ennemi, eurent beau lire et relire la phrase, ils n'y trouvèrent qu'indignité et sarcasmes. Ils lurent ces mots au premier degré quand il s'agissait bien évidemment d'une

antiphrase au sens où le précise Le Petit Robert : « Manière d'employer un mot, une locution dans un sens contraire ou sens véritable, par ironie ou euphémisme ». Et le dictionnaire de donner en exemple la fameuse locution « C'est de la propre » qui, effectivement, dit son contraire.

Femme de strass et de paillettes, en ce sens, voulait signifier exactement l'inverse de ce qui semblait écrit. C'est-à-dire le respect en lequel on tient M<sup>me</sup> de Gaulle, femme de rigueur et de partage. Cela allait sans dire. Cela va encore mieux en le disant, puisqu'il semble bien y avoir eu de la friture sur la ligne. Comme on ne saurait, sauf venité d'auteur, tenir le lecteur pour responsable de l'incompréhension de sa lecture, il fallait bien ici aller à l'essentiel.

Et pour récidiver, malgré les risques du genre, dans l'antiphrase, il faut dire ici combien on tient pour « admirable » la dernière initiative de M<sup>me</sup> Brigitte Berdot. Cette grande amie des bêtes vient de proposer aux associations caritatives de « faciliter l'hébergement des SDF accompagnés d'un animal ». Et, ajoute-t-elle, sa fondation « prendrait en charge la nourriture des animaux et s'engagerait à mettre en place des visites vétérinaires systématiques ». Ce n'est pas que l'intention soit mauvaise. Mais cette façon de mélanger Restos du cœur et pâté pour chien, de distinguer SDF à bêtes et SDF nus est, répétons-le, admirable !

Le financement de la Sécurité sociale

## Le ministre du budget envisage une réforme de la CSG

Faudra-t-il ou non relever la contribution sociale généralisée (CSG) ? Et sous quelle forme ? L'un des grands débats de politique économique de la campagne présidentielle est lancé. Dans un entretien publié jeudi 5 janvier par *Le Figaro*, le ministre du budget, Nicolas Sarkozy, préconise un recours à l'impôt créé par les socialistes afin de combler le déficit chronique de la Sécurité sociale.

M. Sarkozy est certes prudent. Il se dit « très réservé sur une nouvelle hausse de la CSG, comme d'ailleurs sur celle de la TVA ». Et il souligne qu'en préalable à toute mesure fiscale il conviendrait d'abord d'ouvrir tout à la fois à une « maîtrise continue des dépenses » de l'assurance-maladie. Il n'en admet pas moins que, « si cela ne suffisait pas, il faudrait alors se résoudre, non à l'augmentation des taux, mais à l'élargissement de l'assiette ».

Or, cette solution, même si le ministre du budget l'indique pas la forme technique qu'elle pourrait prendre, risque évidemment de susciter de nombreuses polémiques. Au cours de ses derniers mois, plusieurs rapports remis au gouvernement ont, eux, fait des propositions détaillées en ce sens. Le récent rapport rédigé par Alain Minc, sous l'égide du commissariat général du Plan, la *France de l'an 2000*, suggérait ainsi (le 20 novembre) « d'augmenter, ne serait-ce que marginalement, la part des transferts mis à la charge des retraités actuels ». Consacré à l'assurance-maladie, un autre rapport

du Plan, rédigé peu avant, conseillait aussi d'avoir recours à la CSG pour élargir le financement des dépenses de santé (le Monde du 21 octobre). « Les retraités seraient les plus touchés par cette mesure », précisait-il. Le document proposait aussi que certains redevons de l'épargne, comme le livret A, actuellement détaxés, soient mis à contribution.

En reprenant l'idée à son compte, comme l'a déjà fait le ministre des affaires sociales, Simone Veil, M. Sarkozy engage donc un débat politiquement sensible : les retraités ou les détenteurs d'un livret A sont d'ordinaire des clients des caisses de l'Ons se garde bien d'insister à la veille d'un scrutin important.

Par ricochet, la proposition du ministre du budget met de surcroît l'accent sur l'ampleur des déficits publics français et, notamment, de ceux des comptes sociaux. Le régime général de la Sécurité sociale a en effet enregistré un solde négatif de plus de 50 milliards de francs en 1994 et pourrait de nouveau connaître un déficit de 50 à 70 milliards en 1995.

Daos le même entretien, M. Sarkozy, répond donc aux critiques qui ont été adressées dans ce domaine au gouvernement — notamment celles formulées par le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet. La suggestion de réformer la CSG n'est pas moins valeur d'avertissement : dans tous les cas de figure, la réduction des déficits publics exigera des remèdes douloureux.

LAURENT MAUDUIT

Comme M. Rocard il y a cinq ans

## M. Balladur saisit le Conseil constitutionnel des lois sur l'argent et la politique

Le Conseil constitutionnel pourra, finalement, examiner la conformité à la Constitution de l'ensemble des lois contre la corruption qui vient d'adopter le Parlement. Après avoir beaucoup hésité, le premier ministre s'est décidé à saisir l'institution qui préside Robert Badinter de trois de ces lois qui, n'ayant pas de caractère organique, ne lui étaient pas automatiquement soumises.

Edouard Balladur, en agissant ainsi, comme Michel Rocard en 1990 et contrairement aux autres autorités de la République qui auraient pu faire de même (le chef de l'Etat, les présidents de l'Assemblée et du Sénat, les députés et les sénateurs), s'est soulié

d'avantage de la mise en place d'une législation incontestable pour ces textes. Philippe Séguin, ou des critiques de ceux qui pourraient l'accuser de faire obstacle à un renforcement du dispositif contre la corruption.

La saisine du Conseil était d'autant plus indispensable que certaines dispositions se retrouvent à l'identique dans les lois organiques et dans les lois simples. Si seules les premières avaient été contrôlées, le risque existait qu'une disposition annulée pour la campagne présidentielle reste applicable pour les élections municipales.

Th. B.

Après l'ajournement des débats à Bruxelles

## L'Union européenne en panne sur l'audiovisuel

La France a sans doute laissé passer une occasion extraordinaire. Tandis que l'accord du GATT de décembre 1993, octroyait à l'Union européenne une pleine et entière liberté réglementaire en matière audiovisuelle, le gouvernement français s'est bien gardé, depuis un an, de prendre la moindre initiative. L'idée de nommer un ambassadeur itinérant, comme cela avait été fait pendant ces mêmes négociations du GATT, pour prendre le pouls de chaque pays d'Europe et commencer à militer en faveur d'une deuxième directive « Télévision sans frontières » mieux adaptée aux évolutions technologiques, a été abandonnée.

Faute d'avoir pris une quelconque initiative, pendant un an, la rénovation de la première directive de 1989, semble aujourd'hui enterrée (le Monde du 5 janvier). Entre les libéraux de la Commission — Martin Bangemann, sir Leon Brittan... — résolue à lutter contre toute « surrégulation », et les nouveaux dogmatiques français — sinon rien — la confusion est désormais totale à Bruxelles.

La manière dont la France s'arc-boute sur le maintien

des quotas de diffusion, qui obligent les chaînes de télévision à consacrer une proportion majoritaire de leur temps de diffusion à des œuvres européennes, e de quoi étonner. Car, comment imaginer que ces quotas, qui protègent les seuls producteurs de cinéma tricolores et qui obligent les chaînes portugaises à diffuser des films « européens » au lieu des télé-novelas brésiliennes, dont les Portugais sont friands, puissent être imposés à l'ensemble des systèmes audiovisuels européens ?

## Une notion trop floue

Plutôt que de réfléchir à une position de repli, comme ces « quotas d'investissement » élaborés par l'administration bruxelloise, la France préfère enterrer tout projet réglementaire nouveau. Au lieu de peser sur la ligne éditoriale des chaînes, ces quotas d'investissement avaient le mérite de taxer tout diffuseur (méditerranéen ou européen) au profit de la production audiovisuelle et cinématographique européenne.

Certes, la notion de « budget de programmation », qui servait

La hausse des cotisations de retraite des fonctionnaires

## La polémique sur les charges des collectivités locales s'amplifie

La polémique relative à l'augmentation du taux des cotisations pour les retraités des fonctionnaires territoriaux s'est amplifiée mercredi 4 janvier. Répliquant à Dominique Baudis, maire (UDF-CDS) de Toulouse, qui, au nom des maires des grandes villes, avait reproché à l'Etat de « boucler son budget sur le dos des villes », Nicolas Sarkozy, ministre du budget, a répliqué que le taux de surcompensation avait été fixé il y a trois ans par ses prédécesseurs socialistes à 38 %. « Je n'y ai rien changé », a-t-il précisé. Il n'y a ni aggravation, ni amélioration, ni aucun transfert entre le budget de l'Etat et celui des collectivités.

Jean-Pierre Fourcade, président du comité des finances locales et sénateur (RI) des Hauts-de-Seine a estimé, pour sa part, que la décision du gouvernement était « une fausse solution ». La ponction opérée par le ministre du budget représentait « une surcharge de 3 milliards pour les collectivités et d'un peu moins de 3 milliards pour les hôpitaux », a-t-il précisé.

L'humanité dénonce « un hold-up de 6 milliards de francs et le pillage par Edouard Balladur d'une caisse de retraite » qui conduira, selon le journal du Parti communiste « à augmenter en moyenne de 4 000 francs la cotisation annuelle versée pour chaque agent salarié des collecti-

viés locales et des hôpitaux ». En fait, la polémique ne porte pas sur ce taux de surcompensation (même si les maires réclament régulièrement son abaissement à 22 %) mais sur le taux de la cotisation de base due par les employeurs, c'est-à-dire les maires, les présidents de régions et de départements et les directeurs d'hôpitaux.

Pour 1995, en vertu d'un décret paru au Journal officiel du 29 décembre (dont la teneur avait été communiquée à la délégation de l'Association des maires des grandes villes lors d'un mi-décembre ses membres avaient été reçus par Edouard Balladur), ce taux augmentait de 3,8 points, passant de 21,3 % à 25,1 %, ce qui risque, selon l'Association des maires de France (AMF), de provoquer une hausse de près de deux points des impôts locaux (le taux de cotisation des agents, lui, reste inchangé à 7,85 %).

Les charges de compensation et de surcompensation imposées depuis 1974 au profit des régimes spéciaux de salariés défectueux représentent près de 18 milliards de francs, « ce qui épuise toutes les réserves de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) », ajoute l'AMF. Ces réserves qui étaient de 14 milliards en 1992 ont aujourd'hui quasiment disparu.

HATTI : les réfugiés de Guantanamo seront rapatriés de force. — Seuls 450 des 4 500 réfugiés haïtiens encore hébergés à la base américaine de Guantanamo, à Cuba, ont accepté de regagner volontairement leur pays, a indiqué, mercredi 4 janvier, Michael McCurry, porte-parole du département d'Etat. Il a confirmé que les récalcitrants seraient rapatriés de force dans les prochains jours, conformément à une décision annoncée le 29 décembre. — (Reuters)

CINÉMA : la Poste américaine lance un timbre à l'effigie de Marilyn Monroe. — La Poste américaine va imprimer cette année un timbre à l'effigie de l'actrice Marilyn Monroe, qui sera le premier d'une série consacrée aux légendes de Hollywood. Le dessin final, la date de sortie et le nombre de « Marilyn » à 32 cents — nouveau tarif en vigueur pour les Etats-Unis — devaient être annoncés jeudi 5 janvier, à New-York. Le timbre comporte une image dédicacée de la star, tirée d'un de ses films.

MUSIQUE : Gérard Mortier pose ses conditions pour prolonger son contrat à Salzbourg. — Le directeur artistique du Festival d'été de Salzbourg, le Belge Gérard Mortier, âgé de cinquante et un ans, prolongerait son contrat au-delà de 1997 à condition que ses demandes financières et de programmation pour les deux saisons à venir soient acceptées par les pouvoirs publics autrichiens. Dans un entretien publié dans le magazine autrichien *News* du mercredi 4 janvier, Gérard Mortier, en fonction à Salzbourg depuis l'été 1992, critique le fait qu'il ne dispose pratiquement plus d'argent pour des expérimentations lorsqu'il monte, un grand projet d'opéra contemporain comme *Lulu*, d'Alban Berg. « Il faut que cela change », a affirmé le directeur de Salzbourg. Le festival fête cette année ses soixante-quinzième anniversaires.

THÉÂTRE : Jerry Lewis fait ses débuts à Broadway. — L'acteur comique américain Jerry Lewis va faire ses débuts au théâtre en reprenant, fin février à Broadway (New York), le rôle principal — le Diable — dans la comédie musicale *Damn Yankees*, créée en 1955. « C'est le rêve de ma vie, le couronnement de ma carrière », a commenté l'acteur dans une conférence de presse, mercredi 4 janvier. A soixante-huit ans, Jerry Lewis a limité les risques : *Damn Yankees* (version base-ball du mythe de Faust) est un classique de la comédie musicale, primé à plusieurs reprises. Cette production est déjà sur scène depuis mars 1994.

Isabelle Huppert reprend « Orlando » en France, à Lillebonne et Bruxelles. — Elue meilleure comédienne de l'année 1994 par le Syndicat professionnel de la critique dramatique, Isabelle Huppert reprend, du 9 au 19 janvier, à l'Opéra du Rhin, à Strasbourg, *Orlando*, d'après Virginia Woolf, mise en scène par l'Américain Bob Wilson. Après Strasbourg, le spectacle sera donné à Brest du 3 au 5 février, à Lillebonne du 17 au 19 février, à Nîmes du 1<sup>er</sup> au 5 mars, à Bruxelles du 14 au 19 mars et à Rennes du 28 mars au 7 avril.

SCOUTS DE FRANCE : Philippe Da Costa, nouveau commissaire général. — Le Conseil national des Scouts de France (113 000 adhérents) a nommé Philippe Da Costa comme commissaire général. Il succède à Philippe Chanzy, qui occupait ces fonctions depuis 1988. (RNE le 7 décembre 1994 à Poligny (Jura), docteur en sciences de l'éducation de Lyon-II, Philippe Da Costa a travaillé à la direction départementale de la jeunesse et des sports du Doubs, avant de devenir, en 1990, président des Scouts de France, notamment chargé du service de formation.)

## PUBLICATION JUDICIAIRE

« Par arrêté du 26 octobre 1994, le cour d'appel de Riom a jugé que la publicité effectuée par les sociétés WELCOM INTERNATIONAL et SIAN pour promouvoir la commercialisation d'une série de cotisations sous l'appellation GINSU 2000 est mensongère et constitutive de concurrence déloyale à l'égard des fabricants de THUERS et de sa région en ce que cette publicité affirme faussement que les cotisations GINSU 2000 sont inimitables. »

YVES MAMOU

## L'ESSENTIEL

## DEBATS

Institutions : « Pour une justice effrénée », per Jean-Pierre Mignard ; Tchetchénie : « Il n'y a pas de fatalité de la terreur », par Bernard Kouchner ; Immigration : « Quand les intellectuels manquent de rigueur », par Jean-Claude Berreuu (page 2).

## INTERNATIONAL

Pologne : Lech Walesa appelle ses concitoyens à ne pas payer leur impôt sur le revenu

Lech Walesa et la majorité post-communiste au pouvoir luttent de nouveau à couteaux tirés. Mercredi 3 janvier, le président polonais, à la grande satisfaction des contribuables, a annoncé qu'il ne paierait pas son impôt sur le revenu selon les taux fixés, abusivement selon lui, par le gouvernement, et a appelé les Polonais à suivre son exemple (page 4).

Bangladesh : l'opposition a déclenché une campagne de manifestations contre le premier ministre

Depuis la démission collective des cent quarante-sept députés de l'opposition, le 28 décembre, les Bangladaïsi essient, impuissants, au bras de fer engagé entre le premier ministre Kheleda Zie et les trois grandes formations de l'opposition parlementaire. Depuis une semaine, grèves générales et manifestations ont paralysé plusieurs reprises toute activité dans la capitale. Trente personnes ont été blessées, mercredi 4 janvier, lors d'effondrements entre protestataires et forces de l'ordre (page 6).

## SOCIÉTÉ

Un animateur municipal marocain est menacé de reconduite à la frontière

Helim El Hazzoui, un Marocain de 28 ans installé à Villeneuve-d'Ascq (Nord) depuis dix ans pour y suivre des études d'expertise comptable, a fait l'objet, le 8 décembre, d'une « invitation à quitter la France »

de la part de la préfecture du Nord. Il possède une carte de séjour d'étudiant et un emploi. Lors de sa demande de bénéficier du statut de salarié étranger, la préfecture lui a refusé à la fois le renouvellement de sa carte de séjour et le passage au statut de salarié, en lui opposant la situation de l'emploi en France (page 10).

## ECONOMIE

La Banque d'Espagne entend combattre les menaces inflationnistes

En faisant passer le loyer de l'argent de 7,35 % à 8 %, la Banque d'Espagne inaugure sa nouvelle indépendance par rapport au gouvernement et illustre son souci de combattre l'inflation qui, selon le communiqué officiel, « offre une grande résistance à la baisse ». Ce bel euphémisme est utilisé pour réduire les inquiétudes d'une reprise de l'inflation au cours des premiers mois de cette année (page 23).

## SERVICES

Abonnements ..... 2  
Dans la presse ..... 15  
Carnet ..... 16  
Météorologie ..... 16  
Mots croisés ..... 16  
Loto ..... 16  
Marchés financiers ..... 25-26  
Radio-télévision ..... 27

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE  
3617 LMDOC  
et 36-29-04-56

## DEMAIN

L'année 1994 dans le monde

Quatre pages de chronologie retracent les événements de 1994 en France et dans le monde. Avec une attention particulière à : La guerre civile en Algérie ; La guerre dans l'ex-Yugoslavie ; L'Horreur au Rwanda ; Les affaires, l'argent et la politique en France, et les personnalités disparues. Le Monde publie, également, une page gastronomie et une page jeux : mots croisés, bridge, Scrabble...

Le numéro du « Monde » daté jeudi 05 janvier 1995 a été tiré à 444 753 exemplaires

Les dirigeants des violences

Le rôle « coup » des

Tchetchénie les premiers

Le CSA suspend pour rime la radio Sky

Michel Rocard soutient

La poésie et la lire

La mort de France